



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2006/9*
16 mai 2006

FRANÇAIS
Original: ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Soixante-deuxième session
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA SESSION

**Rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
sur la situation des droits de l'homme en Colombie****

Résumé

Le présent rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la Colombie, qui porte sur l'année 2005, fait suite à la demande formulée par la Commission des droits de l'homme à sa soixante et unième session.

Contexte national et évolution du conflit armé interne

Le climat national en 2005 a été essentiellement marqué par des débats législatifs et par l'impact du conflit armé interne. Il convient de mentionner également l'influence notable des paramilitaires et le processus de négociation avec ces groupes et leur démobilisation. Par ailleurs, l'accord de libre-échange a fait l'objet d'un vaste débat. La Constitution a été modifiée pour permettre la réélection immédiate du Président de la République. La Cour constitutionnelle a déclaré que cette réforme ainsi que la loi sur les garanties électorales étaient conformes à la Constitution. La loi n° 975 de 2005 (loi de «justice et paix»), adoptée en juin, est devenue le cadre juridique applicable pour les démobilisés responsables de crimes graves. L'évolution du conflit s'est caractérisée par la poursuite de l'offensive des forces de sécurité contre l'arrière-garde de la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia – Ejército del Pueblo* (FARC-EP), et la persistance des attaques contre des civils menées par les groupes armés illégaux.

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

** Le présent rapport est distribué dans toutes les langues officielles. Les annexes sont distribuées dans la langue originale et en anglais seulement.

La démobilisation de groupes paramilitaires s'est poursuivie avec quelques interruptions. Aucun progrès significatif n'a été accompli pour obtenir la libération des personnes aux mains des FARC-EP, malgré de nombreux efforts nationaux et internationaux. Pendant le deuxième semestre, le processus de dialogue avec la guérilla de l'Armée de libération nationale (*Ejército de Liberación Nacional* – ELN) a été lancé et une rencontre a été programmée à l'étranger entre le Gouvernement et les chefs de l'ELN, en décembre. Le trafic de stupéfiants, les enlèvements, le racket et la contrebande d'essence sont restés les principales sources de financement des groupes armés illégaux. La Haut-Commissaire s'est rendue en Colombie en mai et a tenu des réunions avec les autorités et des représentants de la société civile. Le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires s'est rendu dans le pays en juillet.

Situation des droits de l'homme et du droit international humanitaire

La situation des droits de l'homme s'est caractérisée par une série de violations graves en rapport avec les droits civils et politiques et les problèmes qu'il reste à résoudre en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels. Les statistiques officielles n'ont toujours pas reflété cette situation de manière adéquate en y intégrant une perspective sexospécifique. On a pu constater l'existence d'un ensemble d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées associées à des violations liées à l'administration de la justice et à l'impunité. On a également enregistré des cas de détention arbitraire, de torture et de traitements cruels, inhumains ou dégradants ainsi que des atteintes à la liberté d'expression. Ces violations ne résultent pas d'une politique délibérée des plus hautes sphères de l'État, mais le peu de réactions de la part des autorités et l'insuffisance de mesures correctives ont empêché d'y remédier. Les violations des droits de l'homme dues à des actions ou à l'inaction d'agents de l'État lors d'actes commis par des paramilitaires se sont poursuivies. La situation, en ce qui concerne la pauvreté, dans laquelle se trouvent plus de la moitié des Colombiens, en particulier les groupes ethniques, les femmes et les enfants, révèle de fortes iniquités dans l'exercice des droits à l'éducation, à la santé, à l'emploi et au logement, entre autres.

De graves violations ont continué d'être commises par les groupes armés illégaux, en particulier les FARC-EP et les unités paramilitaires qui constituent les Groupes d'autodéfense unis de Colombie (*Autodefensas Unidas de Colombia* – AUC). La guérilla, en particulier les FARC-EP et, dans une moindre mesure, l'ELN, a continué ses exactions – homicides, massacres, actes de terrorisme, menaces et attaques contre la population civile, prise d'otages, utilisation de mines antipersonnel, enrôlement d'enfants et attentats contre le personnel et les centres médicaux. Les paramilitaires ont enfreint à plusieurs reprises leur engagement de cessation des hostilités et ont continué à commettre des exactions telles qu'homicides, menaces et attaques contre la population civile, prise d'otages, tortures et traitements humiliants et dégradants, déplacements forcés, enrôlement d'enfants et actes de violence sexuelle. Les membres des forces de l'ordre, en particulier de l'Armée, auraient enfreint le principe de distinction, notamment en se servant d'enfants comme d'informateurs ou pour d'autres activités militaires et en utilisant des écoles et des logements civils, et ils auraient également commis des actes de violence sexuelle.

Problèmes posés par la démobilisation et son cadre juridique

En 2005, la Colombie s'est heurtée à des problèmes en rapport avec l'état de droit, la paix, la justice et la lutte contre l'impunité. Depuis la fin de 2003, on a enregistré plus de 11 100 personnes démobilisées collectivement de groupes paramilitaires. La loi n° 782 de 2002

et son décret d'application (décret n° 128) ont été complétés en juin par la loi de justice et de paix, constituant ainsi le cadre juridique applicable aux démobilisations. Cette dernière prévoit des avantages juridiques en faveur des démobilisés qui ne peuvent invoquer la loi antérieure parce qu'ils sont responsables de graves violations des droits de l'homme ou d'infractions au droit international humanitaire. Bien qu'elle fasse référence aux droits à la vérité, à la justice et à l'indemnisation des victimes, la nouvelle loi n'est pas compatible avec les principes internationaux. De plus, on a constaté que les faiblesses institutionnelles de la justice et certaines dispositions de la nouvelle loi permettent à la grande majorité des démobilisés de bénéficier d'avantages qui incluent la grâce. Par ailleurs, ces textes n'abordent pas le problème de la responsabilité de l'État, du fait de son action ou de son inaction, dans plusieurs crimes commis par des paramilitaires. Cela montre combien il est difficile d'éviter l'impunité. On n'a prévu aucun mécanisme pour assurer le démantèlement des structures illégales. Le paramilitarisme continue d'avoir une forte influence dans plusieurs régions du pays, notamment dans la vie politique, économique et sociale. Plusieurs violations concernant la cessation des hostilités, l'enrôlement de nouveaux membres et la formation de nouveaux groupes ont été enregistrées.

Situation des groupes particulièrement vulnérables

Plusieurs groupes particulièrement vulnérables ont souffert d'actes de violence commis par des groupes hors-la-loi dans le contexte du conflit armé interne, ainsi que d'atteintes à leurs droits et libertés fondamentaux. Certaines politiques et le comportement de certains agents de l'État ont également nui à ces groupes. Il s'agit notamment de défenseurs des droits de l'homme, de membres d'organisations de femmes et de victimes, de chefs communautaires, de déplacés et de syndicalistes. De même, des groupes habituellement exposés comme les personnes déplacées ou celles qui subissent un blocus ainsi que les communautés autochtones et afro-colombiennes et d'autres minorités ethniques ont été particulièrement touchés et ont été victimes de violations. S'y ajoutent, en raison de leur vulnérabilité particulière, les enfants, les femmes, les personnes appartenant à des minorités sexuelles, les journalistes, les membres et chefs de partis politiques, les objecteurs de conscience, les détenus, les otages, les disparus, les représentants des autorités locales et les membres du corps judiciaire. Cette question est traitée avec plus de détails à l'annexe IV.

Politiques publiques et suite donnée aux recommandations

Le Bureau en Colombie a continué à appuyer la mise en œuvre des recommandations de la Haut-Commissaire. Certaines institutions de l'État ont déployé d'importants efforts pour progresser dans cette voie, mais d'autres n'ont pas pris de mesures opportunes, pertinentes ou cohérentes. À la fin de l'année, l'état de la mise en œuvre variait considérablement mais le processus, en général, était moins rapide que souhaité. En matière de prévention et de protection, quelques mesures positives ont été prises, comme l'adoption de protocoles visant à réglementer certaines procédures du Comité interinstitutions d'alerte précoce (CIAT) et à augmenter le budget alloué aux programmes de protection du Ministère de l'intérieur. Cependant, des insuffisances persistaient, sur le plan opérationnel, pour ce qui est d'émettre des alertes et d'y donner suite, du fait d'une certaine lenteur et inefficacité dans l'évaluation des risques. La publication d'une circulaire sur le respect du travail individuel et collectif des défenseurs des droits de l'homme n'a pas pleinement répondu à la recommandation tendant à sanctionner toute transgression des directives présidentielles en la matière. Il n'y a eu aucun véritable progrès dans l'examen des archives du renseignement. Certaines mesures ont été adoptées en faveur de 2 des 12 communautés autochtones menacées mentionnées dans les

recommandations. D'importants efforts ont été, cependant, déployés pour répondre aux demandes de la Cour constitutionnelle en vue d'une prise en charge adéquate des déplacés, encore qu'il faille persévérer en la matière.

Les groupes armés hors-la-loi ont continué à faire fi ouvertement des recommandations de la Haut-Commissaire. Dans leurs opérations, les forces de sécurité ont parfois méconnu les principes humanitaires de distinction, de limitation et de proportionnalité.

Il convient de signaler l'adoption de plusieurs normes, la ratification d'instruments internationaux et les progrès accomplis dans l'élaboration d'un plan d'éducation dans le domaine des droits de l'homme. En revanche, pour ce qui est du plan national d'action pour les droits de l'homme, les progrès ont été inférieurs à ceux escomptés. Il en a été de même pour les recommandations adressées au Ministère de l'intérieur et de la justice et à l'Institut national pénitentiaire (INPEC). En ce qui concerne l'impunité, la *Fiscalía General* et la *Procuraduría General* ont pris certaines mesures. Le faible nombre de décisions judiciaires, l'inefficacité des enquêtes sur la responsabilité d'agents de l'État et le transfert indu de certaines affaires aux juridictions pénales militaires demeurent des sujets de préoccupation. En novembre, le Bureau a conclu un accord de coopération avec le Ministère de la défense en vue d'étudier les améliorations à apporter à l'enseignement des droits de l'homme et du droit international humanitaire en vue d'une approche intégrée, systématique et opérationnelle. Peu de progrès ont été faits, en revanche, s'agissant de sanctionner les agents de l'État qui ont des liens avec les paramilitaires ou de démanteler effectivement le paramilitarisme. Les iniquités et la pauvreté généralisées demeurent les principaux défis à relever en matière de politiques sociales et économiques. Il n'y a eu aucun progrès dans l'élaboration d'un système approprié de statistiques concernant les droits de l'homme et le droit international humanitaire.

Recommandations

Conformément à la Déclaration que le Président de la Commission des droits de l'homme a faite et que la Commission a approuvée par consensus le 22 avril 2005, la Haut-Commissaire souligne qu'il importe de mettre en œuvre les recommandations qu'elle a adressées aux responsables nationaux des trois pouvoirs de l'État ainsi qu'aux organes de contrôle chargés de protéger et de promouvoir les droits de l'homme, aux différents secteurs de la société civile, à la communauté internationale et aux groupes armés illégaux. Le texte complet des recommandations figure à l'annexe I.

La Haut-Commissaire encourage les autorités nationales à accorder une attention particulière à six recommandations. Elle continue à mettre en particulier l'accent sur les requêtes importantes adressées aux groupes armés illégaux. Elle considère également qu'il est vital que le pays vienne à bout du conflit armé interne grâce au dialogue et à la négociation en accordant d'emblée la priorité au respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme.

La Haut-Commissaire est fermement convaincue que la situation des droits de l'homme et du droit international humanitaire s'améliorerait de façon tangible s'il était donné suite à ces recommandations de manière cohérente et globale. Certains progrès réalisés en 2005 doivent inciter à de plus grands efforts en 2006 et au-delà. La Haut-Commissaire recommande que le mandat actuel de son bureau en Colombie soit prorogé bien avant son expiration en octobre 2006.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
INTRODUCTION	1 - 2	6
I. CONTEXTE NATIONAL ET ÉVOLUTION DU CONFLIT ARMÉ INTERNE.....	3 - 15	6
II. SITUATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE	16 - 69	9
III. PROBLÈMES POSÉS PAR LA DÉMOBILISATION ET LE CADRE JURIDIQUE DANS LEQUEL ELLE S'INSCRIT.....	70 - 80	19
IV. SITUATION DES GROUPES PARTICULIÈREMENT VULNÉRABLES	81 - 90	21
V. POLITIQUES PUBLIQUES ET APPLICATION DES RECOMMANDATIONS	91 - 136	23
VI. RECOMMANDATIONS	137 - 151	30
ANNEXES		
I. 2006 RECOMMENDATIONS.....		33
II. ACTIVITIES OF THE OFFICE IN COLOMBIA OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS.....		37
III. REPRESENTATIVE CASES OF VIOLATIONS OF HUMAN RIGHTS AND BREACHES OF INTERNATIONAL HUMANITARIAN LAW.....		45
IV. SITUATION OF ESPECIALLY VULNERABLE GROUPS		61
V. THE CHALLENGES OF DEMOBILIZATION AND ITS LEGAL FRAMEWORK		69

INTRODUCTION

1. En 1996, la Commission des droits de l'homme a demandé au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de créer un bureau en Colombie, en réponse à l'invitation du Gouvernement de ce pays. Ce bureau a été mis en place le 26 novembre 1996 conformément à un accord signé entre le Gouvernement colombien et le Haut-Commissariat. Selon les termes de cet accord, le Bureau doit observer la situation des droits de l'homme et du droit international humanitaire afin de conseiller les autorités colombiennes dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, programmes et mesures visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme, dans le contexte de la violence et du conflit armé interne que connaît le pays. La Haut-Commissaire devrait ainsi être en mesure de présenter des rapports analytiques à la Commission. En septembre 2002, sur l'initiative du Président Álvaro Uribe, l'accord a été prolongé jusqu'en octobre 2006.

2. À la soixante et unième session de la Commission des droits de l'homme, dans la déclaration du Président, il a été réaffirmé que le Bureau du Haut-Commissariat en Colombie jouait «un rôle important dans la lutte contre les violations des droits de l'homme et les infractions au droit international humanitaire [...] par ses activités de suivi, de conseil, de coopération technique, d'information et de promotion», et il a été demandé à la Haut-Commissaire de présenter «un rapport détaillé contenant une analyse faite par le Bureau de la situation des droits de l'homme en Colombie». Ce rapport, qui couvre l'année 2005, comporte cinq annexes consacrées aux sujets ci-après: recommandations; activités de suivi, de conseil, de coopération technique et de promotion menées par le Bureau en Colombie; violations des droits de l'homme et infractions au droit international humanitaire; situation de groupes particulièrement vulnérables; problèmes posés par la démobilisation et cadre juridique de celle-ci.

I. CONTEXTE NATIONAL ET ÉVOLUTION DU CONFLIT ARMÉ INTERNE

3. En 2005, le paysage politique du pays a été marqué par les débats consacrés à d'importantes questions législatives et à l'impact du conflit armé interne. Autres grands thèmes débattus, l'influence considérable des paramilitaires, le processus de négociation avec ces derniers et leur démobilisation. Par ailleurs, l'accord de libre-échange a été amplement discuté.

4. En juillet 2005, la Cour suprême a élu le nouveau *Fiscal General*, qui a pris ses fonctions en août. En juillet, le Ministre de la défense a démissionné et a été remplacé par le Conseiller juridique de la Présidence. L'ordre du jour politique et législatif est resté centré sur le thème de la réforme constitutionnelle visant à rendre possible la réélection immédiate du Président de la République. Cette réforme a été déclarée conforme à la Constitution par la Cour constitutionnelle. Les mêmes étapes ont été suivies pour la loi dite «des garanties» relative au processus électoral. L'année a été marquée par des difficultés importantes s'agissant de la liberté d'opinion et d'expression, en particulier dans la sphère politique, alors que le pays se prépare à de nouvelles élections en mars et mai 2006. Les membres de divers groupements politiques ont été victimes d'attentats, de menaces et d'assassinats.

5. L'attention de l'opinion publique a été également retenue par le processus d'adoption de la loi n° 975 de 2005 (loi de «justice et paix»), qui a fait l'objet de longs débats au Congrès. Promulguée en juillet, cette loi est actuellement soumise à un contrôle de constitutionnalité suite à de nombreuses plaintes. La décision devrait être connue pendant les premiers mois de 2006. En octobre 2005, la Commission nationale de réparation et de réconciliation a été créée en vertu de la loi n° 975. Il reste à désigner, parmi les 13 membres qui la composeront, les deux représentants d'organisations de victimes.

6. Les négociations sur l'accord de libre-échange avec les États-Unis ont été accompagnées de débats publics sur l'opportunité d'un tel accord. Différents courants de l'opinion publique ont craint que certaines dispositions de l'accord n'aient un effet néfaste sur certains secteurs de l'économie et certains aspects des droits économiques, sociaux et culturels. Le Gouvernement a poursuivi son combat contre les cultures illicites et le trafic de drogues, en accordant la priorité aux opérations de fumigation. Les zones de culture ont été réduites de 7 %, soit moins que les années précédentes. Dans le même temps, on a constaté une augmentation significative des cultures, dans de nouvelles zones et dans des zones auparavant cultivées¹. En novembre, le Gouvernement a accepté de suspendre provisoirement les aspersions aériennes de cultures illicites dans la zone frontalière avec l'Équateur. On a également discuté des fumigations dans les parcs nationaux. Le trafic de stupéfiants constitue l'une des principales sources de financement des groupes armés illégaux, avec les enlèvements, le racket et la contrebande d'essence.

7. L'évolution du conflit armé interne s'est caractérisée par la poursuite de l'offensive lancée l'année précédente par les Forces de sécurité contre l'arrière-garde des Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée du peuple (FARC-EP), principalement dans le sud du pays. Les forces de sécurité publique se sont constamment efforcées de garder l'initiative militaire et d'assurer une présence continue dans les principaux centres urbains et sur les routes. Les FARC-EP ont centré leurs actions contre les forces de sécurité à l'extérieur des départements de Meta, Guaviare et Caquetá, où a lieu l'opération militaire la plus importante. Les zones frontalières avec l'Équateur, les départements de Nariño et de Putumayo, et d'autres comme le Cauca, ont connu une recrudescence des combats. Putumayo et Arauca ont été deux des départements les plus touchés par les actions des groupes armés illégaux, notamment des raids et des attaques contre les infrastructures qui ont fait un nombre important de morts et de blessés. Les FARC-EP ont continué leurs attaques contre les autorités municipales, en particulier dans le Caquetá. Il n'y a pas eu de progrès significatifs vers la libération des policiers, militaires et civils se trouvant aux mains des FARC-EP, malgré de nombreux efforts nationaux et internationaux.

8. En 2005, les négociations entre les groupes paramilitaires et le Gouvernement se sont poursuivies, avec difficulté, et d'autres membres de ces groupes ont été démobilisés. En réponse à la protestation des chefs paramilitaires, le Gouvernement a accepté en octobre de prolonger le délai de démobilisation, de la fin de l'année jusqu'à mi-février 2006. Malgré la déclaration de la cessation des hostilités, il y a eu d'autres actions violentes des groupes paramilitaires qui participaient aux négociations. Un grand nombre d'entre elles étaient directement liées au trafic de stupéfiants. Le contrôle et l'influence illégitime que ces groupes exercent sur l'administration et la vie politique, sociale et économique dans plusieurs régions du pays sont devenus encore plus patents. Un autre aspect du problème posé par les groupes paramilitaires est lié aux relations qui perdurent entre des membres de ces groupes et certains agents de l'État.

9. Deux nouveaux rapports de la Mission de vérification du processus de paix en Colombie de l'Organisation des États américains ont été publiés. Dans le second, qui date d'octobre, le nouveau Secrétaire général de l'Organisation a proposé «d'accomplir pleinement et efficacement les objectifs de la Mission, en particulier ceux qui consistent à renforcer de manière significative la vérification des questions de respect des droits de l'homme et à suivre l'application de la loi de justice et de paix dans le contexte de la démobilisation, du désarmement et de la réintégration».

10. En septembre, le Gouvernement a permis au porte-parole de la guérilla de l'Armée de libération nationale (ELN) de sortir de prison pour trois mois afin qu'avec l'appui de personnalités de la société civile, il étudie, avec des représentants de divers secteurs de la société, les possibilités d'engager des pourparlers de paix. En décembre, il y a eu une première rencontre à l'étranger entre des chefs de l'ELN et le Gouvernement.

11. Parmi d'autres aspects de la réalité nationale des derniers mois de l'année, on peut citer l'occupation de domaines ruraux par des centaines d'autochtones du Cauca. Ils revendiquaient la propriété de ces terres et dénonçaient le non-respect de promesses gouvernementales selon lesquelles leurs demandes seraient bientôt prises en compte. Ces occupations ont donné lieu à de violents affrontements entre autochtones et membres des forces de sécurité. En novembre, vingt ans s'étaient écoulés depuis la prise du palais de justice par des membres du M-19 qui avait fait plus de 100 morts, dont 11 magistrats de la Cour suprême. Personne n'a encore été condamné pour ces crimes. Pour remédier à la situation d'impunité, la Cour suprême a nommé une Commission spéciale de vérité et la *Fiscalía General* a rouvert les enquêtes.

12. Le Conseiller spécial pour la Colombie a achevé sa mission de bons offices en avril 2005, comme l'a annoncé le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à la fin du mois de janvier. Le Secrétaire général offrait ses bons offices en Colombie depuis 1999. Il a également annoncé que ses bons offices demeurerait à la disposition de la Colombie au cas où il y aurait, dans un proche avenir, un changement de circonstances et une demande explicite des parties.

13. À Carthagène, en février, s'est tenue la deuxième réunion de la Table de coordination et de coopération internationale pour la Colombie, destinée à poursuivre le dialogue politique et de coopération entamé à Londres en juillet 2003. Les représentants des gouvernements ont fait connaître une déclaration dans laquelle, entre autres, l'État colombien était encouragé à poursuivre ses efforts en vue de mettre en œuvre les recommandations du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

14. En mai, la Haut-Commissaire s'est rendue en Colombie. Pendant son séjour, elle a tenu des réunions avec le Président et des hauts fonctionnaires du Gouvernement, des membres du Congrès et de la Cour constitutionnelle, le *Procurador General*, le *Fiscal General*, le Défenseur du peuple et des représentants d'organisations de la société civile, de l'Église, du corps diplomatique et du système des Nations Unies. Elle s'est également rendue dans le Chocó, où elle a rencontré diverses autorités et représentants de communautés locales, d'organisations non gouvernementales et du diocèse de Quibdó.

15. En juillet, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires s'est rendu dans le pays. À la fin de leur mission, les représentants du Groupe ont indiqué qu'ils avaient reçu des informations concernant plus de 1 100 disparitions survenues en Colombie, dont près de 900 n'avaient pas été élucidées.

II. SITUATION DES DROITS DE L'HOMME ET DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

16. La Haut-Commissaire se fonde pour faire ses observations, évaluations et recommandations sur trois grandes sources d'informations: une étude approfondie des données et statistiques officielles; des observations directes, systématiques et analytiques faites lors de missions sur l'ensemble du territoire national; un traitement rigoureux des plaintes, conformément aux définitions claires établies dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et au droit international humanitaire. On trouvera à l'annexe III des renseignements détaillés sur des cas de violation des droits de l'homme et d'infractions au droit international humanitaire.

Définitions de base

17. On entend par violations des droits de l'homme les actions et omissions qui portent atteinte aux droits énoncés dans les instruments internationaux lorsqu'elles sont le fait d'agents de l'État ou qu'elles ont l'assentiment des autorités. On entend par infractions au droit international humanitaire, dans le contexte colombien, les actions ou omissions contraires à l'article 3 commun aux trois Conventions de Genève du 12 août 1949, au Protocole additionnel II relatif à ces conventions et au droit coutumier. Plusieurs de ces violations et infractions constituent des crimes contre l'humanité² ou des crimes de guerre³, susceptibles d'être jugés par la Cour pénale internationale.

Situation des droits de l'homme

18. La situation des droits de l'homme s'est notamment caractérisée par une série de violations graves. Elles sont liées tant aux droits civils et politiques qu'aux défis importants qui restent à relever en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels.

19. Il convient de signaler que les violations graves ne s'inscrivent pas dans une politique délibérée de l'État. Cependant, le fait que le Gouvernement ne reconnaisse pas pleinement le problème et que les autorités ne prennent pas les mesures voulues a empêché de remédier à cette situation difficile. C'est ainsi que certaines de ces violations sont devenues des pratiques systématiques.

20. Plusieurs de ces violations ont touché des membres de communautés autochtones et afro-colombiennes, des chefs sociaux et politiques, des défenseurs des droits de l'homme, des paysans, des femmes et des enfants, ainsi que des fonctionnaires locaux, en particulier des conseillers municipaux, des journalistes et des détenus.

21. Parmi les violations graves figurent les atteintes à la vie, à l'intégrité, à la sécurité et à la liberté des personnes. Par rapport aux années précédentes, le Bureau en Colombie a enregistré un plus grand nombre de plaintes à ce sujet. À la différence des dernières années, les plaintes fiables déposées en 2005 étaient plus nombreuses à viser directement des agents de la force publique. Dans plusieurs cas, le comportement des paramilitaires a engagé la responsabilité de l'État par action ou omission.

22. La tendance de plusieurs des indicateurs de violence au niveau national est restée à la baisse, phénomène positif pour l'évolution de la situation générale. Cependant, les chiffres absolus relatifs aux homicides, massacres et enlèvements restent très élevés. Il convient de rappeler que ces indicateurs ne se réfèrent pas de manière spécifique et différenciée aux actes commis par des agents de l'État qui, directement ou à cause des liens qu'ils entretiennent avec des membres de groupes paramilitaires, constituent des violations des droits de l'homme.

23. La cessation des hostilités proclamée en décembre 2002 par les AUC et la démobilisation collective de plusieurs groupes paramilitaires depuis la fin de 2003 ont entraîné une diminution des actions violentes de ces groupes et, par conséquent, des violations attribuées à leurs membres. Cependant, le cessez-le-feu a été violé de nouveau plusieurs fois en 2005, ce qui a entraîné des exécutions et d'autres violations des droits de l'homme. Dans certaines régions où il y avait eu des démobilisations, les violences se sont en fait aggravées. Il convient de souligner que les démobilisations ne semblent pas avoir entraîné une diminution de l'influence ou du contrôle exercé par les groupes paramilitaires dans leurs zones géographiques respectives. Au contraire, des stratégies parallèles axées sur les pressions et les menaces les ont maintenus, voire renforcés, dans les domaines économique, social et politique.

Les droits civils et politiques

24. En 2005, il y a eu des violations graves des droits civils et politiques. Des enquêtes ont été menées sur des allégations de violation des droits à la vie, à l'intégrité, à la liberté et à la sécurité personnelles et à une procédure régulière. On a également fait état de violations de la vie privée et de l'intimité ainsi que des libertés fondamentales d'opinion et d'expression, de réunion, de circulation et de résidence. Le Bureau en Colombie a pu constater un ensemble d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées, associées à des violations liées à l'administration de la justice et au problème de l'impunité. On a également signalé des cas de détention arbitraire, de torture, de traitements cruels, inhumains ou dégradants et d'atteintes à la liberté d'expression. Plusieurs cas qui illustrent cette situation sont exposés à l'annexe III.

25. **Exécutions extrajudiciaires.** Le Bureau en Colombie a constaté une augmentation des allégations relatives à des actes imputables à des membres des forces de sécurité, en particulier à l'armée. Ce fut particulièrement le cas dans le département d'Antioquia, ainsi que dans le Chocó, le Norte de Santander et la région de la Sierra Nevada de Santa Marta. La majorité de ces exécutions ont été présentées par les autorités comme des morts de guérilleros au combat, après altération des lieux du crime. Dans bien des cas les enquêtes ont été abusivement confiées à la justice pénale militaire. Dans certains cas, les commandants eux-mêmes auraient accepté que des victimes soient déguisées en guérilleros pour occulter les faits et simuler un décès au combat.

26. Ces pratiques, le fait qu'elles soient démenties par certaines autorités et l'absence de sanctions à l'encontre de leurs auteurs ont soulevé la question de la responsabilité présumée des supérieurs hiérarchiques. Les enquêtes menées par la *Fiscalía General* ont confirmé qu'il y avait eu des exécutions extrajudiciaires dans des cas survenus l'année précédente, parfois alors que les autorités avaient, dans un premier temps, nié publiquement les faits⁴. Cela aurait dû alerter les autorités et les amener à prendre les mesures requises. Le Gouvernement aurait tenu des réunions de haut niveau pour traiter de cette question.

27. Plusieurs de ces cas concernaient des dirigeants sociaux, des autochtones et des personnes accusées d'aider la guérilla ou d'en faire partie, y compris des enfants. Il y a également eu des informations attribuant des massacres à des membres de l'armée, entre autres, dans le département d'Antioquia. D'autres cas ont été attribués à des paramilitaires agissant avec l'assentiment des membres des forces de sécurité, en particulier dans les départements de Putumayo et de Nariño. Plusieurs ont été précédés de mises en détention arbitraire et de tortures. Les victimes auraient subi des mauvais traitements pendant les interrogatoires avant d'être exécutées.

28. Certaines allégations font état d'exécutions extrajudiciaires attribuées à des membres des forces de sécurité commises dans le cadre d'opérations d'«épuration sociale» contre des personnes considérées comme indigentes ou toxicomanes. Six cas dénoncés à Medellín semblent relever de ces opérations. On a rapporté le cas d'un jeune handicapé qui avait disparu. Son exécution a été attribuée à des membres de l'armée se trouvant dans le département de Cesar et présentée comme ayant eu lieu lors de combats.

29. On a également constaté des exécutions perpétrées et des menaces de mort brandies par des paramilitaires, malgré l'accord de cessation des hostilités. Ces actes ont engagé la responsabilité de l'État du fait d'actions ou d'omissions de la part de fonctionnaires, en particulier de membres des forces de sécurité. On a dénoncé des actions coordonnées dans lesquelles les victimes, livrées par des paramilitaires, ont été exécutées par des militaires et présentées comme des membres de groupes armés morts au combat, en particulier dans la région métropolitaine de Medellín (Antioquia). Une autre variante consiste en des allégations faisant état d'exécutions commises par des paramilitaires dont les victimes ont été présentées par des membres de l'armée comme mortes au combat, dans le Putumayo et la Sierra Nevada de Santa Marta. On a également dénoncé la collaboration de membres de la police nationale dans l'exécution d'une personne par des paramilitaires du Bloc Central Bolivar-Libertadores del Sur dans le Nariño.

30. On a d'autre part mis en cause la responsabilité de l'État, par omission des autorités qui, en dépit de risques signalés et d'alertes données, se sont abstenues d'agir avec pour conséquence des exécutions, des massacres et des menaces imputés à des paramilitaires, en particulier dans le Putumayo. On a également attribué à la tolérance manifeste des autorités un cas dans lequel des paramilitaires connus avaient pu emmener une personne qu'ils allaient exécuter, en passant devant un poste de police, sans être inquiétés. La victime, qui avait collaboré avec la justice dans des enquêtes sur des paramilitaires, n'aurait pas reçu la protection de l'État malgré les menaces dont elle avait indiqué faire l'objet.

31. **Disparitions forcées.** On a continué à enregistrer des allégations de disparitions forcées. Les cas sont généralement connus un certain temps après les faits, lorsqu'on découvre des fosses clandestines, individuelles ou collectives, comme celles de Salazar, de Sardinata et de la région rurale de Cúcuta (Norte de Santander) et de San Onofre (Sucre). Dans le cas de San Onofre, on a pu constater des liens entre des fonctionnaires de la région et des paramilitaires. Le travail accompli par la *Fiscalía General* et d'autres institutions, ainsi que l'aide apportée par le nouveau commandant de l'infanterie de marine de Corozal ont permis d'exhumer plus de 60 cadavres, dont ceux de personnes mortes depuis moins d'un an. Les victimes, dont plusieurs avaient été torturées avant d'être exécutées, ont été démembrées pour occuper moins d'espace. Malgré les liens évidents entre les paramilitaires et des fonctionnaires du Ministère de l'intérieur et de la

municipalité et des membres des forces de sécurité, des procureurs et des députés, on n'a pas connaissance de suspensions préventives ni de sanctions.

32. On a reçu des allégations imputant des disparitions forcées à des membres de l'armée dans les départements de Cesar et de Putumayo. Dans d'autres disparitions forcées attribuées à des groupes paramilitaires dans le Bolívar, le Meta et le Valle, la responsabilité de l'État par action ou omission a été mise en cause. Les départements de Casanare et de Guaviare auraient été particulièrement touchés par cette pratique. Il convient de signaler que les plaintes pour disparitions forcées ne sont pas toutes enregistrées et certaines d'entre elles le sont comme des enlèvements. La Commission nationale des personnes disparues a reconnu que tous les cas enregistrés par le Groupe de travail de l'ONU demeuraient impunis. Ce problème ne cesse de s'aggraver et amoindrit les chances d'identifier les corps exhumés.

33. **Tortures et mauvais traitements.** Une série de plaintes pour torture et traitements cruels, inhumains ou dégradants (Antioquia, Nariño, Norte de Santander, Valle) ont été reçues; elles mettent en cause des membres de la police, de l'armée et du personnel des centres de détention. Un grand nombre de ces agissements ne sont pas enregistrés. Les corps des victimes présentaient souvent des lésions indiquant qu'elles avaient été torturées avant d'être exécutées. D'autres informations font état de l'utilisation de la torture pendant l'interrogatoire de personnes arrêtées ou détenues. Il y a eu des allégations d'usage excessif de la force, en particulier de la part de membres de l'escadron mobile antiémeutes (ESMAD) de la police. Lors des manifestations du 1^{er} mai à Bogota, une personne est morte. Ce fut le cas également à Cali, lors d'une manifestation à l'Université del Valle, en septembre. Pendant les rassemblements (*mingas*) autochtones d'octobre, à Tolima, on a constaté un usage excessif de la force par la police. Ces actes ont porté atteinte à la liberté d'expression et de réunion pacifique.

34. **Détention arbitraire.** Les plaintes pour détention arbitraire (en particulier dans les départements d'Antioquia, de Boyacá, d'Arauca, de Norte de Santander, de Nariño, de Meta, de Casanare, de Cauca et de Caquetá et dans la région de Sumapaz), y compris des cas de détention massive, ont mis en évidence la persistance de cette pratique. Plusieurs d'entre elles mettaient en cause des membres de l'armée et, dans certains cas, de la police, du Département administratif de la sécurité nationale (DAS) et de l'armée de mer. Certaines arrestations ont eu lieu sans mandat. Dans plusieurs de ces cas, l'armée a assumé des fonctions de la police judiciaire. Dans d'autres, on a signalé que le mandat d'arrêt avait été établi uniquement ou principalement sur la base de rapports des services de renseignement, de simples soupçons ou d'informations fournies par d'anciens membres démobilisés de groupes armés illégaux. On a également dénoncé des cas dans lesquels des mandats avaient été émis après coup. On a aussi dénoncé des mauvais traitements systématiques infligés lors de détentions dans les locaux du bataillon de haute montagne n° 3 dans le Valle.

35. Il s'avère nécessaire de revoir la notion de flagrant délit, comme l'a recommandé la Haut-Commissaire. D'après la police nationale, seulement 20 % des arrestations effectuées pendant les neuf premiers mois de 2005 l'ont été sur la base d'un mandat judiciaire, et les 80 % restants ont eu lieu en flagrant délit. C'est ainsi qu'ont été arrêtées des personnes impliquées dans des délits de longue date soupçonnées d'appartenir à un groupe armé illégal. Il convient de signaler la décision de la Cour constitutionnelle, en vertu de laquelle la Cour a déclaré inconstitutionnelle une disposition du nouveau Code de procédure pénale qui autorisait l'arrestation exceptionnelle de personnes par la *Fiscalía*⁵ sans mandat.

36. **Violence sexuelle.** Il y a eu une augmentation des plaintes concernant des actes de violence sexuelle contre des femmes et des filles perpétrés par des agents de l'État, en particulier des membres des forces de sécurité. Des allégations de violences sexuelles, y compris des viols, et de tortures contre des femmes, commises par des membres de la police et de l'armée agissant parfois de manière collective, ont été formulées. Un grand nombre de ces actes, dont plusieurs étaient dirigés contre des femmes autochtones, ne font pas même l'objet d'une enquête.

37. **Perquisitions illégales ou arbitraires.** Le Bureau en Colombie a enregistré plusieurs plaintes imputant des violations de ce type à des membres de l'armée et, dans une moindre mesure, de la police, dans les départements d'Antioquia et de Valle, dont quelques cas, dans le Valle, imputés à l'armée de mer. Ces actes étaient dirigés contre des personnes accusées d'avoir des liens avec la guérilla, y compris des défenseurs des droits de l'homme. Dans certains cas, il n'y avait pas de mandat; dans d'autres, le mandat n'était pas fondé sur des indices suffisants. Plusieurs perquisitions auraient été accompagnées de menaces, de mauvais traitements, de dommages aux biens et de vols.

38. **Impunité et violations du droit à une procédure régulière.** On a pu observer que de nombreux auteurs de violations des droits de l'homme bénéficiaient de l'impunité. On a enregistré des violations du droit à la présomption d'innocence, du principe de l'indépendance judiciaire, du droit à une procédure régulière et des garanties judiciaires. Il est évident que l'impunité nuit en particulier à l'accès à la justice des femmes victimes de violences fondées sur le sexe. Les problèmes en matière de sécurité et de protection des victimes, des témoins et du personnel judiciaire ont continué d'amoindrir l'efficacité de l'administration de la justice. Cela s'est manifesté par des menaces et des attentats contre des témoins et des fonctionnaires judiciaires, en particulier des procureurs. Les conséquences de l'impunité se font sentir dans plusieurs régions du pays. Par exemple, les meurtres et attentats dont la communauté de paix de San José de Apartadó (Antioquia) a été victime au cours des années précédentes n'ont pas été élucidés. Cette année, on a signalé le massacre de huit personnes, dont deux chefs communautaires, et une exécution, entre autres. On a également enregistré deux attentats contre des commissions judiciaires.

39. Un autre facteur d'impunité est la mise en œuvre de la loi n° 782 et de son décret d'application n° 128 de 2003, qui prévoit des mesures de clémence en faveur des démobilisés, y compris des remises de peine et des grâces. Dans de nombreux cas, ces mesures auraient été prises sans que la *Fiscalía* n'ait pris les dispositions voulues pour mener les enquêtes requises et garantir le droit des victimes à la vérité, à la justice et à la réparation.

40. Le droit à la présomption d'innocence a été violé par des détentions et perquisitions arbitraires. Les personnes détenues ou arrêtées sont fréquemment présentées aux médias comme des membres de la guérilla ou des délinquants. Cette stigmatisation constitue un danger pour leur vie.

41. Le nombre des crimes pour lesquels des membres de l'armée ont indiqué un lieu autre que celui où ils se sont produits était en hausse. Ce phénomène a été constaté essentiellement dans des affaires en lien avec des exécutions extrajudiciaires perpétrées dans des zones rurales. La levée des corps par des membres de l'armée a contribué à l'augmentation du nombre de cas de ce type confiés à la justice pénale militaire. Cette dernière tente de manière quasi systématique d'affirmer sa compétence. À maintes occasions, la *Fiscalía* lui a renvoyé les affaires ou s'en est

dessaisie. Il convient de souligner que dans certains cas, l'esprit d'initiative et la détermination des procureurs ont permis que l'affaire soit examinée par la justice ordinaire. Selon les informations émanant du Conseil supérieur de la magistrature, un seul des 31 conflits de compétence qui avaient surgi jusqu'en août 2005 aurait été tranché en faveur de la juridiction militaire, ce qui indiquerait un plus grand respect de la jurisprudence relative à l'interprétation restrictive de la compétence militaire.

42. **Violation de la liberté d'expression.** On a dénoncé de nouvelles menaces et pressions contraires à la liberté d'opinion et d'expression, en particulier à l'encontre de journalistes, de défenseurs des droits de l'homme et de responsables politiques, ce qui a provoqué le maintien de l'autocensure et des restrictions imposées à la liberté d'opinion et d'information. Les autorités ont manifesté une certaine intolérance face à des informations ou statistiques considérées comme donnant une image défavorable de la situation de l'ordre public ou de l'administration publique locale. Cela a affecté, par exemple, les journalistes d'Arosa, de Cúcuta (Norte de Santander) et de Cartagena (Bolívar). Il y aurait eu des pressions au sujet de rapports et de données concernant la pauvreté.

43. **Déplacements forcés et autres restrictions.** Il y a eu des atteintes à la liberté de circulation et de résidence sous forme de déplacements internes de familles et de communautés, de menaces et de restrictions qui ont provoqué l'isolement de certaines communautés, ainsi que de pressions exercées par les autorités sur certaines d'entre elles pour qu'elles retournent dans leur région d'origine, sans que les garanties relatives à la sécurité et à la dignité des intéressés et au caractère volontaire de ces déplacements ne soient respectées. Diverses situations ont mis en évidence, non seulement la collusion entre des agents de l'État et des groupes paramilitaires, mais aussi la persistance de ces liens et la tolérance des autorités. On a enregistré de nouvelles plaintes dénonçant les accointances de membres de la police et de l'infanterie de la marine dans le Bolívar, de l'armée dans le Chocó et de la police dans le Nariño.

Les droits économiques, sociaux et culturels⁶

44. **Pauvreté.** La situation de pauvreté est restée très grave. Plus de la moitié de la population, c'est-à-dire plus de 22 millions de Colombiens, a un niveau de revenu qui équivaut à la pauvreté. Sont particulièrement touchés les groupes ethniques, les femmes et les enfants. Le calcul du seuil de pauvreté a suscité un grand débat public sur la méthode à employer pour déterminer le nombre de personnes vivant dans la pauvreté ou l'indigence. On se réfère parfois aux besoins de base non satisfaits. Selon ce critère, le niveau de pauvreté a diminué grâce à l'augmentation des dépenses publiques consacrées à l'éducation, à la santé et à l'assainissement de base.

45. **Iniquités.** La Colombie demeure un pays qui présente des degrés élevés d'inégalité. On constate que les 20 % d'habitants les plus riches perçoivent 62 % des revenus du travail tandis que les 20 % les plus pauvres n'en reçoivent que 3 %. Selon l'indice de Gini, l'inégalité n'a pas diminué au cours des dernières années. Par rapport à l'année 1996, l'indice de Gini a augmenté (passant de 0,544 à 0,56 en 2004). Les iniquités économiques se reflètent aussi dans l'accès limité des plus défavorisés à certains biens et services. Elles se manifestent de manière marquée entre les zones urbaines et les zones rurales. Dans les zones urbaines, le revenu par habitant correspond presque à deux fois et demie celui des zones rurales.

46. **Emploi.** Selon les chiffres officiels du Département administratif national de statistique (DANE), le taux global de chômage est revenu à 10 % à la fin de 2005, s'approchant du niveau constaté en 1997. Il est plus élevé chez les femmes que chez les hommes. Le taux de sous-emploi, d'environ 31 %, n'a pas diminué.

47. **Éducation.** On estime que 1,6 million d'enfants sont à l'extérieur du système éducatif. Cela équivaut à 13 % des enfants de 5 à 17 ans. Il existe en outre de fortes disparités entre zones urbaines et zones rurales. Dans les zones urbaines, le taux de scolarisation est de 91 % tandis que dans les zones rurales, seulement 77 % des enfants en âge de recevoir une éducation vont à l'école. Dans le secteur public, le taux de redoublement est deux fois, voire trois fois, plus élevé que dans le secteur privé. Le taux d'abandon scolaire chez les enfants des deux sexes a diminué au cours des dernières années.

48. **Santé.** Le système général de sécurité sociale ne garantit pas encore une couverture globale dans le domaine de la santé. En effet, 33 % des Colombiens n'y sont pas affiliés. Leur situation précaire s'agissant de l'accès à la santé a été aggravée par la fermeture d'établissements du réseau hospitalier public et la diminution du nombre de lits disponibles.

49. **Logement.** Le déficit de logements dans le pays reste important. Selon certaines estimations, il faudrait construire plus de 2 millions de nouveaux logements pour le combler. Malgré cela, le nombre de logements sociaux construits en 2005 est resté très bas. Par contre, la construction de logements destinés aux couches de la société les plus favorisées a continué d'augmenter. En ce qui concerne l'assainissement de base, 74 % des logements sont raccordés aux égouts et 88 % sont approvisionnés en eau potable.

Situation générale du droit international humanitaire

50. Le Bureau en Colombie a pu observer la persistance de graves infractions commises par des membres des groupes armés illégaux, en particulier les FARC-EP et les AUC. Tous ces groupes ont continué leurs attaques et menaces, attentats aveugles, meurtres, massacres, prises d'otages et actes de terrorisme. Il en a été de même pour les déplacements forcés, l'enrôlement d'enfants, la violence sexuelle contre des femmes et des filles et le non-respect pour le personnel et l'infrastructure. Les civils, et en particulier les groupes ethniques, ont été affectés par les restrictions imposées aux transports de vivres, de médicaments et de personnes. D'autres actions ont abouti à l'isolement de certaines communautés. Les guérillas ont continué à utiliser des mines antipersonnel.

51. Les statistiques officielles ne permettent toujours pas d'identifier correctement les indicateurs correspondant aux meurtres de personnes protégées dans le cadre du conflit armé interne, afin de les distinguer des décès dus à la délinquance de droit commun.

52. On a également enregistré des infractions attribuées à des agents de la force publique, en particulier le non-respect des principes humanitaires de distinction, de limitation et de proportionnalité. Cela a pu être constaté dans les plaintes pour homicide de personnes protégées, menaces, attentats aveugles, déplacements forcés et atteintes au principe de l'immunité de la population civile. Cela s'est également traduit par des blocus de communautés qui ne recevaient plus ni vivres ni médicaments et des violences sexuelles contre des femmes et des filles.

Guérillas

53. La méconnaissance totale et le mépris des devoirs humanitaires de la part des membres de la guérilla, en particulier des FARC-EP, s'est illustrée par la persistance d'infractions graves. On a enregistré des meurtres, des massacres, des attaques et des menaces contre la population civile, des attentats aveugles, des actes de terrorisme et des prises d'otages. On a également constaté des déplacements forcés, le non-respect de l'immunité de la population civile, l'utilisation de mines antipersonnel, l'enrôlement d'enfants des deux sexes et des attaques contre le personnel et les centres médicaux.

54. Le Bureau a enregistré divers meurtres imputés aux FARC-EP, en particulier parmi la population paysanne. Il s'agit notamment d'assassinats sélectifs de conseillers municipaux, de maires et de responsables politiques, et d'autochtones, notamment dans les départements de Cauca, Caquetá, Huila, Nariño et Quindío. Il y a également eu les massacres de 16 personnes à Tame (Arosa), dont des femmes et des enfants, de 14 personnes dans le Bajo Cauca (Antioquia), et de 6 autres personnes, dont 4 conseillers municipaux, dans le Caquetá. Des menaces de mort contre la population civile ont été attribuées aux FARC-EP, en particulier dans les départements Arosa, de Norte de Santander et de Putumayo. À maintes reprises, elles ont provoqué des déplacements forcés. On a attribué à l'ELN des meurtres, notamment celui d'un membre des FARC-EP démobilisé, dans le Valle, et celui de quatre civils, dont deux prêtres, dans le Norte de Santander, ainsi que diverses menaces de mort contre des civils.

55. Les attaques survenues dans le Cauca, dans les communes de Caldono et de Toribío, ainsi qu'à El Tarra (Norte de Santander) et à Puerto Guzmán (Putumayo), sont représentatives des agressions contre la population civile et attentats aveugles attribués aux FARC-EP, qui ont de lourdes conséquences pour les personnes et les biens civils. Dans certains cas particulièrement graves, des enfants ont été touchés parce que leur école servait de base d'opérations ou se trouvait à proximité de l'objectif visé. C'est ce qui est arrivé dans les communes susmentionnées du Cauca et à Arauquita (Arosa). On a attribué à l'ELN un attentat à la bouteille de gaz contre des civils à Nariño.

56. On a continué à enregistrer des actes de terrorisme, attribués en particulier aux FARC-EP, et commis à l'aide d'engins explosifs dont certains avaient été posés sur des bicyclettes ou des chevaux. On peut notamment citer ceux de Gigante (Huila) et de Puerto Toledo (Meta), qui ont fait des morts et des blessés dont une femme enceinte et des enfants, et celui de Cumbitara (Nariño), qui a fait des blessés et touché de nombreuses maisons. On a mis en cause un commando conjoint des FARC-EP et de l'ELN dans l'utilisation d'une bicyclette chargée d'explosifs dans Arosa

57. Les chefs communautaires et politiques ainsi que les défenseurs des droits de l'homme, les religieux et les autochtones ont été parmi les plus visés par les prises d'otages qu'ont continué de commettre les guérillas des FARC-EP et, dans une moindre mesure, de l'ELN. On a notamment signalé la prise en otage de cinq membres de la Commission interéclésiastique de justice et paix à Jiguamandó (Chocó) et celle d'un journaliste de Dabeiba (Antioquia), attribuées aux FARC-EP. La prise en otage d'un chef communautaire et ex-conseiller municipal à Samaniego (Nariño) a été attribuée à l'ELN. Les guérillas ont continué à enfreindre l'obligation d'accorder un traitement humain aux personnes privées de liberté dans le cadre du conflit armé. On a

attribué aux FARC-EP la mort des otages qu'ils détenaient à Urrao (Antioquia), dans le Córdoba et le Nariño, et à l'ELN, celle des otages qu'ils détenaient dans le Nariño et le Quindío.

58. Les menaces et les combats auxquels ont participé les guérillas ont provoqué d'importants déplacements de personnes, de familles et de communautés. On a attribué aux pressions exercées par les FARC-EP le déplacement de 320 personnes de Cocorná (Antioquia) et de 500 personnes dans le Córdoba, et à celles exercées par l'ELN le déplacement de quelque 110 personnes, dont des enfants des deux sexes et des chefs de la communauté autochtone wiwa de Dibulla (Guajira). Dans certains cas, ces agissements ont été accompagnés de destructions et de pillages. L'attaque des FARC-EP à Toribío (Cauca) a provoqué le déplacement de plus de 5 000 personnes.

59. Les FARC-EP et l'ELN ont continué à poser des mines antipersonnel qui, outre des soldats, ont fait de nombreuses victimes civiles, y compris des garçons et des filles. Les FARC-EP ont enrôlé des enfants des deux sexes à Urrao (Antioquia) et un enfant autochtone de 9 ans à Ricaurte (Nariño). On a attribué aux FARC-EP l'homicide d'un enfant qui servait d'informateur à l'armée à Teteyé (Putumayo). Les femmes ont également subi des violations de la part de ce groupe illégal. Le personnel et les centres médicaux ont continué à faire l'objet de menaces, d'attentats et d'homicides de la part des FARC-EP, en particulier dans les départements Arosa, de Bolívar, de Caquetá et de Norte de Santander. D'autres cas ont été attribués à l'ELN dans Arosa. La population de plusieurs zones a été affectée par des blocus et autres actions de la guérilla. Le blocus de communautés sur le fleuve Caquetá (Putumayo) a été attribué aux FARC-EP. Dans le sud du Chocó, l'action des FARC-EP et des AUC a empêché l'approvisionnement de quelque 900 paysans.

Paramilitaires

60. Les groupes paramilitaires, y compris ceux qui se sont engagés à cesser les hostilités, ont continué à commettre de graves violations: meurtres, menaces, attaques contre la population civile, prises d'otages, tortures et traitements dégradants ou humiliants, déplacements forcés, recrutement d'enfants des deux sexes et actes de violence sexuelle.

61. Des meurtres, individuels et sélectifs ou collectifs qui ont touché en particulier des dirigeants communautaires, des dirigeants autochtones, des hommes politiques et des représentants des autorités locales ont été attribués aux groupes paramilitaires. On citera notamment les meurtres d'un dirigeant local et membre du Pôle démocratique à Baranoa (Atlántico) et de deux dirigeants communautaires à San Miguel et Orito (Putumayo) ainsi que de dirigeants autochtones de la communauté des paeces à Cauca et des wiwas à San Juan del Cesar (Guajira). Les journalistes ont été l'objet de menaces de la part des paramilitaires. Les procureurs, en particulier à La Hormiga (Putumayo) ont été aussi victimes de menaces et d'homicides. Entre autres cas graves, on signalera le meurtre d'un député du département de Córdoba, de sa sœur et d'une autre personne, à Tierralta dans les alentours de la zone démilitarisée (Zona de Ubicación)⁷, dont le responsable désigné était le chef d'un groupe paramilitaire démobilisé, un certain Don Berna.

62. Le massacre des 4 membres d'une même famille à Maní (Casanare), d'une autre famille à Barrancabermeja (Santander) et de 7 autres personnes ainsi que 4 disparitions, à San Miguel (Putumayo) ont été attribués à des membres des AUC, et le massacre de 12 jeunes Afro-Colombiens à des membres démobilisés du Bloc Calima à Buenaventura (Valle). On a

enregistré des cas d'attaques et de menaces contre la population civile, en particulier contre des communautés autochtones dans le département del Norte de Santander, qui ont été attribués à des groupes paramilitaires. Des autochtones, des défenseurs des droits de l'homme et des paysans ont été pris en otage par des paramilitaires, notamment dans les départements d'Antioquia, de Nariño, de Meta et de Putumayo. La prise en otages de sept personnes a été attribuée à des membres démobilisés du Bloc Calima des AUC dans le département de Valle. Les otages auraient été remis à des trafiquants de drogues qui les auraient tués.

63. Des tortures et des traitements dégradants ou humiliants ont été signalés, notamment dans les départements d'Antioquia, de Cauca et de Cesar. De jeunes enfants, garçons et filles, ont continué à être victimes de recrutement forcé de la part de groupes paramilitaires, en particulier dans la commune 13 de Medellín (Antioquia) et à Tame (Arosa). Il en a été de même à El Carmen dans une réserve de la communauté autochtone Motilón Barí (Norte de Santander). Tout ceci va à l'encontre de l'engagement qu'ont pris plusieurs de ces groupes de procéder à la démobilisation et de cesser les hostilités.

64. La présence de groupes armés illégaux et les combats entre membres des AUC et éléments des FARC-EP ont entraîné le déplacement progressif de familles à San José del Palmar (Chocó) et le déplacement massif de 60 familles afro-colombiennes à Barbacoas (Nariño) et de 42 familles à San Pablo (Bolívar). En février, cette situation a été à l'origine de l'un des plus importants déplacements de population, soit près de 2 000 personnes appartenant à six communautés afro-colombiennes, à Bojayá (Chocó). Les paramilitaires ont également été dénoncés pour blocage de l'approvisionnement en produits alimentaires, médicaments, combustibles et restrictions à la circulation des personnes, qui ont eu de graves conséquences pour la population civile et provoqué des déplacements forcés et des pillages. C'est ce qui s'est passé spécifiquement le long de la rivière Bojayá (Chocó) et les autorités ont apparemment laissé faire. On a également signalé des pillages dans les départements Arosa, de Chocó, de Córdoba et de Norte de Santander.

65. Les femmes et les filles ont continué à être victimes d'actes de violence sexuelle de la part des groupes paramilitaires. On signalera notamment l'enlèvement et le viol d'une militante des droits de l'homme dans le département de Nariño et de deux sœurs à Tierralta (Córdoba), attribués à des membres démobilisés du Bloc Catatumbo des AUC.

Force publique

66. Les atteintes aux personnes et aux biens civils attribuées à des agents de la force publique, en particulier de l'armée, en violation du principe humanitaire de distinction des cibles, se sont poursuivies. Ces situations mettent en évidence le contrôle insuffisant, au regard des principes humanitaires, exercé sur les opérations militaires par les chefs de l'armée chargés de les planifier et d'ordonner leur exécution. À plusieurs occasions, le principe de distinction n'a pas été respecté en raison de la stigmatisation de la population civile par les autorités. On en a eu des exemples à Caquetá, San José de Apartadó (Antioquia) et dans Arosa, entre autres.

67. L'utilisation d'écoles et de logements ou de lieux proches ou d'autres espaces publics comme base d'opérations a entraîné la mort de civils en raison des attaques aveugles lancées par la guérilla. Des installations militaires étaient construites à l'intérieur d'une concentration de civils comme à Toribío (Cauca) et des unités militaires occupaient des logements civils à Tibú

et Teorama (Norte de Santander) et dans des villages situés le long de la rivière Bojayá (Chocó). Cette application large du principe de distinction peut mettre en danger les personnes compte tenu en particulier du peu de cas que fait la guérilla de ces principes humanitaires. Le Bureau a pu constater que les forces aériennes s'étaient efforcées de prendre en compte les risques pour la population civile lors de la planification de leurs opérations.

68. Violent aussi ces principes les membres de l'armée qui utilisent des enfants comme informateurs. On a pu le constater à Putumayo, où un enfant de 11 ans qui servait d'informateur aurait été victime d'un homicide attribué aux FARC-EP. On a signalé également la mort d'un autre mineur provoquée par un engin explosif alors qu'il assurait le transport de troupes de l'armée à San Pablo (Bolívar). Parmi les autres actes dénoncés figurent des attaques aveugles menées à partir d'hélicoptères par des membres de l'armée à San José de Apartadó (Antioquia) ainsi que par les Forces aériennes colombiennes dans le Nariño.

69. Des cas de violence sexuelle contre des femmes dans le cadre d'opérations militaires ont été attribués à des membres de l'armée. La population civile a souffert des restrictions imposées au transport de personnes, de médicaments, d'aliments et de combustibles. Ces blocages ont, dans certains cas, provoqué des problèmes de désapprovisionnement et des déplacements forcés de population, en particulier dans les départements Arosa, de Caquetá et de Meta.

III. PROBLÈMES POSÉS PAR LA DÉMOBILISATION ET LE CADRE JURIDIQUE DANS LEQUEL ELLE S'INSCRIT

70. Selon des informations officielles, depuis le début du processus de démobilisation à la fin de 2003 jusqu'au 23 décembre 2005, un peu plus de 14 000 personnes ont été démobilisées collectivement au cours de 23 cérémonies officielles. On estime à 10 000 à peu près le nombre de personnes qu'il resterait à démobiliser même s'il n'existe pas de données officielles à ce sujet. Le Haut-Commissaire pour la paix a signalé que près de 7 300 armes d'épaule et un peu plus de 1 670 armes de poing ainsi qu'environ 5 760 grenades et près de 1 340 000 munitions ont été remises au total. On constate un écart considérable entre le nombre de démobilisés et le nombre d'armes remises.

71. S'agissant du cadre juridique, la loi n° 782 adoptée en 2002 et promulguée en vertu du décret d'application n° 128⁸ prévoit l'octroi de certaines mesures de clémence, y compris des remises ou la grâce, aux membres des groupes armés illégaux qui n'auront pas commis d'infractions graves. Cette loi n'a pas été dûment appliquée ce qui pourrait contribuer à favoriser l'impunité dans plusieurs cas. Pour ceux à qui sont attribués de graves atteintes aux droits de l'homme et des violations du droit international humanitaire et qui ne peuvent par conséquent pas bénéficier de la loi n° 782, une nouvelle loi, la loi n° 975, a été adoptée en juin 2005 mais elle n'a pas encore été appliquée.

72. Ce texte prévoit l'application d'une peine privative de liberté de huit ans au maximum à tous ceux qui consentent à la démobilisation, déposent les armes et cessent les hostilités. La remise des biens tirés d'activités illégales et des enfants recrutés ainsi que la libération des personnes enlevées sont les conditions requises pour bénéficier de ces mesures. À titre de mesure de réparation, les intéressés doivent également collaborer activement à la recherche des personnes enlevées ou disparues ainsi que des cadavres des victimes. Le Bureau a suivi de près le processus d'examen du projet de loi et a fourni une assistance en la matière aux autorités. Lors

de sa visite dans le pays, la Haut-Commissaire a pu également formuler des observations et des recommandations.

73. Bien que les droits à la vérité, à la justice et à une réparation des victimes soient inscrits dans la loi n° 975, celle-ci n'établit pas expressément que le non-respect de ces principes ôte toute possibilité de se voir accorder ces mesures de clémence. L'absence d'incitation à avouer et dire la vérité suscite de sérieuses interrogations. C'est pourquoi les perspectives pour les victimes sont incertaines. Tant que la vérité n'a pas été établie, il ne peut y avoir ni justice ni réparation appropriée. Il ne peut y avoir non plus de démantèlement effectif des groupes paramilitaires. À la fin de l'année, on ne sait pas combien d'enfants et de biens tirés d'activités illégales ont été remis par les démobilisés. On ne sait pas non plus si les personnes enlevées et disparues ont pu être retrouvées grâce à leur collaboration. Dans ces conditions, il est difficile encore de mesurer l'impact positif de ces dispositions.

74. L'absence de disposition prévoyant explicitement l'incapacité politique des démobilisés risque de faciliter leur accès immédiat à la vie politique avant même que justice ait été rendue et que le processus de réconciliation nationale ait abouti. D'autre part, leur participation à la vie politique en tant que candidats d'un parti, voire des activités d'appui à la force publique, tend à perpétuer les relations entre les agents de l'État et ces groupes illégaux.

75. Le Président de la chambre administrative du Conseil supérieur de la magistrature a affirmé en octobre que l'immense majorité des plus de 9 000 paramilitaires démobilisés inscrits sur une liste pour vérifier si des poursuites avaient été engagées contre eux ne faisaient l'objet d'aucune enquête. Mis à part quelques chefs plus connus et identifiés, presque tous les démobilisés pourraient bénéficier de mesures mettant fin aux procédures engagées contre eux, y compris des remises de peine ou des grâces. Cette situation pose de sérieux problèmes sur le plan de l'impunité.

76. Les services de la *Procuraduría General* ont pu relever des lacunes et des contradictions dans ces politiques en particulier pour ce qui est de la coordination interinstitutionnelle et de l'exécution des engagements pris à l'égard des personnes réinsérées (personnes démobilisées en passe d'être réintégrées dans la société) ainsi que sur le plan de l'assistance aux déplacés et à d'autres victimes. Ils ont constaté également des difficultés d'accès à l'information et aux données officielles ainsi qu'en matière de terres et de possibilités de réparation. Ils ont souligné la nécessité de respecter strictement les principes de publicité et de transparence qui doivent régir ces procédures et ont formulé des recommandations à l'intention des institutions concernées.

77. On se souviendra que tout au long de ces années, les liens existant entre les fonctionnaires de l'État, en particulier les agents de la force publique, et les groupes paramilitaires ont été à maintes reprises dénoncés et démontrés. Il se pose la question de savoir comment sera abordée, lors des enquêtes, la question de la responsabilité de l'État dans un grand nombre des crimes commis par ces groupes. L'État n'a pas mis en place de mécanismes efficaces pour examiner ce problème ou celui du démantèlement des structures clandestines, y compris celles qui ont bénéficié de l'appui d'agents ou d'organismes de l'État.

78. Dans diverses régions du pays, les groupes paramilitaires continuent au moyen de pressions, de menaces et d'accords clandestins à exercer un contrôle sur la vie politique, économique et sociale locale. Au niveau national, ils auraient toujours des liens avec des

représentants de l'État, y compris des hommes politiques et des parlementaires. Des plaintes ont été déposées contre des dirigeants du Département administratif de la sécurité (DAS) – organe de renseignement civil relevant de la présidence de la République – qui aurait apporté un appui à des activités de renseignement impliquant des paramilitaires. Dans plusieurs régions du pays, les paramilitaires contrôlent une grande partie du commerce et d'autres activités légales et illégales et possèdent de vastes superficies de terres et de nombreux biens qui sont souvent enregistrés au nom de sociétés fictives⁹.

79. Parallèlement, on a enregistré des cas de violation des accords de cessation des hostilités. À cela s'ajoutent le maintien de la structure militaire de plusieurs de ces groupes et même le recrutement de nouveaux membres ou la création de nouveaux groupes. Des cas de ce type ont été signalés dans plusieurs régions du pays, en particulier à Catatumbo (Norte de Santander), et dans les départements de Valle del Cauca, Nariño et Córdoba. Le contrôle exercé par les autorités sur les démobilisés est incertain. Les meurtres de quelques-uns des démobilisés retrouvés morts à Sucre auraient été ordonnés par les paramilitaires eux-mêmes pour empêcher les victimes de donner des informations aux autorités sur les graves violations des droits de l'homme commises par ces groupes dans le passé.

80. L'État se trouve toujours face à un triple défi: assainir ses institutions, démanteler les groupes paramilitaires et rendre des comptes à la population au sujet des actions menées par les groupes armés illégaux et de leurs conséquences pour les victimes et leur famille, ceci dans le but d'éviter que les violations commises ne se reproduisent. Il doit en outre veiller à ce que l'inaction dans ce domaine n'ait pas des effets pervers qui compromettent l'instauration de l'état de droit et la réconciliation nationale. Le fait que la loi ne prévoit pas de sanctions contre les démobilisés qui ne veulent pas coopérer et que la majorité des crimes commis par des groupes paramilitaires restent impunis constitue un problème auquel il faut s'attaquer de toute urgence. Tant que les normes en vigueur ne seront pas modifiées, seules une attitude proactive de l'appareil judiciaire, une volonté politique forte et des ressources d'une ampleur exceptionnelle pourraient limiter l'impunité persistante.

IV. SITUATION DES GROUPES PARTICULIÈREMENT VULNÉRABLES

81. Dans le contexte du conflit armé, plusieurs personnes et communautés appartenant à des groupes vulnérables ont été victimes d'actes constituant des violations des droits de l'homme et du droit humanitaire. Les groupes armés illégaux ont continué à faire fi des principes humanitaires. Certaines politiques gouvernementales et le comportement de certains fonctionnaires ont eu aussi des répercussions néfastes sur la situation de ces groupes vulnérables. Dans la majorité des cas, ces actes sont restés impunis.

82. Compte tenu de l'ampleur des exactions commises, la question est exposée plus en détail dans l'annexe IV.

83. Les **défenseurs des droits de l'homme**, les membres d'organisations de femmes et de victimes, les dirigeants communautaires, les déplacés et les syndicalistes ont continué d'être la cible d'homicides, de menaces et de violations du droit à la liberté d'expression, en particulier de la part des groupes paramilitaires. Ils ont aussi été victimes des actes de certains fonctionnaires publics, en particulier détentions arbitraires ou déclarations et signalements génériques.

84. Les personnes déplacées et de nombreuses **communautés menacées** d'attaques ou de déplacements ainsi que celles qui subissent un blocus demeurent vulnérables. Malgré les progrès réalisés dans l'assistance aux populations déplacées, la stabilisation de la situation socioéconomique reste l'un des principaux défis à relever pour le Gouvernement. Les mesures pour lutter contre la violence à l'égard des femmes déplacées restent insuffisantes. Les groupes ethniques, en particulier les **autochtones et les Afro-Colombiens** ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires et de meurtres, de menaces, de détentions arbitraires et d'actes de violence sexuelle attribués aux groupes armés illégaux et parfois à des agents de la force publique.

85. La situation des **enfants** s'est considérablement détériorée en raison en partie du niveau élevé de maltraitance et d'abus sexuel et de la vulnérabilité découlant de la pauvreté associée au déplacement. Les groupes armés illégaux continuent à recruter des enfants. Trente pour cent des civils victimes de mines antipersonnel ont été des petits garçons et des petites filles. Des mesures plus efficaces s'imposent pour remédier à la situation des enfants ayant pris part au conflit armé et démobilisés. Certains d'entre eux ont été utilisés pour des activités de renseignement, comme informateurs ou guides de l'armée.

86. En dépit des progrès réalisés dans le domaine de l'**égalité des sexes**, la violence et la discrimination à l'égard des femmes persistent, en particulier en matière de revenus, d'emploi, de participation et de santé. Les femmes autochtones, les Afro-Colombiennes, les femmes vivant dans des communautés isolées, ou dans l'extrême pauvreté ainsi que les femmes déplacées sont particulièrement vulnérables et risquent davantage d'être victimes de prostitution et de traite. Beaucoup de femmes continuent aussi d'être la cible d'exécutions extrajudiciaires, d'homicides, de menaces et de violences sexuelles. Des **lesbiennes, des homosexuels, des bisexuels et des transsexuels** ont été victimes d'actes de «nettoyage social», d'exécutions extrajudiciaires, d'homicides et de détentions arbitraires.

87. La diffusion d'informations ou d'opinions sur le conflit armé et les droits de l'homme expose les **journalistes** à la stigmatisation et à des risques. En 2005, le nombre de menaces contre des journalistes a quasiment doublé¹⁰, ce qui a amené beaucoup d'entre eux à s'exiler et à s'autocensurer davantage. Deux journalistes ont été victimes d'homicide. À plusieurs reprises des pressions ont été exercées par des fonctionnaires publics sur des journalistes et, dans la majorité des cas, ces actes sont restés impunis. Les **membres et les dirigeants de partis politiques** ont été victimes d'attentats, d'homicides et de menaces. On a constaté une recrudescence de ces incidents en période préélectorale.

88. La surpopulation carcérale est un grave problème. Le manque de services publics, les difficultés d'accès aux établissements pénitentiaires et de localisation de ces établissements ainsi que les possibilités insuffisantes de travail et d'éducation qui sont offertes aux détenus sont autant d'éléments qui portent atteinte à leurs droits.

89. De nombreuses personnes ont été victimes de **prises d'otages** par des groupes armés illégaux. Plusieurs milliers de personnes sont actuellement détenues en otages¹¹. L'impunité persiste dans les cas de disparition et malgré les progrès réalisés sur le plan normatif, les enquêtes sur les **personnes disparues** ne sont pas satisfaisantes.

90. Les **représentants des autorités locales**, en particulier les conseillers municipaux et, dans une moindre mesure, les maires et anciens maires ont été victimes d'homicides et de menaces. Les **procureurs, juges et représentants en justice nationaux et municipaux (procuradores et personeros)** ont pâti du conflit armé et ont été la cible d'attentats et de menaces en particulier lorsqu'ils étaient chargés d'enquêtes contre des membres de groupes armés illégaux. Il a parfois été nécessaire de les transférer pour des raisons de sécurité.

V. POLITIQUES PUBLIQUES ET APPLICATION DES RECOMMANDATIONS

91. Au cours des trois dernières années, la Haut-Commissaire a formulé des recommandations concrètes et prioritaires à l'intention des responsables des trois branches du pouvoir public et des organes de contrôle chargés de la protection des droits de l'homme, des secteurs représentatifs de la société civile, de la communauté internationale et des groupes armés illégaux.

92. Ces recommandations découlaient des conclusions tirées d'une observation analytique et systématique de la situation et du dialogue avec les autorités de l'État et les organisations de la société civile ainsi que des informations recueillies auprès d'elles. L'application des recommandations a fait partie des activités d'appui et de suivi du Bureau du Haut-Commissariat en Colombie.

93. Dans la déclaration faite par son président le 22 avril 2005 qu'elle a approuvée par consensus, la Commission des droits de l'homme a demandé au Gouvernement de poursuivre «ses efforts pour faire rapidement de nouveaux progrès» et de veiller «à ce que les recommandations soient pleinement prises en compte et intégrées de manière cohérente dans tous les domaines d'action des pouvoirs publics¹²».

94. Le Gouvernement, la communauté internationale, en particulier le groupe des pays qui ont souscrit à la Déclaration de Londres de juillet 2003 et à la Déclaration de Carthagène de février 2005 et les organisations de la société qui constituent la Commission de suivi du processus de Londres et de Carthagène ont souligné l'importance des recommandations de la Haut-Commissaire. En décembre 2005, la Commission a établi un programme de travail pour 2006 dans lequel elle indique que «la coopération internationale est un instrument supplémentaire pour la mise en œuvre des recommandations» du Haut-Commissariat. Il a été convenu que cette coopération porterait essentiellement sur le suivi de l'application des recommandations, du Plan national d'action relatif aux droits de l'homme, de la protection des communautés en danger et de l'impunité.

95. On trouvera ci-après une analyse des activités entreprises en 2005 aux fins de l'application des recommandations. À la fin de l'année, le bilan en la matière est très varié. Certains organismes de l'État ont fait d'importants efforts pour faire avancer le processus d'application. Dans d'autres cas, il n'a pas été pris des mesures opportunes, pertinentes et adaptées. Il reste par conséquent toute une série de défis à relever et d'actions à entreprendre dans le cadre du processus d'application des recommandations (voir chap. VI et annexe I).

Prévention et protection

96. La Haut-Commissaire a pris note des circulaires et protocoles adoptés pour réglementer certaines procédures du Comité interinstitutions d'alerte précoce (CIAT) et pour expliquer aux agents de la force publique la nature des alertes. Ces mesures constituent une étape nécessaire et encourageante mais elles ne peuvent suppléer à l'absence de dispositions régissant la composition et le fonctionnement du CIAT¹³ dont l'adoption a été recommandée. Alors que ce dernier dispose de ressources provenant de ses institutions, le Système d'alertes précoces¹⁴ du Bureau du Défenseur du peuple continue à dépendre presque exclusivement de la coopération internationale. Il s'écoule toujours beaucoup de temps entre le moment où le Système d'alertes précoces publie des rapports de risque et celui où le CIAT y donne suite. À plusieurs occasions, des violations ont été commises parce que les avertissements donnés à ce sujet dans les rapports de risque n'avaient pas été transformés par le CIAT en alertes précoces. À ce jour, la recommandation relative à l'établissement de sanctions pour les fonctionnaires qui ne donnent pas suite aux alertes émises par le CIAT est restée sans effet.

97. En ce qui concerne les moyens visant à assurer la continuité de la mise en œuvre du Programme de protection du Ministère de l'intérieur, la Haut-Commissaire observe avec satisfaction qu'en 2005 le programme a été financé principalement à l'aide de fonds prélevés sur le budget national. Elle prend note de l'augmentation des crédits budgétaires alloués pour l'exercice financier de 2006. Néanmoins, il subsiste des problèmes liés à la lenteur et à l'inefficacité des méthodes d'évaluation des risques. Il faudrait aussi dissiper la méfiance suscitée par certains agissements du Département administratif de la sécurité (DAS)¹⁵.

98. Le Conseil consultatif chargé du contrôle interne des organismes officiels a publié en 2005 la circulaire n° 5 dans laquelle il est demandé instamment aux fonctionnaires du pouvoir exécutif de respecter le travail individuel et collectif des défenseurs des droits de l'homme. Il y est demandé également d'appliquer en priorité les dispositions du Code disciplinaire unifié concernant les fautes constitutives de graves violations des droits de l'homme. La circulaire ne fait pas état cependant de la possibilité de sanctionner le non-respect des directives présidentielles relatives au travail des défenseurs, conformément aux dispositions du paragraphe 53 de l'article 48 dudit Code. Pour la première fois, une procédure disciplinaire a été engagée par la *Procuraduría General* pour des faits qui pourraient constituer une violation de la Directive présidentielle 07.

99. La Haut-Commissaire note que des mesures spéciales et urgentes ont été prises en faveur de 2 des 12 communautés autochtones menacées d'extinction qu'elle avait mentionnées dans son rapport précédent. Il n'a été pris apparemment aucune mesure de prévention et de protection en ce qui concerne les 10 autres communautés et aucune étude n'a été faite sur la situation de haut risque dans laquelle elles se trouvent. Il n'existe aucune politique publique complète sur la question qui permette de fournir une assistance urgente à ces communautés.

100. La Haut-Commissaire accueille avec satisfaction les activités entreprises aux fins de la mise en œuvre du projet gouvernemental en faveur d'autres communautés en danger, à l'intention de 11 d'entre elles. Elle prend note de l'adoption du Plan national d'assistance aux personnes déplacées. Elle appelle l'attention sur ce qu'a dit la Cour constitutionnelle au sujet de l'application de la décision T-025 de 2004. Dans trois avis en date du 29 août 2005, la Cour a estimé que l'action du Gouvernement¹⁶ ne répond pas encore aux exigences formulées pour

assurer un minimum de protection à ces communautés. Bien que les efforts importants consentis sur le plan budgétaire aient donné des résultats concrets, elle considère qu'il faut continuer à avancer de manière progressive et efficace. À titre de mesure positive, on signalera l'adoption par le Gouvernement en novembre d'un document de politique du Conseil national de politique économique et sociale (CONPES)¹⁷ en réponse aux demandes de la Cour.

101. Aucune information n'est disponible sur la présentation par le Bureau du Défenseur du peuple et la *Procuraduría General* de plans de renforcement de leur présence dans le pays. La *Procuraduría General* fait savoir qu'elle procéderait à une évaluation interne pour répertorier concrètement ses besoins afin de soumettre une demande appropriée aux autorités compétentes.

102. En ce qui concerne l'examen des fichiers du renseignement militaire concernant les défenseurs des droits de l'homme, aucun progrès tangible n'a pu être enregistré, et ce malgré les efforts et la détermination de la *Procuraduría General*. À ce jour, le Ministère de la défense n'a pas contribué à l'identification des critères et paramètres utilisés en ce qui concerne l'enregistrement des données, leur durée de conservation et d'autres aspects.

103. La Haut-Commissaire se félicite de la conclusion en novembre 2005 de l'Accord-cadre de coopération entre le Bureau en Colombie et le Ministère de la défense qu'elle avait recommandé il y a plus de deux ans. Cet accord prévoit la réalisation d'une étude sur les progrès réalisés dans l'enseignement du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire aux agents de la force publique de manière exhaustive, systématique et concrète.

Conflit armé interne

104. En 2005, les membres des groupes armés illégaux – FARC-EP, ELN et Autodéfenses unies de Colombie (AUC) – et d'autres groupes de guérilleros et de paramilitaires ont continué à se livrer à des pratiques qui constituent de graves infractions au droit international humanitaire. Persistant à ne pas tenir compte des recommandations de la Haut-Commissaire, ils ne se sont donc pas abstenus de lancer des attaques contre la population civile, y compris les femmes, les enfants, les membres de groupes ethniques et d'autres groupes vulnérables.

105. Les groupes armés illégaux n'ont pas donné suite à la recommandation tendant à remettre en liberté immédiatement et sans conditions toutes les personnes qu'ils détiennent en otage. Ils n'ont pas non plus reconnu les garanties dues en vertu du droit international humanitaire aux personnes privées de liberté pour des raisons liées au conflit. Ces groupes ont continué à poser aveuglement des mines de fabrication artisanale, dans des écoles, des zones de culture, des maisons et sur les voies d'accès aux communautés.

106. Dans le cadre des opérations menées pour reprendre le contrôle du territoire et combattre les groupes armés illégaux, les forces de sécurité n'ont parfois tenu aucun compte des principes humanitaires de limitation, de distinction, de proportionnalité et de protection de la population civile.

107. La Haut-Commissaire note que l'État colombien n'a pas étudié la possibilité de retirer sa réserve à l'article 124 du Statut de Rome relatif aux crimes de guerre.

108. Bien qu'ils aient déclaré la cessation des hostilités depuis décembre 2002, les groupes paramilitaires ont continué à ne pas respecter leur engagement. Ils ont commis toute une série d'infractions au droit international humanitaire ainsi que de violations des droits de l'homme grâce à la connivence d'agents de l'État, bien que le nombre de violations ait diminué par rapport aux années précédentes.

109. La Haut-Commissaire prend note de l'adoption de la loi n° 975 de 2005 qui établit le cadre juridique de la réinsertion des membres des groupes armés illégaux. La loi prévoit l'octroi à ceux qui ont commis des infractions graves, sous réserve de certaines conditions, de certains avantages en particulier une peine de privation de liberté réduite allant de cinq à huit ans. Bien que certaines des observations formulées par le Bureau du Haut-Commissaire en Colombie aient été prises en compte, la loi ne contient pas les éléments essentiels requis pour être compatible avec les obligations internationales et empêcher l'impunité. Elle ne prévoit pas de mécanismes appropriés pour que la personne démobilisée contribue effectivement à la garantie des droits des victimes à la vérité, à la justice et à des réparations. Elle ne tient pas suffisamment compte non plus de la situation particulière des femmes, des enfants des deux sexes et des minorités ethniques¹⁸.

État de droit et impunité

110. Le Congrès a adopté la loi réglementant l'exercice du droit d'*habeas corpus* consacré dans la Constitution. L'État Colombien donne ainsi suite aux recommandations internationales en la matière. Parmi les faits encourageants, il convient de signaler l'adoption par le Congrès de la loi n° 984 de 2005 portant approbation du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes¹⁹.

111. La loi n° 971 sur le mécanisme de recherche urgente de victimes de disparitions forcées a été adoptée en 2005. Il faut espérer que ce mécanisme permettra de retrouver les disparus et de surmonter les obstacles liés à l'exhumation et à l'identification des cadavres. Ont également été adoptées en 2005 la loi n° 985 qui prévoit des mesures de lutte contre la traite des êtres humains et la loi n° 986 qui prévoit des mesures de protection des victimes d'enlèvements et de leur famille. L'adoption par le Congrès de plusieurs projets de loi qu'il examine actuellement constituerait un pas en avant dans la protection des droits de l'homme²⁰.

112. La Haut-Commissaire prend note de la ratification de plusieurs traités, en particulier de la Convention 182 de l'OIT concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, de la Convention interaméricaine sur la disparition forcée des personnes, de la Convention internationale contre la prise d'otages et du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés.

113. La Haut-Commissaire suit avec attention l'évolution de l'examen d'un projet de loi déposé à plusieurs reprises sur le port et la vente d'armes, de munitions et d'explosifs, qui permettrait à des personnes physiques de détenir et de porter des armes à usage exclusif de la force publique. Un projet de loi visant à établir une procédure spéciale pour rectifier les titres de propriété de biens immobiliers viciés ou incomplets a été présenté; il ne prévoit pas les mécanismes nécessaires pour garantir aux personnes déplacées la restitution des biens qui leur ont été pris.

114. En ce qui concerne la lutte contre l'impunité, le Bureau a été informé des actions entreprises par le Comité spécial pour obtenir l'ouverture d'enquêtes sur des violations des droits de l'homme et des infractions au droit international humanitaire. Il s'agit principalement de l'émission de mandats d'arrêt et de décisions d'inculpation. Le faible nombre de décisions de justice et le manque d'efficacité dans la détermination des responsabilités des agents de l'État restent une source de préoccupation. Au cours de l'année, le Comité ne s'est pas réuni pour faire le point sur les progrès et les résultats des enquêtes menées. Il a concentré ses efforts sur l'analyse de la proposition qui a débouché sur l'adoption d'un document sur la politique publique de lutte contre l'impunité. Il faut espérer que cette politique sera fondée sur une approche intégrée qui tienne compte des facteurs structurels et conjoncturels d'impunité.

115. En ce qui concerne le système d'organisation des carrières des personnels de la *Fiscalia General*, il y a lieu de signaler l'arrêt T-131 de la Cour constitutionnelle ordonnant la mise en application de ce système avant juillet 2006 pour assurer sa stabilité. La Commission nationale chargée de l'administration des carrières des procureurs a approuvé une série de règlements qui n'ont pas encore été appliqués.

116. L'examen de l'étude sur l'Unité nationale des droits de l'homme de la *Fiscalia General* remise par le Haut-Commissariat et la vice-présidence en juin 2005 n'a débuté qu'en novembre. Il faut espérer que des mesures institutionnelles seront rapidement adoptées pour classer par ordre de priorité les recommandations formulées et commencer à les mettre en œuvre.

117. Le Programme de protection des victimes et des témoins de la *Fiscalia General* s'est trouvé en 2005 dans une situation extrêmement précaire à cause en partie de ressources insuffisantes. Un projet de loi sur ce programme et sa mise en œuvre a été établi au cours du premier semestre de l'année. Il conviendrait que le nouveau *Fiscal General* l'analyse et intervienne pour que soit établi un cadre légal qui garantisse l'existence et l'efficacité du Programme.

118. La Haut-Commissaire prend note des diverses instructions et circulaires publiées par les autorités de la force publique concernant la détention et d'autres questions liées aux droits de l'homme et au droit international humanitaire. Des cas de détention non conforme à ces règles par des membres des forces de l'ordre ont néanmoins été signalés. Il semble que les responsables n'aient pas été sanctionnés. Il est par ailleurs urgent de revoir la conception du flagrant délit pour éviter l'interprétation abusive qui en est donnée actuellement.

119. Rien n'indique que le Ministre de la défense ait appliqué l'article 164 de la loi n° 836 de 2003 qui prévoit la suspension de fonctions comme mesure préventive en cas de graves violations des droits de l'homme. Les juridictions pénales militaires ont continué à être saisies de violations des droits de l'homme attribuées à des membres de la force publique. Dans plusieurs cas, les procureurs ont transféré à des juridictions militaires des affaires qui étaient de leur ressort ou se sont abstenus de faire valoir leur compétence. La majorité des conflits de compétence qui se sont posés ont été tranchés par le Conseil supérieur de la magistrature en faveur des tribunaux ordinaires, respectant ainsi la jurisprudence constitutionnelle et la recommandation de la Haut-Commissaire.

120. S'agissant de l'exercice du pouvoir disciplinaire prioritaire dévolu au *Procurador General*²¹, le Bureau en Colombie a constaté qu'il n'avait pas été invoqué dans certains cas dont la gravité l'aurait justifié. La Procuraduría s'est montrée récemment disposée à revoir ces cas et, le cas échéant, à assumer sa compétence.

121. L'Institut national pénitentiaire et carcéral (INPEC) persiste à ne pas admettre qu'il existe dans les prisons des pratiques qui portent atteinte aux droits fondamentaux des personnes privées de liberté. Le programme d'enseignement pour l'École nationale de l'administration pénitentiaire présenté par le Haut-Commissariat dans le cadre de ses activités de coopération n'a pas encore été officiellement établi. L'intégration des droits de l'homme dans les règlements et pratiques des établissements pénitentiaires reste à faire. En dépit des déclarations officielles de l'INPEC, les résultats obtenus dans l'application des recommandations formulées par le Bureau en Colombie dans le cadre du projet de coopération sont encore insuffisants.

122. Plus d'un an après sa création par la *Fiscalía General*, le service spécial chargé d'enquêter sur les liens entre les agents de l'État et les groupes armés illégaux n'a pas encore défini la nature de ses travaux, ses attributions et ses compétences. Il n'a pas non plus obtenu les ressources nécessaires à son fonctionnement. En conséquence, il n'a fait aucune enquête. D'autre part, la *Fiscalía* n'a pas modifié la structure du corps de procureurs exposée aux forces de sécurité et à d'autres organes de sécurité afin de renforcer leur indépendance et d'éviter qu'ils soient installés dans des locaux de ces institutions.

123. Il a été pris note de l'envoi en mai 2005 d'une circulaire du Commandement général des forces de sécurité réaffirmant l'importance que revêt l'émission d'instructions visant à supprimer tout lien entre les membres des forces de sécurité et les groupes d'autodéfense. On ne dispose pas de données sur l'application de cette circulaire. Aucun progrès notable n'a été enregistré en ce qui concerne le démantèlement effectif des groupes paramilitaires.

Politiques économiques et sociales²²

124. Les iniquités et la pauvreté généralisée restent les principaux problèmes auxquels l'État colombien doit s'attaquer dans le cadre des politiques relatives aux droits économiques, sociaux et culturels. Il ne s'agit pas seulement d'iniquités entre les riches et les pauvres mais aussi entre les habitants des villes et ceux des campagnes, entre les hommes et les femmes et entre les régions et les départements. Elles touchent également les communautés autochtones et afro-colombiennes. Sur le plan économique, elles demeurent considérables. Il est évident que les politiques publiques visant à les réduire ne sont pas efficaces. Il n'y a pas eu de progrès notables en la matière.

125. La situation sur le plan de la pauvreté ne s'est pas améliorée. Plus de la moitié de la population est toujours pauvre. Cela signifie que dans les conditions où vivent plus de 20 millions de Colombiens, la plupart de leurs droits ne sont pas garantis. Il est clair que l'État doit consentir davantage d'efforts pour commencer à s'attaquer de façon constructive au problème de la pauvreté. En 2004, le Gouvernement a créé la Mission de la pauvreté au sein du Département national de la planification. Cependant, les secteurs qui s'occupent de la question n'ont pas réussi encore à se mettre d'accord sur les différentes méthodes de mesure de la pauvreté.

126. Selon les statistiques officielles, le taux national de chômage a baissé au cours des dernières années alors que celui du sous-emploi reste très élevé (plus de 30 %). Les politiques publiques en la matière n'ont pas permis de créer de nouveaux emplois stables et de qualité. Les inégalités dans l'emploi entre les hommes et les femmes persistent.

127. Au niveau national, on a enregistré une légère augmentation du nombre de personnes alphabétisées. L'analphabétisme a diminué, passant de 8 % en 2002 à 7 % en 2004. Mais parmi les couches défavorisées de la population, il a augmenté, passant de 4 % en 1993 à 6 % en 2003. Le nombre de places dans l'enseignement public a considérablement augmenté mais aucune suite n'a été donnée à la recommandation tendant à ce que l'enseignement primaire soit gratuit et accessible à tous.

128. Dans le domaine de la santé, on a enregistré une augmentation du nombre de personnes assujetties au régime subventionné et au régime de cotisation. Néanmoins, le nombre de personnes ne pouvant bénéficier de la sécurité sociale dans le domaine de la santé est très élevé (supérieur à 30 %). Il reste donc beaucoup à faire sur le plan de l'accès à la santé.

129. Le problème de la pénurie de logements sociaux pour les couches à faibles revenus s'est aggravé. Il n'existe pas de politique publique visant à garantir le droit au logement. Ce sont les groupes à revenu élevé qui bénéficient en premier lieu et le plus des subventions au logement existantes.

130. Le document officiel intitulé *CONPES 91*²³, qui reprend les engagements de la Colombie à l'égard des objectifs du Millénaire pour le développement, a été adopté en mars 2005, ce qui est positif. Néanmoins, à ce jour, les résultats concrets obtenus sont insuffisants en particulier en ce qui concerne la pauvreté, la gratuité de l'enseignement, la mortalité maternelle et certains aspects de l'égalité des sexes. Durant l'année, le Gouvernement a présenté le document de travail intitulé *Visión Colombia 2019* qui expose les politiques publiques envisagées jusqu'en 2019, année de la commémoration du bicentenaire de l'indépendance. Mais les engagements pris par l'État à l'égard des objectifs du Millénaire pour le développement n'y figurent pas en détail notamment pour ce qui est de l'élimination de la faim, de la gratuité de l'enseignement primaire, de l'égalité des sexes et des questions liées à la santé sexuelle et procréative.

Promotion d'une culture des droits de l'homme

131. La Haut-Commissaire constate que davantage d'efforts doivent être faits pour institutionnaliser des espaces stables de dialogue entre le Gouvernement et les organisations de défense des droits de l'homme. Il n'a pas été donné suite au programme de réunions mis au point par les autorités et la société civile pour promouvoir un dialogue permanent et constructif. Les entretiens qui ont eu lieu ont porté en général essentiellement sur des problèmes ou des questions méritant une attention ponctuelle. Le Ministère de l'intérieur et la vice-présidence ont mis en place certains espaces de dialogue au niveau régional en vue d'incorporer les droits de l'homme et le droit international humanitaire dans les plans de développement départementaux et municipaux. Néanmoins, l'absence de politique intégrée a limité l'efficacité de ces initiatives.

132. Quant au Plan national d'action relatif aux droits de l'homme, son élaboration n'a pas progressé autant qu'on pouvait l'espérer. Au cours des premiers mois de l'année, des réunions de travail ont eu lieu entre le Gouvernement, quelques organisations de la société civile²⁴ et le

Bureau du Haut-Commissariat en Colombie. Elles ont été interrompues en mai. Le Haut-Commissariat a offert ses bons offices pour résoudre certaines divergences. Vers la fin de l'année, le dialogue a repris et a été élargi à d'autres secteurs sociaux.

133. Il convient de prendre note des progrès réalisés dans l'élaboration du Plan d'éducation dans le domaine des droits de l'homme mis en route par le Ministère de l'éducation et le Bureau du Défenseur du peuple. Ce plan n'a pas encore été adopté par le Ministère et les accords institutionnels assurant sa viabilité n'ont pas encore été conclus. Le Gouvernement a indiqué qu'il serait achevé et diffusé en juillet 2006.

Coopération technique et services consultatifs du Bureau en Colombie du Haut-Commissariat

134. La Haut-Commissaire observe qu'aucun progrès n'a été fait dans la mise en place d'un système statistique public qui couvre de manière appropriée les violations des droits de l'homme et les infractions au droit international humanitaire. Le Gouvernement a annoncé que des contacts avaient été engagés entre certains organismes de l'État en vue de l'élaboration d'un plan de travail. Celui-ci porterait sur la mise en place d'un système unique d'information sur certains aspects de la situation des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Les exécutions extrajudiciaires, les détentions arbitraires et certaines catégories du droit international humanitaire ne figurent pas dans le mandat de l'Observatoire des droits de l'homme de la vice-présidence.

135. À la fin du premier semestre 2005, le Vice-Président a soumis au Bureau du Haut-Commissariat en Colombie une proposition de calendrier de mise en œuvre des recommandations de la Haut-Commissaire. Pour assurer son application et faciliter son suivi, le Haut-Commissariat a proposé une méthode permettant de déterminer avec clarté les mesures à prendre et les indicateurs d'exécution, ce qui a été accepté. Le Gouvernement n'a rien fait pour accélérer le processus pendant le second semestre; les réunions de suivi de la mise en œuvre des recommandations n'ont commencé qu'en novembre.

136. Certaines institutions de l'État ont cherché en permanence à tirer profit de la coopération technique et des services consultatifs fournis par le Bureau en Colombie. D'autres, en particulier les organes du pouvoir exécutif, n'ont pas eu pleinement recours à ces services, comme l'avait préconisé le Président de la Commission des droits de l'homme dans sa déclaration d'avril 2005.

VI. RECOMMANDATIONS

137. La Haut-Commissaire note que conformément à ce qui est dit dans la déclaration du Président de la Commission, il faut poursuivre le processus de mise en œuvre des recommandations formulées. Les progrès réalisés en 2005 par certaines institutions de l'État doivent inciter à faire davantage d'efforts en 2006. Cela exige une cohérence entre les actions entreprises, les questions examinées et les délais impartis. Le texte complet des recommandations formulées pour 2006 est reproduit dans l'annexe I.

138. Afin de contribuer au processus de mise en œuvre des recommandations, la Haut-Commissaire encourage l'État à accorder une attention particulière aux recommandations suivantes:

139. La Haut-Commissaire encourage le Gouvernement à élaborer et à adopter, en concertation avec de vastes secteurs de la société civile, un plan national d'action relatif aux droits de l'homme en y intégrant une perspective sexospécifique. Le plan en question devra comprendre les éléments nécessaires à une mise en œuvre satisfaisante des recommandations auxquelles il n'a pas été donné suite.

140. La Haut-Commissaire exhorte le pouvoir exécutif à adopter des mesures efficaces pour prévenir les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées et enquêter sur de tels actes.

141. La Haut-Commissaire invite le Gouvernement et le Congrès à apporter à la législation sur la démobilisation et la réinsertion des membres de groupes armés illégaux les modifications nécessaires pour la rendre plus compatible avec les normes et principes internationaux relatifs aux droits des victimes à la vérité, à la justice et à une réparation en tenant dûment compte de la situation particulière des femmes, des enfants et des minorités ethniques. Elle invite également le Président de la République à adopter les mesures nécessaires pour supprimer tout lien entre les agents de l'État et les membres de groupes paramilitaires et pour assurer le démantèlement effectif des structures paramilitaires.

142. La Haut-Commissaire encourage le Gouvernement à adopter et mettre en œuvre une politique publique de lutte contre l'impunité et de prévoir notamment une modification de la législation sur la violence domestique et sexiste. Elle exhorte par ailleurs le pouvoir judiciaire et la *Procuraduría General* à enquêter sur les violations des droits de l'homme et les infractions au droit international humanitaire et à en sanctionner les auteurs, rapidement et de manière appropriée.

143. La Haut-Commissaire exhorte le congrès et le Gouvernement à appliquer, dans le domaine économique et social, des politiques cohérentes pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et en particulier de réduire les inégalités, de s'attaquer à l'extrême pauvreté et de garantir effectivement les droits à la santé, à l'éducation, au travail et au logement.

144. La Haut-Commissaire exhorte l'État à appliquer de manière concertée, cohérente et efficace toutes ses recommandations et encourage le Vice-Président de la République à rendre public en 2006 le calendrier de mise en œuvre de ces recommandations y compris les mesures envisagées et les indicateurs de progrès en ayant recours aux services consultatifs et de coopération technique de son bureau en Colombie.

145. La Haut-Commissaire réitère avec une insistance particulière son appel aux groupes armés illégaux:

146. La Haut-Commissaire demande instamment aux dirigeants et aux membres des FARC-EP, de l'ELN, des AUC et des autres groupes de guérilleros et groupes paramilitaires de respecter le droit à la vie, à l'intégrité de la personne et à la liberté individuelle de tous les civils. Elle les engage en particulier à s'abstenir en tout temps de lancer des attaques contre la population civile, de perpétrer des attentats aveugles, et de se livrer aux pratiques inacceptables que constituent les enlèvements, les recrutements de

mineurs, la violence sexuelle et les actes de terrorisme. À cet effet, la Haut-Commissaire exige que les chefs de ces groupes donnent à leurs membres des instructions claires garantissant le respect obligatoire des normes humanitaires.

147. La Haut-Commissaire demande instamment aux FARC-EP, à l'ELN, aux AUC et aux autres groupes armés illégaux de remettre en liberté immédiatement et sans conditions tous les otages qu'ils détiennent. Elle les exhorte aussi à reconnaître, sans restrictions, les garanties dues, en vertu des normes humanitaires, aux autres personnes privées de liberté pour des raisons liées au conflit armé interne.

148. La Haut-Commissaire demande instamment aux chefs et autres membres des FARC-EP et de l'ELN de s'acquitter des obligations internationales que leur imposent les normes proscrivant l'emploi, le stockage, la production et le transfert de mines antipersonnel.

149. La Haut-Commissaire estime qu'il est d'une importance capitale de chercher à régler le conflit armé interne. À cette fin:

150. La Haut-Commissaire invite instamment les groupes armés illégaux à déclarer et respecter une cessation effective des hostilités, à laquelle le Gouvernement répondrait par une mesure analogue. Elle exhorte le Gouvernement et les groupes armés illégaux à progresser dans leurs pourparlers et leurs négociations de façon à pouvoir mettre un terme au conflit armé interne et à instaurer une paix durable. Elle réitère la nécessité d'accorder la priorité lors de ces pourparlers au droit international humanitaire et aux droits de l'homme.

151. La Haut-Commissaire est fermement convaincue que la situation des droits de l'homme et du droit international humanitaire s'améliorerait sensiblement s'il était donné suite aux recommandations de manière cohérente et intégrale. Certains progrès réalisés en 2005 doivent inciter à faire davantage d'efforts en 2006 et à plus long terme. La Haut-Commissaire recommande que le mandat actuel de son bureau en Colombie soit prorogé suffisamment avant la date à laquelle il viendra à expiration en octobre 2006.

ANNEXES

Annex I

2006 RECOMMENDATIONS

Prevention and protection

1. The United Nations High Commissioner for Human Rights encourages the Government to elaborate and adopt, in conjunction with broad sectors of civil society, a national plan of action on human rights, which should include a gender perspective. This plan should incorporate whatever elements are necessary for the satisfactory implementation of outstanding recommendations.
2. The High Commissioner reiterates the need for the Government to develop a public system of statistics to adequately cover, according to international standards, the different kinds of human rights violations and breaches of international humanitarian law.
3. The High Commissioner urges the executive branch to take effective measures to prevent and investigate the perpetration of extrajudicial executions and enforced disappearances.
4. The High Commissioner encourages the Government to adopt norms regulating the functions of the Inter-institutional Early Warning Committee (CIAT) and appropriate responses to risk reports, and imposing sanctions when alerts are not acted upon. She also encourages the Government and Congress to provide timely budget allocations in order to ensure the efficient operation of the Early Warning System (SAT) of the Ombudsman's Office.
5. The High Commissioner encourages the Government to enforce the Constitutional Court's ruling No. T-025 of 2004 and to devote the necessary resources to finding lasting solutions to the displacement problem. She reiterates the need to take special and urgent measures to defend indigenous communities at risk of extinction, within the framework of a comprehensive policy offering them adequate prevention and protection. She also encourages the Procurator-General and the Ombudsman to ensure their presence among communities at risk, in particular in areas inhabited by indigenous, Afro-Colombian or displaced populations.
6. The High Commissioner encourages the Government to promote legislation that adequately regulates the use of military intelligence records, including a procedure for annual review by the Office of the Procurator-General. She urges the Ministry of Defence to cooperate with the Procurator-General in order to identify criteria, parameters and relevant methods in order to exclude from the records all erroneous or tendentious data concerning human rights defenders and organizations.
7. The High Commissioner urges the Government and the Office of the Procurator-General to make sure that public servants who fail to pay due respect to the work of human rights defenders are prosecuted and penalized. She also encourages the Government to take suitable measures to deal with the problems of delays and inadequate risk assessment in programmes for the protection of human rights defenders and other groups.

8. The High Commissioner encourages the Government to guarantee the full exercise of political rights and fundamental freedoms of opinion and expression during the 2006 elections. She also encourages the authorities to ensure that those taking part in the elections have duly clarified their legal status.

The internal armed conflict

9. The High Commissioner urges the leaders and other members of the FARC-EP, ELN, AUC and other guerrilla and paramilitary groups to respect the right to life, personal integrity and individual liberty of all civilians. They are especially urged to abstain at all times from attacks on the civilian population and indiscriminate attacks, the unacceptable practices of kidnapping, recruitment of children, sexual violence, and acts of terrorism. To that end she demands that the leaders issue clear orders to all members of their groups to ensure obligatory observance of humanitarian norms.

10. The High Commissioner urges the FARC-EP, ELN, AUC and other illegal armed groups immediately and unconditionally to free all persons held hostage. She also urges them to recognize, without restrictions, the guarantees established under humanitarian norms for persons deprived of their liberty for reasons related to the internal armed conflict.

11. The High Commissioner urges the leaders and other members of the FARC-EP and ELN to fulfil international obligations prohibiting the use, storage, production and transfer of anti-personnel mines.

12. The High Commissioner urges all those directly participating in the hostilities to fully observe the humanitarian principles of limitation, distinction, proportionality and protection of the civilian population, and to guarantee humanitarian access to exposed populations.

13. The High Commissioner calls upon all the illegal armed groups to declare and implement an effective cessation of hostilities, to be reciprocated by the Government. She also calls for progress in the process of dialogue and negotiations between the Government and the illegal armed groups, in order to overcome the internal armed conflict and reach a lasting peace. She reiterates the need to give priority in these dialogues to international humanitarian law and human rights.

The rule of law and impunity

14. The High Commissioner invites the Government and Congress to introduce the necessary reforms in legislation on the demobilization and reincorporation of members of illegal armed groups so as to make such legislation more compatible with international principles and norms regarding victims' rights to truth, justice and reparation, paying due attention to the special situation of women, children and ethnic minorities. She also encourages the President of the Republic to adopt the necessary measures to sever all links between public servants and members of paramilitary groups and to effectively dismantle paramilitary structures.

15. The High Commissioner urges Congress and the Government fully to comply with Colombia's obligations as State party to international instruments on human rights, humanitarian

law, criminal law, labour law and the law on refugees, to ratify related treaties that have not yet been incorporated in the Colombian legal system, and to refrain from introducing changes in internal legislation that are incompatible with international norms.

16. The High Commissioner encourages the Government to adopt and implement a public policy to combat impunity, including a review of legislation on domestic and gender-based violence. She exhorts the judiciary and the Office of the Procurator-General to investigate and sanction human rights violations and breaches of international humanitarian law in an adequate and timely manner.

17. The High Commissioner calls on the Ministry of Defence and the Attorney-General to fully comply with international norms prohibiting illegal or arbitrary detentions.

18. The High Commissioner urges the Attorney-General to implement a career system for public officials and employees of his office, to prioritize and implement the recommendations made in the assessment of the National Unit on Human Rights and International Humanitarian Law, to promote the adoption of a legal framework ensuring effective and efficient implementation of the Office of the Attorney-General's programme for the protection of victims and witnesses, and to take the necessary normative, regulatory and financial measures to ensure that the special sub-unit in charge of investigating links between public servants and illegal armed groups may continue functioning.

19. The High Commissioner urges the Government to issue instructions ensuring that officials of the military criminal justice system do not claim jurisdiction in cases of human rights violations and breaches of international humanitarian law. She also urges the Attorney-General to issue clear instructions for prosecutors to act in accordance with the international principle that military and police personnel suspected of human rights violations or breaches of international humanitarian law should always be tried in the ordinary courts.

20. The High Commissioner calls on the Ministry of Defence and security forces commanders to ensure that in all cases of disciplinary investigations of members of the security forces involved in serious human rights violations or war crimes, suspension from service should be applied as a preventive measure, as required by article 164 of Act No. 836 of 2003.

21. The High Commissioner urges the Minister of the Interior and Justice and the Director-General of the National Penitentiary and Prison Institute (INPEC) to implement the recommendations put forward in the framework of the project of her Office in Colombia, to approve the programme of training for their officials that includes human rights, and to incorporate the international norms and principles pertaining to the rights of persons deprived of liberty in their regulations.

Economic and social policies

22. The High Commissioner urges Congress and the Government to apply coherent policies in the economic and social field in order to achieve the Millennium Development Goals, and in particular to reduce the inequity gap, to deal with extreme poverty and to guarantee the rights to health, education, employment and housing effectively.

Promoting a human rights culture

23. The High Commissioner invites Congress and the Ministers of Education and Finance to ensure the necessary resources to implement the national plan for education in human rights. She also urges the Ombudsman to continue supporting this plan, and to develop the task of ensuring the promotion, exercise and dissemination of human rights throughout the country.

24. The High Commissioner encourages the Government to foster stable and permanent forums for dialogue with organizations of human rights defenders and other sectors of civil society, at both national and regional level, in order to achieve greater understanding and respect.

The Office's advisory and technical cooperation services

25. The High Commissioner urges the State to implement all her recommendations in a coordinated, consistent and effective manner, and encourages the Vice-President of the Republic to publish a timetable for the implementation of the recommendations, including actions and progress indicators, by May 2006, making use of the advisory services and technical cooperation of her Office in Colombia.

26. The High Commissioner invites the branches and organs of the State and civil society organizations to benefit fully from the technical cooperation and advisory services offered by her Office in Colombia. She also invites the international community to provide the necessary financial and technical support to enable State institutions, non-governmental organizations and her Office to contribute effectively to the implementation of her recommendations. She recommends that the present mandate of her Office in Colombia be extended sufficiently in advance of its expiry date in October 2006.

Annex II

ACTIVITIES OF THE OFFICE IN COLOMBIA OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS

1. The Office in Colombia of the United Nations High Commissioner for Human Rights, in fulfilment of its comprehensive mandate, carried out its duties of observation, advice, technical cooperation, promotion and dissemination, for which it received significant financial support from a number of countries in 2005.²⁵ The Office's headquarters are situated in Bogotá and its three regional sub-offices in Bucaramanga, Cali and Medellín.
2. Through analytical and systematic observation, the Office in Colombia contributes to the understanding and objective assessment of the country's situation as regards human rights and international humanitarian law. It uses that knowledge to cooperate and assist towards strengthening the capacity of the Colombian State and civil society to improve the protection and promotion of human rights, to reinforce the rule of law, to reduce impunity, to implement consistent public policies in the economic and social field, to promote a culture of human rights and to encourage a negotiated solution to the internal armed conflict.
3. The Office in Colombia maintains constant contact with State authorities, Colombian civil society organizations, international non-governmental organizations (NGOs), churches, the media and diplomatic representatives.
4. The United Nations High Commissioner for Human Rights visited Colombia in May. During her visit she held meetings with the President and senior government officials, Congress, the Constitutional Court, the Procurator-General, the Ombudsman, civil society organizations, the Church, the diplomatic corps and the United Nations system. She visited the southern zone of Bogotá and made a trip to Chocó, where she conferred with several local community authorities and representatives, NGOs and the Quibdó diocese.

Observation

5. The presence of the Office in Colombia favours constant, fluid contact with State institutions and civil society organizations at national and regional level. Its frequent and systematic observation missions in the field gather information and contribute to the important task of prevention and the protection of vulnerable populations, local human rights organizations, trade unionists and journalists, among others.
6. Through its field visits, communication with different sectors, complaints received and processed, and mission statistics and thematic and geographical reports, the Office is able analytically and systematically to monitor the situation of human rights and international humanitarian law in the country. Through a better understanding of the regions and their situation, patterns and tendencies can be identified and analysed in order to put forward recommendations for the Colombian State and demands for the illegal armed groups.
7. In 2005, the Office carried out around 300 observation missions, amounting to almost 660 days in the field. It received 2,403 complaints, which were recorded in the database.

Among these, 1,789 complaints about violations of human rights and/or breaches of international humanitarian law were selected for action and follow-up. The Office recorded more complaints than in 2004.

Advisory services

8. The Office in Colombia stepped up its advisory work in support of public policies, essentially on legal issues and international commitments. It therefore continued its dialogue with the authorities, particularly with the Vice-President's Office, ministries, Congress, the judiciary and control bodies. Particular attention was paid to the legislative agenda of Congress, as well as to State policies, programmes and mechanisms related to human rights and international humanitarian law. The Office provided advice to several State institutions and civil society organizations on the application and interpretation of international instruments related to those areas.

9. Analytical documents were prepared to evaluate government policies and programmes, to guide their formulation so that it is compatible with international principles, and to encourage the adoption of appropriate measures. The main issues addressed in this advisory work are the rule of law, the administration of justice and the fight against impunity, women's rights, the situation of children, and economic, social and cultural rights. Particular emphasis was placed on the basic principles of truth, justice, and reparation applicable in a context of transitional justice. Several advisory documents were issued during the discussion and drafting of the so-called Justice and Peace Act.

10. Through regular participation in seminars, workshops and discussion and analysis activities, the Office in Colombia was able to promote knowledge of basic human rights concepts, international jurisprudence and the recommendations of international bodies, especially those made by the High Commissioner.

11. Through workshops the Office in Colombia internally strengthened the inclusion of a gender perspective in its observation and analysis of the human rights situation. With support from the United Nations Development Fund for Women (UNIFEM), the Office reviewed its technical cooperation projects in order better to integrate the gender perspective.

12. The Office in Colombia, contributed with its Geneva headquarters to the preparation of reports and analyses on legislation pertaining to abortion and the implementation of resolution 48/3 of the Commission on the Status of Women on the release of women and children taken hostage. It also produced documents to provide thematic and legal support for the institutional capacity of the Office of the High Commissioner on issues concerning the rule of law, peace and security, transitional justice, non-discrimination, women and gender.

Cooperation and technical assistance

13. The cooperation and technical assistance provided by the Office in Colombia focuses on supporting the action taken by Colombia's State institutions to implement the High Commissioner's recommendations.

14. In November 2005, the Defence Minister and the Director of the Office in Colombia signed a cooperation agreement to produce an analytical and independent assessment of the progress achieved and difficulties encountered with the inclusion of human rights and international humanitarian law in the training of security forces.

15. During the year, both in State institutions and in civil society organizations, a series of training projects and activities were organized to improve knowledge of the main concepts and instruments of human rights and international humanitarian law. Institution-building programmes were continued to make the State's response in terms of promotion and prevention in the area of human rights and international humanitarian law more effective.

A. National plan of action on human rights

16. The Office in Colombia attended joint work meetings with the Presidential Programme for human rights and representatives of the Alliance of Social and Related Organizations (Alianza de Organizaciones Sociales y Afines), the Colombia-Europe-United States Coordination and the Colombian Platform for Human Rights, Democracy and Development in order to achieve progress and consensus on the national plan of action. The meetings considered the main themes that the plan would address and the assessment methodology required. The work was interrupted in May and resumed in November with greater participation by civil society organizations. During the year, the Office in Colombia used its good offices to help overcome several difficulties that emerged in the discussions between the Government and human rights organizations.

B. National plan of action on human rights in the educational system

17. With the technical advice of the Office in Colombia, the technical committee composed of the Ministry of Education, the Office of the Ombudsman and the Presidential Programme for human rights succeeded in drafting a national plan. The plan contains the specific purposes, objectives, operating strategies, indicators and goals relating to the inclusion of human rights in educational curricula. The plan now needs to be officially adopted by the Ministry of Education and agreements arrived at among institutions to make it politically, technically and financially viable.

C. Institution-building

1. The Office of the Attorney-General²⁶

18. A project was launched in 2005 with four components: (a) the National Unit for Human Rights and International Humanitarian Law and the special sub-unit on links between public officials and illegal armed groups; (b) the protection programme for victims and witnesses; (c) the career system for prosecutors; and (d) the School of Criminal Investigation and Forensic Science. The development of this project was affected at the time of the Attorney-General's replacement in August.

19. **The National Unit for Human Rights and the special sub-unit.** In June 2005 the assessment prepared by the Office in Colombia and the Office of the Vice-President's

programme to combat impunity was handed to those in charge of the National Unit. Meetings are currently being held to discuss the assessment. The Office in Colombia has given the special sub-unit advice on how to analyse cases of links between members of the security forces, civilian officials, private individuals and paramilitary groups. It has also given it advice on the nature, functions, competence criteria and resources needed for its operations.

20. **The protection programme for victims and witnesses.** The Office in Colombia provides advisory services to the programme for the implementation of the recommendations contained in the Office's 2001 diagnosis. A plan of action was agreed and is currently being implemented with the new management. An inter-institutional round table took place in the first half of 2005 in order to draft a bill giving the programme a permanent regulatory framework. This must be reviewed and internal rules of procedure developed in order to unify its implementation processes and procedures.

21. **The career system for prosecutors.** In 2005, pursuant to the Constitutional Court's ruling No. T-131, the Attorney-General must implement the whole career system by July 2006. The Office in Colombia is helping the National Commission on the Administration of the Career System for Prosecutors to develop a regulatory framework for the career system, its procedures and all the steps required for its implementation. The Office also takes part in an institutional round table on the development and review of the different profiles for each duty of the Attorney-General's Office, and in defining a system to assess performance. In October 2005, the National Commission on the Administration of the Career System for Prosecutors approved regulations for the system, and analysed the related budget forecasts and implementation timetable.

22. **The School of Criminal Investigation and Forensic Science.** The Office in Colombia advises the school on how to relate its training programmes to the career system. In that context, it recommended that the subjects of human rights and international humanitarian law be made an integral part of initial and further training courses. The project provides technical assistance for the consolidation of the network of instructors in human rights and international humanitarian law, consisting of prosecutors and investigators drawn from the institution. The Office in Colombia also provides advice on setting up a special training plan for the school's officials.

23. An intensive training course was held for 38 prosecutors and officials in order to widen the network of instructors. It included issues of gender and equality, and focused on international instruments for the protection of women's rights. Training in international humanitarian law was given to court prosecutors and 84 prosecutors of the Human Rights Unit. An assessment was made of the impact of training in human rights and international humanitarian law, which showed that there was an imperative need for an institutional policy to encourage officials of the Attorney-General's Office to implement international instruments.

2. Inter-institutional project on the human rights situation of persons who have been deprived of their liberty²⁷

24. The Office in Colombia continues to work towards the strengthening of institutions in charge of drafting and implementing penitentiary policy and of the control bodies that monitor the situation and promote prisoners' rights, in conjunction with the National Penitentiary and

Prison Institute (INPEC), the Ministry of the Interior and Justice, the Office of the Ombudsman and the Office of the Procurator-General. Civil society organizations are also encouraged to participate in the search for alternative solutions to the critical situation of the prison system.

25. With respect to control bodies, the project focuses on strengthening the capacity of the Procurator-General's Office and of the Ombudsman's Office to respond effectively to the protection needs of individuals deprived of their liberty and to deal with widespread crisis situations. During the year, the action taken under the project and the main concerns regarding the rights of people deprived of their liberty were discussed in meetings that took place with the Vice-Minister of Justice and INPEC.

26. Academic Days on Prison in Colombia were organized in conjunction with the National University of Colombia in November 2005. The occasion brought together academics, students and public servants to discuss issues such as criminal policy, disciplinary control and the functioning and administration of justice.

27. **The National Penitentiary and Prison Institute (INPEC) and the National Penitentiary School (EPN).** In 2005, the Office in Colombia visited seven pilot prison centres²⁸ to assess progress on the implementation of its recommendations. INPEC's commitment to implement the general and specific recommendations has not been followed up by appropriate measures and programmes. The Office made observations and recommendations on inspection procedures and building projects for the new prison and penitentiary centres. It also prepared a document on the importance of the High Council on Criminal and Penitentiary Policy for achieving a comprehensive policy, based on guaranteeing rights. Those documents have strengthened the control bodies' power to intervene in relation to the Ministry of the Interior and Justice and INPEC and to influence the latter's priority agendas.

28. In 2004, the Office in Colombia submitted an educational programme to the National Penitentiary School (EPN) aimed at incorporating the human rights perspective. Although the Office promoted it throughout 2005 among the highest authorities of INPEC and of the Ministry of the Interior and Justice, the programme still has not been officially recognized. In conjunction with EPN personnel and INPEC, some 270 prison staff have been trained in human rights. It is worth noting that a network of 18 instructors trained by the project was set up at the Institute. The instructors attended the same human rights courses as the six regional divisions of INPEC. The aim is to leave the Institute with sufficient capacity when the project is finished.

29. **Office of the Ombudsman.** A document was prepared on institutional policy on prison establishments as well as technical guidelines for following-up the State's observance of international obligations in this respect. It is hoped that the two contributions will facilitate institutional management based on planning and on the identification of priorities and allow the assessment of the way Colombian prisons operate. Also worth noting is the development of a scheme for monitoring human rights committees, providing the Ombudsman's Office with a tool for assessing their performance and management, and introducing institutional measures to strengthen them.

30. **The Office of the Procurator-General.** The Procurator-General approved the document on Preventive Policy of the Procurator-General's Office concerning the Rights of Persons

Deprived of Their Liberty. This document was produced as a result of a nationwide survey of the institution's officials, with the Office in Colombia's advice. It serves as a tool for guiding institutional action in the area of prisons.

31. A general framework for preventive control procedures relating to the rights of persons deprived of their liberty was prepared with the help of the prison affairs group of the Procurator-General's Office. Technical advice was also provided on public announcements of alerts and the legal concepts prepared by the Procurator-General when defending the rights of prisoners. Altogether 39 visits were made to prisons and police stations and training was provided for staff of the Procurator-General's Office.

D. Training in human rights and international humanitarian law

32. During 2005, the Office in Colombia continued to encourage the institutionalization of training in human rights and international humanitarian law in State institutions and in other sectors. Training is an essential element of the Office's capacity-building strategy in this field.

33. The human rights training programme for **municipal ombudsmen**²⁹ ended in January 2005, after benefiting 90 per cent of the country's 1,098 ombudsmen. An external evaluation of the programme concluded that the strategies used had been adequate. In resolution No. 287 of 2005 the Procurator-General officially set up a subcommittee in charge of following up the programme, to which the Office of the Ombudsman also belongs. The further training of ombudsmen has been taken over by the Institute for Studies of the Public Affairs Ministry. During the year, 12 workshops were held, in which about 300 ombudsmen took part. The assessment of the workshops was positive.

34. In 2004, the Office in Colombia and the **Office of the Ombudsman** put together a Manual for classification of conducts that violate human rights and humanitarian law. The Office of the Ombudsman adopted the manual for the purpose of dealing with and processing complaints.³⁰ The resolution also orders the manual's dissemination throughout the Office of the Ombudsman, and promotes its use among other State institutions and NGOs. The Office in Colombia and the Office of the Ombudsman conducted an initial training programme on the use of the manual, which was attended by more than 100 officials, university professors and consultants.

35. Workshops were held with the **Procurator-General's Office** on the use of the Practical guide for evidence in disciplinary investigations regarding violations of human rights and breaches of international humanitarian law.³¹ Some 150 officials took part in these training sessions, including regional, provincial and judicial procurators, ombudsmen and special investigators.

36. Training courses in human rights and international humanitarian law were also conducted with the Colombian Family Welfare Institute, the School for Judges and Procurators of Medellín, the Vicarage of San Vicente del Caguán, and college teachers of the archdiocese of Cali. About 500 people attended the courses.

37. The Office has trained 90 members of the coordinating committees of the **Development and Peace Programmes** of Oriente Antioqueño, Meta and Montes de María in the basic

concepts of human rights and international humanitarian law. These activities were carried out in conjunction with the “Networks” programme of the United Nations Development Programme (UNDP).

38. Six projects to promote human rights locally in several regions of the country took place within the programme **Assisting Communities Together (ACT)**. At the end of 2005, a new series of ACT projects was launched, to be implemented with the help of UNDP.

E. Activities with the United Nations system

39. In the context of “Action 2”, the inter-agency plan of action for the integration of the human rights dimension, the UN Country Team implemented the workplan proposed by the technical team³² and coordinated by the Office in Colombia.

40. Six basic courses in human rights and international humanitarian law were given for employees of the system in several parts of the country. Members of the technical team also designed and conducted two specialized courses on the human rights based approach to development, taking into consideration the gender dimension. More than 200 employees - managers and coordinators of programmes and projects of the system’s agencies - attended these courses. The Office also offered an advanced course for agency chiefs, deputies and focal points on the integration of the human rights dimension in the elaboration of the CCA/UNDAF (Common Country Assessment/United Nations Development Assistance Framework).

41. With regard to gender, the Office took part in inter-agency meetings of the Round Table on Gender and the network against sexual harassment and violence. It is worth noting the activities organized to promote the inclusion of the gender perspective in public policies aimed at meeting the Millennium Goals. The Office also worked on preparing a guide on how to incorporate that perspective in inter-agency missions and projects of the United Nations system.

Information, promotion and dissemination

42. In 2005, the Office in Colombia issued 55 press releases, presented 19 lectures and organized 8 press conferences. It granted more than 30 interviews to national and international media on the High Commissioner’s recommendations and human rights in the country. There were a total of 1,300 mentions to the Office in the media and the website was visited some 250,000 times.

43. A press conference was held during the visit to Colombia of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances. Field missions were organized with a United Nations press group to supply information on the Office’s work and the country’s situation.

44. The Office’s publications include 10,000 copies in Spanish and 1,000 in English of the High Commissioner’s Recommendations for Colombia; 2,500 copies of the High Commissioner’s annual report on the human rights situation in Colombia in 2004; 10,000 handbooks on the Universal Declaration of Human Rights adapted for children; and 20,000 copies of a new pamphlet introducing the Office. Ten thousand copies of the 2005 calendar were also printed and distributed, as well as more than 77,000 copies of publications, including books, articles, recommendations, reports and press releases.

45. In order to make children acquainted with the Universal Declaration of Human Rights, drawing workshops were organized in different parts of the country for which Prismacolor donated more than 52,000 pencils.

46. A book of photographs, Colombia: Images and Realities, based on a 2003 photography competition on human rights, was published in two languages, Spanish and English. A photographic exhibition of those pictures was opened in Bucaramanga, in cooperation with the local Chamber of Commerce. A free concert was given in Bogotá with the singer Ilona to celebrate International Human Rights Day and another with local artists in Medellín.

47. The Office contributed to the preparation of the monthly bulletin, *Red de Gestores Sociales* (Social Action Network), published by the Office of the First Lady to disseminate human rights among the country's civil servants.

Annex III

REPRESENTATIVE CASES OF VIOLATIONS OF HUMAN RIGHTS AND BREACHES OF INTERNATIONAL HUMANITARIAN LAW

I. HUMAN RIGHTS

Civil and political rights

A. Right to life

1. In 2005, a series of extrajudicial executions took place, which were directly attributed to members of the security forces. Members of the army were blamed for executions of civilians, who were portrayed as guerrilla fighters killed in combat. Several cases were attributed to the army's fourth brigade (Antioquia). They included the collective execution of three peasants in May in Dabeiba (Antioquia), which was attributed to members of the Pedro Justo Berrío infantry battalion of that brigade, as well as the killing of three youths in Caldas (Antioquia) in November, attributed to the brigade's Unified Action Group for Personal Liberty (GAULA).
2. In several executions attributed to members of the brigade, the crime scene was reportedly arranged to simulate combat, for instance by dressing up the victims in military clothing and giving them weapons. That was the case for several executions that took place in Medellín and its metropolitan area, as in the rural areas of several municipalities of Antioquia. One case was the execution of a person in March attributed to the Pedro Justo Berrío Battalion, on the road between Medellín and Bello. The extrajudicial execution of two young people, one of whom was mentally disabled, in Quibdo (Chocó) in February was attributed to members of the Manosalva Flores Battalion. The Office also recorded the extrajudicial execution in the rural area of Urrao (Antioquia) in March of a woman and her 14-year-old son, which was attributed to members of the Cacique Nutibara Battalion. The military reported the event as "guerrillas killed in combat".
3. Similar situations occurred in other parts of the country, such as the extrajudicial execution in March of two men, reported as guerrillas killed in combat, attributed to the El Carmen de Bolívar Marine Corps (Bolívar). In May, the detention and subsequent execution of three people in Almaguer (Cauca) was attributed to personnel of the Alta Montaña Fourth Battalion. The victims were portrayed as guerrillas killed in combat. The same month, two people were reportedly executed by troops of the Ricaurte Battalion of the fifth army brigade in La Esperanza (North of Santander). The victims were presented as members of the AUC killed in combat. The Alta Montaña Battalion based in Sumapaz (Bogotá) was accused of the execution of three young peasants, sons of UP (Patriotic Union) militants, described as guerrillas killed in combat. Four civilians presented by the authorities as suspected paramilitaries were reported killed in Monterrey (Casanare). Several of these victims, including an elderly person, were relatives of a paramilitary commander. Likewise, two displaced people were executed in the municipality of El Castillo (Meta). According to witnesses, the peasants had just gone through a military roadblock. Members of the twenty-first Vargas Battalion allegedly dressed them up in camouflage clothes and presented them as guerrillas killed in combat.

4. Other extrajudicial executions involved members of the indigenous communities. They included that of a Kankuamo indigenous person and of a pregnant Wiwa indigenous girl, which took place on 9 February in the rural area of Atanquez (Cesar) and was attributed to members of the tenth army brigade. The Kankuamo people has been granted provisional measures by the Inter-American Court of Human Rights and the Wiwa people precautionary measures by the Inter-American Commission on Human Rights. The execution of an indigenous person in the Pueblo Viejo reservation of Ricaurte (Nariño) was attributed to a soldier of the Cabal Motorized Infantry Battalion.

5. The Office also received complaints of extrajudicial executions in the course of social cleansing operations attributed to members of the security forces. In the metropolitan area of Medellín, six cases showed a similar pattern. One example was the extrajudicial execution in June of a person taking drugs, attributed to members of the Special Urban Forces Group (Agrupación de Fuerzas Especiales Urbanas, or AFEUR). Another example was recorded in April in the municipality of Caldas (Antioquia), attributed to the rural GAULA of the fourth brigade. Members of the fourth army brigade were also accused of the extrajudicial execution of two young people in Quibdo (Chocó) in February. The victims, one of whom was disabled and the other displaced, were found in the municipal rubbish dump.

6. Cases of coordinated action were reported, in which paramilitary groups were said to have handed over victims to army personnel, who then allegedly killed them and reported their deaths as having occurred in combat. There was also the case in August of a street vendor who had been taken from his house in Medellín's Commune 13 (Antioquia), presumably by a paramilitary. Hours later, members of the Urban Anti-Terrorist Platoon (Pelotón Antiterrorista Urbano) of the army's fourth brigade reported he had been killed in combat. In March, again in Medellín's Commune 13, men dressed in civilian clothes reportedly took a young man out of his house; hours later, a patrol of the same brigade reported that he had been killed in combat.

7. An extrajudicial execution attributed to members of the Bloque Central Bolívar-Libertadores del Sur was said to have taken place in Los Andes (Nariño) with the acquiescence of members of the National Police in February. The victim was allegedly tortured before being executed. Also in Nariño, in the municipality of Sotomayor, the AUC's Bloque Libertadores del Sur allegedly executed a person in February with the acquiescence of members of the National Police.

8. In Sonsón (Antioquia), members of the AUC reportedly apprehended a person in a very busy street in town and passing by a police checkpoint only some 10 meters away from the police station, they allegedly led him out of town and executed him. The victim was helping the Attorney-General's Sectional Office of Sonsón to elucidate two murders, committed by members of the AUC, which he had allegedly witnessed. Even though the victim had been threatened and had requested protection, he was executed without having been granted protection.

9. Members of the National Police reportedly executed a person in Florida (Valle) in February. A witness to the killing was allegedly threatened by the same police officers and members of a paramilitary group.

10. In April, in San Pablo (Bolívar), a shopkeeper was reportedly executed by presumed members of the Central Bolívar Unit a few metres away from the police station, without any attempt having been made to prevent the execution or capture its perpetrators. The event led to protests by the inhabitants of the municipality in April, who complained of ties between the local police and members of the AUC's Central Bolívar Unit.

11. Several people reportedly received death threats, in particular human rights defenders. These included complaints of death threats against the president of the José Alvear Restrepo Lawyers' Association and her family. The victim is covered by the Interior Ministry's protection programme, while the Lawyers' Association comes under the precautionary measures of the Inter-American Commission on Human Rights. Likewise, the Regional Ombudsman of Valle del Cauca reportedly received death threats, which were also directed against a congressman, trade unionists and human rights defenders.

12. Reports were received of several attacks against political leaders. The situation deteriorated in the last months of the year, which coincided with the beginning of the electoral campaign. One attack took place in Bogotá in October against congressman Germán Vargas Lleras of the Radical Change Party (Partido Cambio Radical). There was also a case of housebreaking and intimidation against a human rights defender and candidate to the Chamber of Representatives of the Social and Political Front (Frente Social y Político) party.

B. Right to personal integrity

13. The Office in Colombia followed up reports of violations of the right to personal integrity resulting from acts of torture and cruel, inhuman or degrading treatment or due to the excessive use of force by members of the security forces.

14. A labour leader was reportedly tortured after being detained by unidentified persons in the town of Pasto (Nariño). It was said that the victim was tortured, interrogated and threatened after giving a speech at the May Day march, and that members of the police were allegedly involved. A complaint was also filed against agents of the Judicial Investigation and Intelligence Service (SIJIN) in Nariño for arbitrary detention, torture and death threats against a trade unionist in April in Pasto, who was accused of assisting the guerrillas.

15. The extrajudicial executions of several victims were reportedly preceded by torture and ill-treatment. For example, in San Luis, Oriente Antioqueño, the body of a peasant, victim of an execution attributed to army personnel, showed several marks on the head, chin, lips and right temple of cuts made with a short, sharp object. In another case in May, in the municipality of San Francisco (Antioquia), members of the "Batalla de Barbula" third battalion of the fourteenth army brigade allegedly shot a peasant in the right leg and let him bleed to death, having denied him medical assistance for eight hours.

16. Persons detained in jails or police stations also reported having been subjected to torture or cruel, inhuman and degrading treatment by State agents, in particular by members of the National Police, the SIJIN and INPEC. Reports included the case in January of a prisoner, who was tortured with a plastic bag over his head and brutally beaten when he was recaptured by

INPEC staff after escaping from the Ibagué (Tolima) prison of “Picaleña”. Several complaints were received of acts of torture perpetrated by members of the National Police on a person held at the police station of Junín in Cali (Valle) in September. The detained person was allegedly beaten and subjected to electrical shocks and death threats. The Office was also informed that 25 pregnant women prisoners at the women’s prison of Bucaramanga (Santander) had not received medical attention during their pregnancy.

17. The Office received reports of the use of excessive force by members of the security forces, especially the Mobile Anti-riot Squadron (Escuadrón Móvil Antidisturbios or ESMAD). During the peaceful May Day march in the town of Pasto (Nariño), several people were allegedly beaten with sticks and a student was said to have had his leg broken by the impact of a gas grenade. The same day in Bogotá, a child died after having reportedly been beaten by ESMAD members. In September, a student died during the quashing of a public demonstration against the Free Trade Agreement (FTA) that took place in the University of del Valle in September. Several students were reportedly injured after being beaten by ESMAD agents who entered the university campus. According to another report, ESMAD agents violently suppressed a peaceful demonstration by Pasto indigenous people against the mayor of Córdoba (Nariño) in April. In the course of those events, several demonstration leaders were allegedly beaten by men of the security forces.

18. The Office also received complaints about acts of torture, ill-treatment and sexual violence allegedly perpetrated against women by State agents. A woman was reportedly raped by a soldier of the second group of the Batalla de Boyacá armoured vehicles battalion, based in Pasto (Nariño), who was said to have used his military uniform and authority to arbitrarily raid the victim’s home without showing a warrant. After these events took place in August, the soldier was arrested and handed over to an ordinary court.

19. A young indigenous girl was allegedly raped by a member of the third artillery battalion in Purace (Cauca) in August. Another case of rape was reported in February, involving an Arhuaca woman and was attributed to army personnel based in Magdalena. In May, a woman was detained in Saravena (Arauca) and taken to the Reveiz Pizarro Battalion, where she was subjected to sexual violence. The rapes of two women in El Zulia (North of Santander), reported in February, were also attributed to members of the army. The Office was informed that the indigenous governor of the Junta community in Dagua (Valle) was beaten, insulted and threatened by a member of the army when she asked to see an arrest warrant. The event, which took place in Dagua in May, was attributed to members of the Pichincha Battalion of the third army brigade. Also in May, members of the army allegedly aggressed a displaced widow when she asked to see an arrest warrant during her detention in Dagua.

20. Lesbians, gays, bisexuals and transgenders have also allegedly been the victims of ill-treatment attributed to State agents. There is a report that police officers, in October, forced the legal representative of the “Casa de Eventos Mango” establishment in Barranquilla (Atlántico) to undress and insulted him.

C. Right to liberty and security of person

21. The Office in Colombia received a number of complaints of enforced disappearance of people in various parts of the country allegedly involving public servants. One example was the case in January of the disappearance of a peasant in Puerto Caicedo (Putumayo) reported to have been arbitrarily detained by members of the army. Since his arrest there has been no information on his whereabouts, though the army apparently reported him killed in combat.

22. There were also reports of the enforced disappearance of two peasants in the rural area of Puerto Guzmán, where members of the thirteenth mobile brigade are conducting military operations. Two other peasants were reported missing in March in Puerto Lleras (Meta). These actions are attributed to members of the Centauros unit of the AUC, who maintain a permanent presence there, and occurred despite the fact that the Inter-institutional Early Warning Committee (Comité Interinstitucional de Alerta Temprana - CIAT) had issued an early warning and recommended bringing more security forces into the area.

23. Reports were also received of the disappearance of a person in June in Quibdo (Chocó), attributed to members of the Manosalva battalion. In 2005, clandestine mass and individual graves were found, including some in San Onofre (Sucre). Exhumations began in February, thanks to information provided by the community. The first remains were found in the village of Pajonal in March. The exhumations are being carried out by CTI personnel from Barranquilla, Cartagena, Bogotá, Pereira and Manizales, and an interdisciplinary team of dentists, forensic doctors, anthropologists and photographers. Most of the bodies were found at the El Palmar farm. A significant number of corpses were found in graves containing one or two dismembered bodies buried less than a metre below ground. A number of bodies showed signs of torture. Among these were recent victims who seemed to have been killed less than a year ago. This demonstrates the persistence of this practice, which is generally underreported.

24. The Office continued to receive reports of mass detentions, with or without a warrant, by members of the security forces, the DAS and judicial employees, mainly from the Office of the Attorney-General. There were doubts concerning the lack of thorough investigation in most of these cases, which were said to be based solely or mainly on intelligence reports, information from demobilized former members of illegal armed groups, or mere suspicions.

25. Examples include allegations of house searches and mass detentions carried out in May by the prosecutor with the Special Anti-terrorist Command (CEAT) against 13 students from the University of Antioquia, in Medellín. A number of irregularities were apparently committed in the course of these events, notably violations of the presumption of innocence and of due process for children: three of the detainees were under 18 but were allegedly treated as adults. The Office also received allegations regarding the mass detention of 29 people in August by members of the Attorney-General's Office and the DAS in Argelia, Marinilla, Santuario and Medellín (Antioquia). Apparently, the detentions were made without individual warrants. There were also reports of a mass detention of 16 people in July in a joint operation by the Attorney-General's Office, the DAS and the CTI in Uribe (Meta), based on thin statements by demobilized persons.

26. Another allegation involved the mass detention of more than 30 people in February, in Labranzagrando (Boyacá), without arrest warrants. These were allegedly issued after the event. According to information received, the intelligence report that led to the detention was based on the testimony of eight allegedly demobilized persons, and was not cross-checked or compared with other evidence.

27. The Office also received information on the detention of five people in August, on the basis of conjecture and suspicion derived from intelligence reports and uncorroborated testimony from demobilized persons in Cartagena del Chairá (Caquetá). A few days later, the prosecutor decided not to issue a detention order, upon finding that the detentions were not duly substantiated. Other allegations involved the mass detention, in April, of 27 people in the municipalities of Barbacoas, Mallama and Ricaurte (Nariño), 20 of whom were then apparently released because the evidence against them was so flimsy. In May, six people were reported arrested in San Calixto (Norte de Santander). Even though an arrest warrant had been issued, the prosecutor did not order their detention for lack of consistent evidence. In April, six villages from Anzoátegui (Tolima) were detained. They were released 15 days later, apparently due to inconsistencies in the assessment of the evidence. Similarly, the Office was informed of irregularities by members of Sumapaz battalion No. 39 in the course of several detentions, covered up by the Attorney-General's Office in Fusagasugá. In one case, two people were detained in San Juan de Sumapaz in November and taken to battalion No. 39, where they were allegedly interrogated without attorneys. Fifteen days later they were handed over to the Attorney-General's Office. The municipal criminal court accepted a motion for habeas corpus on behalf of the detainees, who were released on 1 December. That same day they were detained again by Guala agents for illegally carrying arms and involvement in an assault that day.

28. Human rights defenders were also the victims of illegal detentions: Joel Sierra, a member of the Human Rights Committee, for example, was arrested in March in Saravena (Arauca). He was allegedly detained for several hours and transferred to the Revéiz Pizarro military unit in Saravena, without an arrest warrant.

D. Right to due process

29. The Office continues to receive allegations of violations of due process in the form of attacks on judicial independence, improper exercise of jurisdiction by military criminal tribunals, irregularities in the handling of evidence and violation of the presumption of innocence.

30. The Office has noted a pattern of allegations regarding the systematic takeover by military criminal tribunals of investigations of human rights violations or breaches of international humanitarian law attributed to members of the security forces, particularly the army.

31. In a number of the cases of extrajudicial execution referred to in the section on the right to life, the prosecutors refrained from claiming jurisdiction. In others, the prosecutors themselves referred the investigations to the military courts' jurisdiction. In certain cases, however, prosecutors' efforts made it possible to keep investigations within the ordinary justice system. Cases of both types were reported in Antioquia and Chocó. In addition, when

prosecutors were able to gather evidence at the scene of the events, especially in urban areas, the cases were not referred to the military criminal courts but remained within the ordinary justice system. Examples include investigations of executions attributed to members of the military in Santa Rosa de Osos, and in the Manrique neighbourhood of Medellín (Antioquia).

32. Reports were received of manipulation of evidence at the crime scene, particularly in extrajudicial executions attributed to members of the army. This pattern was reflected in most of the allegations regarding executions attributed to army personnel, the victims of which had apparently been described as killed in combat.

33. There were allegations of obstruction of the work of the justice system through attacks and threats against witnesses and judicial employees. Two attacks were reported against the commissions of inquiry investigating the massacre of eight people on 21 February in San José de Apartadó (Antioquia). Threats were also reported against prosecutors investigating paramilitaries in La Hormiga (Putumayo), and one of them was executed.

34. There were reports of individuals being portrayed in the media as members of guerrilla groups, in violation of the presumption of innocence. One example is the mass detention of 16 people in Uribe (Meta) who were photographed and presented to the media as alleged guerrilla members, yet most of them were released a few weeks later.

35. The impunity surrounding most of the cases affecting the community of San José de Apartadó, as well as the authorities' stigmatization of a number of its members, have aggravated their vulnerability. In 2005, there was a report of a massacre in February of eight members of the community, four of them children, in the villages of Mulatos Medio and La Resbalosa, and of the death of another in November. The judicial authorities are investigating these incidents, which some members of the community attribute to counter-guerrilla battalion No. 33 of the 17th brigade. However, the security forces attribute them to FARC-EP guerrillas.

E. Right to freedom of movement and residence

36. Violations of the right to freedom of movement and residence observed by the Office consisted mainly in unlawful impediments to movement and free transit, as well as forced displacements in various parts of the country. A number of such cases, related to the armed conflict, are described in the section on breaches of international humanitarian law.

37. There were reports of irregular control of the population by means of arbitrary restrictions at checkpoints. In May, the Office in Colombia witnessed displays of disrespect towards the civilian population at various army and Marine Corps checkpoints in Caquetá, along the Caguán river. This was especially the case at river checkpoints on entering and leaving (La Hacienda checkpoint) Cartagena del Chairá and at the Peñas Coloradas checkpoint. The lack of uniform criteria apparently allowed the arbitrary imposition of restrictions on the movement of persons and basic commodities.

F. Right to privacy and inviolability of the home

38. The right to privacy and inviolability of the home was infringed by searches and raids, which were arbitrary or lacked a legal basis.

39. The Office received complaints of arbitrary house searches in joint operations by members of the military forces, the Attorney-General's Office, the CTI and the DAS. A number of people were reported detained in Fortul (Arauca) in April, and were said to have been photographed and verbally abused before being released. Also in April, soldiers from the Cabal Motorized Battalion were reported to have forced their way into several homes in the neighbourhood of Carrizales, in the urban district of Ricaurte (Nariño), firing in the air, kicking doors, upsetting the furniture, going through personal papers and insulting residents. They allegedly did not produce a legal search warrant.

G. Right to freedom of opinion and expression

40. There were reports of violations of the right to freedom of opinion, expression and information through killings, threats and arbitrary detentions of journalists and media contributors. The Foundation for Press Freedom (FLIP) recorded an increase in the number of threats, which rose from 34 in 2004 to 60 in 2005.

41. The Office received information concerning threats against a number of Bogotá journalists well known for providing news and comment viewed as independent and even critical of the Government.

42. Examples include the cases of journalists Daniel Coronell, Holman Morris and Carlos Lozano, who were sent funeral wreaths and threats in May. Coronell, director of the Noticiero Uno news broadcast and a columnist with *Semana* magazine, was forced to leave the country after revealing that a politician was behind the death threats against him and his family. The Office was told of the attempted murder of a Reuters correspondent, which was made to look like attempted robbery. It also recorded the deaths of two journalists in the departments of Bolívar and Norte de Santander.

43. Five journalists went into exile in 2005 on account of their work as compared with three in 2004.

44. Reports were received of the arbitrary detention, by members of the National Police, of a press photographer from the newspaper (Nariño), *Diario del Sur* who was taking pictures in the Plaza del Carnaval. The policemen, thinking they were being photographed, allegedly took him to a police station and exposed his film. There were also complaints of pressure being put on journalists in Cúcuta (Norte de Santander) and in the departments of Arauca and Caquetá. Such actions impair the right to provide free and independent information and encourage the self-censorship already practised by a number of media professionals.

II. INTERNATIONAL HUMANITARIAN LAW

A. Murders and threats targeting protected persons

45. Murders of protected persons continued to be carried out on a systematic basis by illegal armed groups. Also, there were reports of murders of protected persons by members of the security forces. In other cases, deaths attributed to public officials involved breaches of the humanitarian principle of distinction.

46. The Office also received reports of various massacres attributed to the FARC-EP, such as one that took place in Río Negua (Chocó) in August, when four miners died. A massacre of eight people in Riohacha (Guajira) in July was also attributed to this group. A number of other massacres were reported in Antioquia, including those of 3 peasants in Anorí, 5 woodcutters in Mutatá, and 14 coca field workers in Valdivia.

47. The Office continued to receive reports of massacres attributed to paramilitary groups, such as one in March in Barrancabermeja (Santander), in which four members of the same family were killed. Three other people were killed in July in the municipality of Aguachica (Cesar).

48. There were reports of selective murders attributed to guerrilla groups. The FARC-EP murdered a local councillor and former mayor in Hobo (Huila) in April. Reports also came in of the murders of a Paez leader in January, a member of the *cabildo* (indigenous council) of La Cilia (Cauca) and a peasant leader from southern Bolívar, in Morales. These actions were also attributed to the FARC-EP. In March, three murders resulted in the displacement of 20 families from Salitral in the rural part of Ovejas (Sucre). The FARC-EP were blamed for the death of a politician in the department of Huila, in December, whose family they had taken hostage in 2001. The sons were released in 2004 after paying a ransom, but the wife is still in captivity.

49. The Office received a number of complaints against paramilitary groups with respect to murders of protected persons, such as the one occurred in January of the Municipal Secretary of Government of Tame, who was advocating the demobilization of paramilitary groups. The AUC were blamed for the murder of the prosecutor in La Hormiga and the commander of the National Police (Fifth District) in La Hormiga (Putumayo) in April. Reports were also received concerning the murder of the president of the Merchants' Association of the municipality of San Miguel (Putumayo), who was leading a civil resistance campaign against the paramilitaries.

50. During 2005, selective murders targeting local authorities intensified. In April, two members of Congress were murdered: Orlando Benítez Palencia in Córdoba and José Oscar González Grisales in Manizales (Caldas). Both crimes were attributed to paramilitary groups. For their part, the FARC-EP were blamed for a massacre on 24 May during an attack on the municipal council of Puerto Rico (Caquetá), where four councillors, the council secretary and a passer-by were killed. The group was also alleged to be responsible for the deaths of other councillors in Puerto Rico, San Vicente del Caguán and El Paujil (Caquetá). A similar attack against councillors in Campoalegre (Huila) cost the lives of four civilians and another six, including two councillors were injured.

51. Reports continued to be received of murders of members and leaders of indigenous communities. The FARC-EP were blamed for the murder of an Awá indigenous leader who had been taken hostage, despite the issue of a press release by the Office in Colombia urging his captors to release him and spare his life.

52. The Afro-Colombian population continued to be the target of individual and mass murders. The murder of an Afro-Colombian leader on the Barbacoas (Nariño) community council was attributed to paramilitaries; it also resulted in the displacement of almost 400 persons. Two further massacres were reported in Buenaventura (Valle), one in April, the other in July, in which a total of 18 young Afro-Colombians lost their lives; these were attributed to demobilized members of the Calima unit of the AUC.

53. In October, two members of the network of informers received threats and were the victims of an attack attributed to the FARC-EP. This happened in Buenaventura and the victims were obliged to leave the area.

54. The Office was told of the deaths of journalists Rafael Prim, in Magangué (Bolívar), and Julio Hernando Palacios Sánchez. Both murders were attributed to paramilitary groups.

55. Reports were received of threats against a lesbian couple by members of the AUC in the department of Tolima in May; the women had to move away.

B. Attacks on the civilian population and indiscriminate attacks

56. Illegal armed groups continued to commit attacks, including indiscriminate attacks, on the civilian population, in violation of the immunity of civilians and civilian property.

57. The Office received reports of several indiscriminate attacks attributed to the FARC-EP. On 14 April, guerrillas attacked the town of Toribío (Cauca). During the attack, gas cylinders were fired and the school was used as a base to attack the police. The attack left two children dead and five people severely injured, and totally or partially destroyed a number of homes. In a visit to the area, the Office noted that the Office of the Ombudsman had earlier warned of an imminent attack, but that the Inter-institutional Early Warning Committee (CIAT) had not taken action.

58. In July, the FARC-EP attacked the town of Caldonó (Cauca) with gas cylinders and other explosives, injuring three civilians and causing damage to property.

59. There were reports of a gas cylinder attack by the ELN in February on the civilian population of Cumbitara (Nariño), injuring three civilians, including a child.

60. In Cúcuta (Norte de Santander), in April, members of the “Motilón” task force allegedly fired indiscriminately at the civilian population at a night-time checkpoint, causing the deaths of four civilians and a soldier.

61. The Office also received information regarding indiscriminate attacks by army helicopters, including one on 22 February in the rural area of San José de Apartadó (Antioquia), close to the villages of Bellavista, Alto Bonito and Buenos Aires. More than 200 peasants living in the villages were endangered by the machine-gun attacks. Other complaints were received of indiscriminate machine-gun attacks in the rural area of Puerto Asís (Putumayo) in September, when a phantom aircraft of the Colombian Air Force allegedly shot indiscriminately at villagers in Camelias and Las Rosas prompting a number of displacements.

C. Acts of terrorism

62. Despite the prohibition on acts of terrorism under international humanitarian law, illegal armed groups continue to carry out such acts in order to intimidate the civilian population.

63. The Office noted several acts of terrorism attributed to the FARC-EP. In January, they were blamed for exploding two bombs in the centre of Gigante (Huila), badly injuring a child and causing damage to property. In February, they were accused of exploding a bomb at the Hotel Acapulco in Puerto Toledo (Meta), killing six people including a small child.

64. In May, the same group was held responsible for setting off a bomb strapped to a horse in the centre of Cumbitara (Nariño), which injured two civilians and damaged 25 houses. The attack was allegedly directed at the local police station, 30 metres from where the bomb exploded.

65. In June, the 27th front of the FARC-EP harassed the village of La Palestina, in the municipality of Vista Hermosa (Meta). The next morning, when the villagers met at a football field to assess the damage, the guerrillas detonated an explosive device, which led to the deaths of 3 civilians, including a child, and left 15 others injured, including 4 children.

66. Other breaches of this principle by the FARC-EP include causing an explosion during a student demonstration in Arauca, and setting off bombs, one placed in a metal pot during a circus show in Saravena and another strapped to a bicycle in the main square of Arauca. All of these occurred in the department of Arauca, and the bicycle bomb, attributed jointly to the FARC-EP and the ELN, left 4 people dead, including a pregnant woman, and 27 injured, including 4 children.

67. The Office in Colombia was also informed of a car bomb attack on RCN radio on Sunday, 20 February, in the city of Cali. The FARC-EP claimed responsibility for the explosion, which injured two people who worked at the radio station.

D. Torture and other attacks on personal dignity

68. The Office received reports of acts of torture by members of illegal armed groups; in some cases people were subsequently executed or died as a result of the torture. Members of the ELN allegedly tortured and killed an army corporal in July in Tame (Arauca). According to information received, the corporal was shot several times before he died, suffering bullet wounds from his fingers up to his head.

69. The Office also received allegations of torture and murders attributed to members of paramilitary groups, including one case of a peasant leader in Dabeiba (Antioquia), who in March was allegedly forced to get off a bus together with her 5-year-old child, and interrogated. Her body was found the following day, bearing signs of torture. The child was handed over to the church authorities in Dabeiba by persons unknown. There was also a report regarding the death in September of a trade union leader in Valledupar (Cesar); he was stabbed 47 times and his body showed signs that he had been tortured.

E. Taking of hostages

70. The practice of hostage-taking continues to be commonplace among illegal armed groups, especially guerrilla groups. In January, a journalist was taken hostage, allegedly by the FARC-EP, on the Dabeiba to Mutatá (Antioquia) road. In March, a group of armed men, who

identified themselves as members of the FARC-EP, went to two communities in Jiguamiandó (Chocó), and took five members of the Inter-Church Commission for Justice and Peace hostage. On 8 April they were released on the Murri river (Chocó).

71. Information was received in July regarding an unknown number of indigenous, Afro-Colombian and mestizo woodcutters who were allegedly taken hostage by the 57th front of the FARC-EP in Riosucio (Chocó). A few days later, 17 of them were released, but the fate of the remaining 5 remains unknown. The FARC-EP also took 22 people hostage in San José del Guaviare (Guaviare) in November; they subsequently released 14 of them, but 8 are still captives.

72. The Office received information on the deaths of hostages in captivity. One person allegedly taken hostage by the FARC-EP in July in Tierralta (Córdoba) was reported to have died in captivity in October. Also, in January, the 29th front of the FARC-EP notified authorities in the indigenous Awá reservation in the municipality of Ricaurte (Nariño), of the death of Efrén Pascal, the reservation Governor, who had been taken hostage in October 2004. The guerrilla group described the murder as a “regrettable error”. Likewise, Ancízar López López, former Governor of Quindío and a former Congressman, died in captivity in unclear circumstances, allegedly at the hands of the Cacique Calarcá front of the ELN, which described the death as an error due to the conflict.

73. In the department of Nariño, there were two cases involving human rights defenders in Pasto. In the first, a human rights defender and three other persons were allegedly taken hostage in February. In the other, in July, the victim was the son of a well-known human rights defender. In yet another case attributed to paramilitaries, a merchant and civic leader in La Dorada (Putumayo) was taken hostage, provoking protest action by the community. The leader of the protest was allegedly murdered by the same paramilitaries two weeks after the merchant was released.

74. The Office also received reports of hostage-taking followed by murder by demobilized members of paramilitary groups. The most relevant cases include that of a flower grower, attributed to demobilized members of the Héroes de Granada and Héroes de los Montes de María units, whose body was found in the municipality of El Retiro (Antioquia) in October. Similarly, demobilized members of the Calima unit took a number of adolescents hostage in Buenaventura (Valle), and killed them a few days later.

F. Forced displacement

75. All the groups involved in the hostilities are blamed for forced displacement as a result of combats, pressure and threats. The Office also received reports of displacement provoked by massacres, indiscriminate machine-gun attacks and aerial spraying of illegal crops.

76. The Office received reports of combats between guerrilla groups and the AUC in the rural area of Barbacoas (Nariño) and in the Alto del Telembí area, which caused some 60 Afro-Colombian families to move to the town of Barbacoas. There were also reports that 42 families moved to the municipality of San Pablo (Bolívar) in May, following combats between the FARC-EP and the AUC’s Central Bolívar unit.

77. Since February, some 2,000 people from six Afro-Colombian communities along the Bojayá river have been displaced, moving to Bellavista and Vigía del Fuerte because of the possibility of combats between paramilitaries and guerrillas, who have openly declared their intention to take possession of the Bojayá river basin (Chocó). According to information received by the Office, the ELN was responsible for the mass displacement of approximately 100 indigenous Wiwa in Dibulla (Guajira) in March.

78. In April, around 4,600 people were displaced from the municipality of Samaná (Caldas). The reasons were said to be pressure by the FARC-EP and spraying in the region. The FARC-EP were blamed for the mass displacement of more than 70 families from the municipality of Cocorná to the town of San Francisco (Antioquia). This displacement reportedly followed threats by members of the FARC-EP.

G. Children victims of the armed conflict

79. Children continue to be among those worst affected by the armed conflict, falling victim in particular to anti-personnel mines and unexploded munitions, recruitment, displacement, killings and sexual violence.

80. The Office received information that a 15-year-old girl and her 5-month-old baby were injured after stepping on an anti-personnel mine in the rural area of Tierradentro (Córdoba). The girl lost her right leg and the baby suffered shrapnel wounds to various parts of its body. Responsibility was attributed to the FARC-EP's 58th front.

81. The Office also received complaints that the armed groups continued to recruit children into their ranks. Despite the demobilization of the AUC, the Office was told of young people being recruited, allegedly by paramilitaries, in Comunas 8 and 13 of Medellín (Antioquia) in June and August. Similarly, in the neighbourhoods of Canta Claro, Rancho Grande and El Paraíso in Montería (Córdoba), the AUC allegedly recruited 30 youngsters for the department of Arauca. Reports were received indicating that at least four boys were allegedly recruited by members of the AUC in Arauca in April.

82. There were allegations that the FARC-EP recruited a 9-year-old indigenous Awá boy at the Pialapi reservation in the municipality of Ricaurte (Nariño). Reports were also received that a number of indigenous children were recruited by the FARC-EP in the department of Putumayo after the end of the armed strike in August. This situation allegedly forced the displacement of a number of families who feared further recruitments.

83. The Office was informed that a 10-year-old boy and his father were executed, allegedly by members of the 48th front of the FARC-EP, in Puerto Asís (Putumayo) in October. The boy is presumed to have been induced to provide information to the army, in violation of the principle of distinction that prohibits the involvement of children in military activities.

H. Women victims of the armed conflict

84. Women and girls were the victims of various forms of violence and their rights continued to be affected by the armed conflict. Sexual assaults and killings were the most common forms of violence against women noted by the Office during 2005, and the majority of those targeted were peasant, indigenous, Afro-Colombian and displaced women, who had returned to their places of origin or were living in blockaded communities.

85. A number of cases involving the FARC-EP were recorded, among them that of a 17-year-old girl murdered in September in Arauca (Arauca), allegedly because of her relationship with a member of the security forces. Two other girls aged 14 and 16 were killed by the FARC-EP in Araucita (Arauca). A woman belonging to a network of army informers and collaborators was reportedly murdered in Urrao (Antioquia) in April.

86. The Office received a number of complaints of sexual violence of various kinds by members of illegal armed groups. Several cases were attributed to members of the security forces. In June, three armed men in military attire sexually abused two girls in front of their family, including the children, in Tierralta (Córdoba).

87. Reports were received of murders and other violations directed at community leaders: one indigenous Wayú woman, who fell victim to alleged members of a paramilitary group, had witnessed a massacre, which apparently made her a military target. There were also allegations that a community leader in Putumayo had been tortured by members of paramilitary groups. These events took place in September in the village of Puerto la Vega, in the municipality of Teteyé, where the army maintains a permanent presence.

I. Attacks on medical personnel and units and transports

88. Guerrilla groups, particularly the FARC-EP, were blamed for most of the harassment, attacks and threats against medical personnel and units and transports. Two volunteer firemen were reported to have been murdered in Urrao (Antioquia) in April while retrieving the body of a hostage who had been held captive by the 34th front of the FARC-EP.

89. The Office received reports that a nurse had been subjected to threats and ill-treatment and a surgeon taken hostage in Abejorral (Antioquia) in September, apparently by an unidentified guerrilla group which needed medical care for a wounded hostage they were holding. In March, the FARC-EP reportedly captured and held hostage a commission of officials from the department of Caquetá Institute of Health in the town of Florencia. Also in Florencia, a terrorist attack on the María Inmaculada hospital was reported in November, when a device exploded on the premises. This criminal act left 1 person dead and another 19 civilians injured.

J. Use of anti-personnel mines

90. The Office has received information indicating that guerrilla groups continue to lay mines in strategic corridors and camps. A number of victims have been members of the army, but many have been civilians. Mine-laying has also been reported at schools, sources of water, common land, cultivated areas and paths to and from communities. Apart from the risk to people's lives, the use of mines also affects access to basic services.

91. In March, two children and an adult set off an anti-personnel mine allegedly placed by the ELN in the municipality of Los Andes (Nariño). The ELN was also blamed for mining the territory of an indigenous community in El Carmen de Atrato (Chocó) in April.

92. Two civilians were reported injured while working in a water inlet in Samaná (Caldas), when a mine went off in the inlet; this occurred in May and was attributed to the 47th front of the FARC-EP. In Ituango (Antioquia), two peasants were injured in April when an anti-personnel mine went off near a health centre, and a girl was severely injured by an anti-personnel mine planted by the FARC-EP in the rural area of La Gabarra (Norte de Santander).

K. Principles of distinction, limitation and proportionality

93. Illegal armed groups continued to disregard the humanitarian principles of distinction, limitation and proportionality. In the case of the FARC-EP, the indiscriminate attack on the town of Toribío, on 14 April 2005, is the clearest evidence of disregard for humanitarian principles, particularly the principle of distinction, by this illegal armed group. In a number of cases, those principles were violated through the use of schools and other civilian installations, as occurred in Toribío, where the FARC-EP launched gas cylinders and used the school as a base to attack the police. The FARC-EP was also blamed for placing a cylinder bomb at a school in Puerto Asís (Putumayo) in March. The cylinder exploded just seconds after the children had left.

94. The Office received reports that 3 civilians had been killed and 26 injured during combats between paramilitaries and FARC-EP guerrillas in the rural area of Valle del Guamuez (La Hormiga, Putumayo) in September. The paramilitaries wounded in the combats were said to have been taken to the municipal hospital, from which they managed to escape, apparently with the connivance of members of the National Police.

95. Humanitarian principles were also breached by police stations, army battalions and trenches being located in centres of population, very close to dwellings and other protected properties such as schools. One example of this is the National Police trenches dug near the village school of Ospina Perez in the municipality of Ricaurte (Nariño). In Toribío (Cauca), the Office observed that security forces' installations should not have been built in the middle of a civilian zone.

96. The same applies to the stationing of troops near protected properties such as schools and houses. An example is the army camp next to the Pedro Nel Jiménez School in Panamá de Arauca, which guerrillas attacked with explosives in September. It was observed that in several communities in the municipalities of Tibú and Teorama (Norte de Santander) army troops are living in civilian houses.

L. Principle of immunity of the civilian population

97. Reports were received of threats and restrictions by illegal armed groups on civilians' freedom of movement and the transport of merchandise. Many of these situations had serious consequences for the civilian population and for access to basic commodities. In some cases, such actions led to blockades of the communities involved.

98. In March, the FARC-EP were reported to have threatened 300 peasants in Pogué, on the Bojayá river, and prevented them from moving away to safety. There was also information indicating that the FARC-EP ordered armed strikes in Putumayo in July and August, and in Arauca in October, causing a shortage of supplies and threatening the population if they

disregarded their orders. The Office received information that the FARC-EP restricted humanitarian missions and impeded the free transit of goods destined for the civilian population of Toribío (Cauca).

99. There were reports that demobilized members of a paramilitary group provoked a public transport strike in Medellín in May, by intimidating the managers and drivers of the transport companies. This strike was a reaction to the arrest of the paramilitary spokesman known as “Don Berna”. In March, a paramilitary group was blamed for the occupation of the village of Corazón de Jesús and later of Caimanero (Chocó), where they installed two checkpoints to control movements along the Bojayá River, threatening the region’s inhabitants with rape or death if they refused to provide information about the guerrillas.

100. There were reports of cases of alleged arbitrary restrictions on the transport of persons and goods such as food, medicines and fuel by members of the security forces. These actions seriously limited the population’s access to basic commodities and made those who remained in their communities more vulnerable.

101. In August, the Office received information on various restrictions on freedom of movement imposed by the security forces, for example in the community of El Dieciocho in the municipality of El Carmen de Atrato (Chocó), where members of the Alfonso Manosalva Flores battalion cut the cable that serves as a bridge to cross to the left bank of the Atrato river, where the indigenous people’s plantain and maize crops are located. This action produced a food crisis and put the community at risk of displacement.

102. Reports were also received that, in August, members of the army’s new Mobile Brigade No. 13 allegedly carried out operations in the rural area of Puerto Guzmán (Putumayo), preventing the villagers from leaving their settlements and threatening their personal integrity if they did not provide information on the FARC-EP guerrillas in the area. In March, peasants from El Castillo (Meta) were reported to be the victims of restrictions on the movement of food imposed by members of the 21 Vargas battalion in an attempt to cut off the guerrillas’ supplies. This situation limited local villagers’ access to basic commodities.

M. Pillage

103. The Office received information on various cases of pillage. In April, members of the ELN and the Revolutionary Guerrilla Army (ERG) reportedly stole 46 head of cattle from peasants in Carmen del Atrato (Chocó). In addition, the guerrillas mined the terrain, leaving the community under siege and causing a humanitarian crisis.

104. The Office also received information that, in October, some 30 soldiers belonging to No. 1 demolition platoon of the Calibío battalion of the 14th brigade allegedly entered the town of Remedios (Antioquia) and stole property, harassed the civilian population and made death threats.

105. There were also reports of pillage and arson by members of the army in the course of raids and detentions of suspected FARC-EP members in Cartagena del Chairá and San Vicente del Caguán (Caquetá).

Annex IV

SITUATION OF ESPECIALLY VULNERABLE GROUPS

1. A number of groups and communities have proved particularly vulnerable as a result of the armed conflict and the actions of illegal armed groups. They have also been affected by public measures and policies or by the lack of them. Those most affected by the situation include human rights defenders, members of ethnic minorities, displaced or blockaded communities, journalists, children and women, detained persons, sexual minorities, local authorities, political leaders, hostages and disappeared persons.

Human rights defenders

2. Human rights defenders, trade unionists, members of women's and victims' organizations, community leaders and leaders of displaced groups were exposed to murders and threats. The departments most affected were Antioquia, Valle del Cauca, Arauca, Nariño, Santander, Putumayo, Bogotá, Atlántico and Bolívar. Most cases were attributed to paramilitary groups. Accusations have also been brought against the FARC-EP. Some cases involved members of the security forces. There was an increase in the number of cases attributed to members of the Mobile Anti-Riot Squadron (ESMAD), owing to their operations on the occasion of public demonstrations, which equally affected the exercise of the rights to freedom of assembly, expression and opinion. Human rights defenders have also been affected by arbitrary detentions and accusations of rebellion based on sources of dubious reliability, such as statements of informants or demobilized former combatants or unconfirmed intelligence reports.

3. Some cases of threats that were recorded indicate that the perpetrators had gathered a considerable amount of information concerning their victims.³³ In various instances, the victims had in common the fact that they had questioned the negotiations being carried out with the paramilitary groups or the implementation of the "democratic security" policy. In others, they maintained links with the Movement of Victims of State Crimes (made up of a large group of NGOs).

4. Some authorities publicly questioned the nature and legitimacy of the work of human rights defenders, including that of several international non-governmental human rights organizations.³⁴ The statements were made by officials following the publication of reports by NGOs criticizing negotiations with the paramilitary groups. Such stigmatizations violate Presidential Directive 07 and increase the risk exposure of human rights defenders.

5. The budget of the protection programme of the Ministry of the Interior and Justice was substantially increased compared with a year earlier. The programme continued, however, to suffer from certain shortcomings, such as the problem of bodyguards, which has been particularly highlighted in view of the accusations brought against high-level officials of the DAS regarding their alleged relationship with paramilitaries. Complaints have also been reiterated by representatives of programme beneficiaries regarding studies which underestimate risks and the seriousness of the threats to which complainants are exposed. In December 2004, the Temporary Protection Programme was set up for the benefit of demobilized persons within the framework of the process of dialogue, negotiations and peace agreements.³⁵ This programme

responds to the need to provide protection for persons who are likely to be at risk in the course of their reintegration in society. It is worth noting, however, that ways of protecting victims who are also in a situation of extreme vulnerability have not yet been improved.

Communities at risk

6. According to official figures, there has been a decline in the number of new displacements,³⁶ although the total number of displaced persons continued to grow. Forced displacements, both on an individual and on a collective basis, continued in 2005. There were more cases of forced displacement in Caquetá, Cauca, Chocó, Meta, Nariño, Putumayo and Norte de Santander.³⁷ The FARC-EP and the ELN were directly responsible for several mass displacements.³⁸ Other cases were the result of fighting between guerrillas and paramilitary groups³⁹ or fighting between the security forces and illegal groups.⁴⁰ Some of these departments were the scene of major military operations, such as Operation JM (for “Jorge Mora”) and Operation Emperador, in Caquetá and Meta.

7. Better assistance was provided for the displaced population, particularly in terms of resources to deal with the crisis,⁴¹ in the design of policy instruments⁴² and in the creation of spaces for the participation of displaced communities.⁴³ These efforts, however, still do not guarantee the effective exercise of the displaced people’s fundamental rights, especially in the areas of housing, land and income generation. There has not been an appropriate response, either, to the situation of displaced women, who in many cases have to assume the role of head of household and who are more often the victims of violence. The application of restrictive criteria for the inclusion, exclusion and withdrawal of the status of displaced person has resulted in underrecording that limits access to humanitarian assistance for those involved and leads to an underestimation of the magnitude of the phenomenon for the purpose of developing appropriate policies.

8. Reports continued to be received of communities being isolated in various regions of the country⁴⁴ as a result of fighting and restrictions imposed on the transport of persons, food, medicines and fuel. The FARC-EP and the AUC have been responsible for some of these cases, which caused serious humanitarian distress for the communities involved.⁴⁵ It was alleged that members of the communities suffered either expulsion or death because they had not obeyed orders by these groups not to move. Other cases of blockades on the movement of food are due to arbitrary decisions by the security forces in their efforts to cut off supplies to the guerrillas, which places the civilian population affected in a situation of extreme vulnerability, particularly at military checkpoints along the Caquetá river.

9. There were reports of communities, particularly indigenous or Afro-Colombian, in which there has been no State presence of any kind for a number of years, or in which there have been only sporadic appearances by the security forces. These communities are extremely unprotected and vulnerable.

10. In terms of prevention and protection, the Early Warning System (SAT) continues to produce insufficient results, especially from the operational point of view. It is worth noting that the response by the Inter-institutional Early Warning Committee (CIAT) to alerts has essentially focused on the military aspect, leaving aside other types of measures aimed at the prevention of

risks.⁴⁶ Whatever protection is provided is almost exclusively concentrated on leaders and not on the displaced population as a whole.⁴⁷ The system does not acknowledge the possibility that risk factors may originate in operations of the security forces.

Indigenous and Afro-Colombian communities

11. The indigenous and Afro-Colombian communities have traditionally suffered from marginalization and discrimination; this is also the case with other minorities such as the Raizal⁴⁸ and Roma.

12. In 2005 the humanitarian situation of a number of indigenous communities was seriously affected. Forced displacements, acts of terrorism, threats and attacks against the civilian population, and restrictions on the passage of food, medicines, fuel and persons occurred in several regions. The indigenous communities most affected were the Paez (Cauca), Wayuu (Guajira), Kankuamo and Kogui (Cesar), Guahíbo (Arauca) and Awá (Nariño). It was also recorded that the humanitarian situation of the indigenous communities of the department of Vaupés is critical and that the above-mentioned restrictions have particularly affected the communities of Sierra Nevada de Santa Marta, Caquetá, Amazonía, Cauca and Chocó.

13. Official figures show a decrease in the number of indigenous people killed up to October (from 71 to 42). However, the Office continued to receive information concerning murders, executions and sexual violence that affected members of indigenous and Afro-Colombian communities. The murders were attributed chiefly to the FARC-EP and to paramilitary groups,⁴⁹ although the massacres of Afro-Colombians in Buenaventura (Valle) have been attributed to demobilized paramilitaries. The FARC-EP were blamed for some cases of sexual violence. The security forces, on the other hand, were blamed for extrajudicial executions and arbitrary detentions, illegal searches and accusations against indigenous communities, particularly in Nariño, Sierra Nevada de Santa Marta, Cauca and Valle. A number of cases of sexual violence against indigenous women were attributed to members of the security forces.

14. The lands inhabited by indigenous and Afro-Colombian communities have been seriously affected owing to the fact that they are particularly rich in natural resources and because they are strategically located for the illegal armed groups. Several communities in Chocó were seriously affected by the private exploitation of commonly owned lands. The Afro-Colombian and mestizo communities of the Jiguamiandó and Curvaradó basins have been under pressure on account of the African palm project in Cacarica and deforestation in the lower Atrato region. Several indigenous peoples of Amazonas, Putumayo, Caquetá and Guaviare continue to be at risk of extinction.

Children

15. The child population is particularly vulnerable in situations of poverty, displacement⁵⁰ or when their communities are affected by restrictions on the supply of food and medicines and the movement of persons. The armed conflict continues to affect children in different ways. Children have been the victims of anti-personnel mines and unexploded and abandoned munitions.⁵¹ The recruitment of children by illegal groups has continued. The data concerning the demobilization of these children or their participation in the demobilization of paramilitary

groups show inconsistencies and lack of transparency. A number of children were allegedly handed over directly to their families, without passing through the Colombian Family Welfare Institute (ICBF), the State institution responsible for receiving and assisting them. Insufficient results have been achieved with the policies pursued to reincorporate children in their families and communities or to apply appropriate controls to ensure that demobilized groups comply with the obligation to hand them over to State institutions. There have been reports of cases in which the security forces have used children for military intelligence activities, disregarding their special condition and putting their lives and personal integrity at risk.

16. The children's development is also affected by the fact that many are involved in sexual exploitation, domestic work, street trading, small-scale mining and illegal activities⁵² and by the increase in the number of pregnancies among teenagers, particularly among the poorest and least-educated sector of the population.⁵³

Women

17. Progress was maintained in 2005 in the area of the education and political participation of women in the executive branch at national level. The Office of the Mayor of Bogotá issued an equal opportunities plan for the city. Despite this, violence⁵⁴ and inequities persist, particularly in terms of income and employment,⁵⁵ health⁵⁶ and participation.⁵⁷ The country's goals and international commitments with regard to gender equality are not adequately reflected in public policies, particularly in the document containing the proposal for projected policies until the year 2019 (2019 Visión Colombia) presented by the national Government for public debate. The State's response to domestic violence is unsatisfactory. This is due, amongst other reasons, to the dispersion of competent authorities, the lack of coordination among institutions and services, and the fact that regulations do not favour the prevention and punishment of this type of conduct.⁵⁸ In the area of health, there continue to be a high number of maternal deaths caused by complications from abortions,⁵⁹ which are illegal with no exceptions under Colombian law. The Constitutional Court declined to issue a ruling on the merit of a petition aimed at finding punishment in certain exceptional cases unconstitutional. The court referred to substantive errors in the petition but left the possibility open of reconsidering the case in the light of a new petition. In this respect, there have been recommendations to the Colombian State by the Human Rights Committee and the Committee on the Elimination of Discrimination against Women.⁶⁰ The lack of statistics disaggregated according to gender tends to weaken the impact of the institutional response as well as efforts to combat impunity.

18. The armed conflict affects women in different ways. They have been the victims of executions, murders, physical aggressions and intimidation, especially in cases where they are the companions or relatives of persons allegedly linked to those taking an active part in the hostilities. Many of these acts have been attributed to illegal armed groups. A number of allegations of cases involving members of the security forces have also been recorded. In addition, women have been the victims of threats that have at times forced them into displacement, frequently accompanied by their children. The threats are made by illegal armed groups, both paramilitaries and guerrillas. Most of them are directed against women in positions of leadership or responsibility, such as the leaders of civil organizations or women occupying public office or political positions. The State's response to gender-based violence, including domestic and sexual violence, continues to be unsatisfactory.

19. The Office in Colombia has received complaints of sexual violence attributed mainly to members of the public security forces. Other complaints have been made against members of the paramilitary groups and the FARC-EP, as well as against persons demobilized from the paramilitaries. In a number of these cases, the victims have been children, young women or indigenous women.

20. There has been special concern for the growing number of complaints concerning child prostitution, in many cases linked to networks of human trafficking that specially affect girls and young women. According to a recent study, in many cases the figures bear a direct relationship to conditions of extreme poverty, which in turn tend to be associated with the precarious living conditions of displaced persons.⁶¹ The increase in prostitution has been accompanied by an increase in the rates of sexually transmitted diseases, including HIV/AIDS, pregnancies, abortions, alcoholism, drug addiction and mental health problems. Very few complaints reach the courts and the degree of impunity is practically total.

Persons deprived of liberty

21. The situation of human rights in prisons continues to be critical and even worse than that observed in previous years. The rate of overcrowding, which is reflected in cruel, inhuman or degrading treatment, is currently 40 per cent, since the prison population is now in excess of 69,500 inmates, including 65,000 men and 4,500 women. The prison system has enough capacity for 49,800 inmates. In the prisons of La Modelo in Bogotá and in Bucaramanga, of Villahermosa in Cali and Bellavista in Medellín, overcrowding is in excess of 200 per cent. Of the 69,500 inmates, 27,500 have not been convicted. Only 25,800 have been convicted in the first instance. And of the total prison population, only 16,000 have received a final sentence. A further negative factor is the inadequate and in some cases non-existent separation of inmates according to categories (such as accused as opposed to convicted, or low, medium and high security prisoners).

22. Detention centres are not equipped with sanitary conditions or health-care services that ensure respect for the dignity of detainees. There is a lack of medicines and insufficient medical staff. The provision of health-care services outsourced to private companies has been inadequate and access to this right has been significantly restricted. Persons suffering from HIV/AIDS have been doubly affected by the situation. Food is frequently inadequate. Most of the inmates do not have work or proper training. Limitations are imposed on prison treatment and specialized care. These conditions apply particularly in recently built jails such as those of Girón (Santander) and Cóbbita (Boyacá).

23. Prison conditions for women in many cases do not take into consideration their specific needs. The Ombudsman's Office asked for the women's annex of the high and medium security prison of Valledupar to be closed. This request was based on existing conditions of overcrowding, lack of basic hygiene, inadequate infrastructure and sanitary installations, and the lack of facilities for children under the age of 3, among other factors. The decision had a positive effect and led to some improvement. Nevertheless, in many women's prisons the situation continues to be such that it does not ensure dignified living conditions for the inmates.⁶² Also there is no differentiated prison policy for ethnic, sexual or religious minorities and persons living with HIV/AIDS.⁶³

24. It has been found that some persons accused and convicted are being held in National Police stations.⁶⁴ Apart from this irregular aspect, the conditions there are subject to serious overcrowding, lack of adequate infrastructure, lack of health care and food, and no separation between men and women, amongst others.⁶⁵

Journalists

25. The Office in Colombia continued to record allegations of threats against journalists in different towns in the country, in connection with the publication of information or opinions concerning the armed conflict and human rights. The frequency of threats and exiles of journalists increased.⁶⁶ Assassinations of and attacks against journalists continued, as well as obstructions to freedom of the press. These actions were to a great extent attributed to paramilitary groups and to the guerrillas. A proportion of the complaints about threats and obstructions were attributed to public officials. Persistent impunity with respect to violations of freedom of expression affected the exercise of this right.⁶⁷ In many cases investigations have made no progress or have produced very few results, and in other cases they have not even begun, which increases the intimidation effect of such events.

26. Self-censorship has arisen not only as a result of deliberate acts directed against the journalists, but also owing to statements and pressures by some public officials. Because of this intimidation, many journalists abstained from visiting places personally, preferring to echo official figures; alternatively they would leave facts out and some even gave up journalism altogether.⁶⁸ Groups of journalists in several regions of the country reported that they were prevented from issuing information on certain aspects of the Colombian situation, especially on topics related to the armed conflict, human rights and public policies in those areas. The places most affected by pressures and self-censorship in 2005 were Buenaventura, Norte del Valle, Neiva, Arauca, Cúcuta, Santa Marta, Cartagena, Barranquilla, Caquetá, Putumayo and Córdoba.⁶⁹

Sexual minorities

27. Lesbians, gays, bisexuals and transgenders were exposed to murder and threats in the name of “social cleansing”. Generally speaking the results of investigations into the identities of perpetrators are very inadequate.⁷⁰ Those groups were the victims of arbitrary detentions and cruel, inhuman or degrading treatment by members of the police force.⁷¹ There have also been allegations of harassment of homosexuals by members of illegal armed groups. There are no specific public policies to prevent or penalize such actions or to eliminate discrimination against those groups, especially in educational establishments, in the field of employment, in the police force and in detention centres.

Kidnapped and disappeared persons

28. According to official figures, the number of kidnappings fell during the first half of the year.⁷² There are believed to be approximately 5,420 persons currently in captivity.⁷³ According to the Office of the Vice-President, in the first nine months of the year 76 per cent of the victims were men, 24 per cent women and 12 per cent children. Out of the total, 1,140 people are believed to be held by the FARC-EP and 671 by the ELN. It is estimated that 474 are being held by the AUC, despite the fact that the latter have been negotiating with the Government for the

last three years and should provide information on kidnapped or disappeared persons. It must be remembered that official statistics currently record only cases reported to the prosecutors delegated to the Gaula (Unified Action for Personal Liberty Groups).⁷⁴ This means that cases which have not been reported for various reasons are not included, or those which are difficult to register because of the circumstances (for instance, kidnappings lasting a few hours or a few days, in the course of which victims may be forced to transfer property or withdraw money). According to data supplied by the Fundación País Libre, there are some 2,500 cases for which those responsible have not been identified and the fate of the victims remains unknown. A number of cases recorded as kidnappings are confused with enforced disappearances, forced recruitment or human trafficking, amongst others. The departments most affected by kidnappings for purposes of extortion are Antioquia, Valle, Meta, Bolívar and Cauca.⁷⁵ Nevertheless, occurrences are tending to remain the same or become worse in Meta, Huila, Cauca, Valle, Nariño and Tolima, while there appears to be a consolidation of alliances between organized crime and illegal armed groups.⁷⁶ One improvement has been the adoption of a law that provides benefits for victims and their families, including the postponement of expiry dates on certain obligations.⁷⁷

29. Despite the progress made with legislation on enforced disappearances, the implementation of these new laws has been insufficient.⁷⁸ The Government's efforts through the National Commission on Disappeared Persons and the introduction of a National Register have still not succeeded in preventing disappearances, or in finding the whereabouts and identity of victims. In November, Decree No. 4218 was adopted for the purpose of designing, implementing and regulating the National Register of Disappeared Persons, which was created under Act No. 589 of 2000. The discovery of clandestine graves (such as those of San Onofre, Sucre and in localities of Norte de Santander) reflects the magnitude of this phenomenon and the importance of making progress in consolidating the National Register of Disappeared Persons and in regulating the mechanism for urgent searches.

Public servants

30. In 2005 local authorities and other public servants continued to be exposed to murders, hostage-taking, attacks and threats. The victims were mayors, former mayors and councillors and State employees connected to judicial investigations, particularly employees of the Attorney-General's Office, the Procurator-General's Office and magistrates. According to the Observatory of the Office of the Vice-President, the 21 murders of councillors recorded up to October 2005 represented an increase of 33 per cent in comparison with the same period of 2004. Half of these cases were recorded in Caquetá, and others in Valle, Cauca, Huila and Sucre. While up to October the number of mayors and former mayors murdered during the year fell from 14 to 7, the number of councillors killed rose from 15 to 20.⁷⁹ In most cases of murders of mayors and councillors, responsibility was attributed to the FARC-EP. Some cases were also attributed to paramilitary groups. In Florencia (Cauca), the entire municipal administration was threatened and paralysed, allegedly by a gang led by a demobilized paramilitary operating with the acquiescence of members of the municipal police force. Also in Florencia (Caquetá), all the councillors of the 16 municipalities enjoy the benefit of the State protection programme. Judicial staff have been exposed to threats and attacks, particularly in connection with investigations they have been undertaking against members of illegal armed groups. They include prosecutors, procurators and judges, as well as some municipal ombudsmen. This situation was particularly

serious in Putumayo, owing to threats against prosecutors and the murder of a woman prosecutor, as well as in San José de Apartadó (Antioquia), where two attacks against judicial commissions were reported. Some judges were transferred as a result of these threats.

Political leaders

31. A number of political leaders and activists have been the victims of attacks, threats and murders. Particularly affected were persons belonging to the Unión Patriótica, the Communist Party and the Polo Democrático. Another serious event was the new attack in Bogotá in October against Senator Germán Vargas Lleras, the leader of the Cambio Radical party. Towards the end of the year and at the beginning of the pre-electoral period, such attacks intensified, increasing the vulnerability of these leaders, including candidates and representatives of various groups, particularly leaders and candidates of the Social and Political Front, as well as the conservative leader, former senator and former governor of Huila, Jaime Losada, who fell victim to a murder attributed to the FARC-EP.

Annex V

THE CHALLENGES OF DEMOBILIZATION AND ITS LEGAL FRAMEWORK

1. The High Commissioner has recommended that dialogues and negotiations be held between the Government and the illegal armed groups with a view to overcoming the internal armed conflict. All efforts made in this respect should bring about a substantial improvement in the basic rights and freedoms of the Colombian population. It is worth reiterating the need for negotiations to be undertaken within the framework of Colombia's international commitments with respect to human rights and international humanitarian law. Particular attention must be given to addressing requirements in terms of combating impunity and victims' rights to truth, justice and reparation. These requirements also include guarantees of non-repetition. The Office in Colombia has been following up these issues, within the framework of its mandate of observation and advice, analysing the effects of demobilization on human rights. The impact of demobilization on the free exercise of the civil and political rights of the population, as well as on the rule of law, deserves particular analysis.

Demobilization of paramilitary groups

2. The paramilitary groups of the AUC had undertaken a commitment to demobilize all their personnel by 31 December 2005. Three units ("bloques") were demobilized at the beginning of the year, after which the process remained suspended pending approval of a legal framework to regulate the process of collective demobilization and the more serious cases. In June Congress approved Act No. 975 of 2005, known as the Justice and Peace Act. The process continued with several interruptions. The High Commissioner for Peace and the AUC agreed to extend the deadline for demobilization until 15 February 2006.

Clarification of the truth

3. The data concerning demobilization show a number of inconsistencies and gaps. No official information has been released regarding the approximate number of members of paramilitary groups who are represented at the negotiating table. Some published estimates have varied by over 100 per cent over a period of two years. The same was true with regard to the changes in the numbers and persons representing paramilitary groups at the negotiating table. Occasionally even the names of the units themselves have changed. Such inconsistencies make it very difficult to attribute responsibilities, to clarify the truth and to implement effective justice.

4. According to several allegations and reports, more people were recruited just before several groups were demobilized. Accusations were also made that persons had been added who did not belong to the paramilitary groups. A substantial gap could be observed, moreover, between the number of persons demobilized and the quantities of weapons and ammunition handed over. On the other hand, after units had been demobilized, the security forces discovered storage areas belonging to them containing military material and weapons.

5. The quantity of illegally acquired goods handed over by the paramilitary groups is insignificant. It should be pointed out that the clarification of crimes and the determination of property belonging to the paramilitaries depend on the full cooperation of persons who have actually been connected with the violations and breaches committed by these groups. This situation also has an impact on the guarantees of non-repetition.

Guarantees of non-repetition

6. Repeated non-compliance with the cessation of hostilities has been observed since it was declared more than two years ago. Violent actions have occurred in several regions of the country which have constituted violations of human rights and breaches of international humanitarian law. Both commanders and members of groups which have already been demobilized have been involved in non-compliance. Paramilitary leaders have generally denied any responsibility for the actions they have been accused of.

7. A number of demobilized persons have apparently been co-opted by drug-traffickers, paramilitaries who have not been demobilized and common criminals, particularly in Valle del Cauca and Catatumbo (Norte de Santander). Demobilized persons have been accused of being the perpetrators of extortive kidnappings, attempted murders, threats and displacements and have been linked to the organization of new groups.

8. It has been observed that the military structures of a number of officially demobilized units have been maintained and continue to operate, for example in the departments of Nariño and Córdoba. At the same time, groups that have not been demobilized have expanded their territorial coverage, particularly the Norte and Elmer Cárdenas units.

9. There have been reports of weaknesses and problems arising with the policies implemented to support the reincorporation of demobilized persons, which could adversely affect measures taken to prevent the latter from returning to criminal activities. Faced with a total lack or insufficiency of sustainable productive projects, the measures are basically limited to the monthly payment of aid for 18 months. It has been observed that offers of training, psychosocial support or employment alternatives either do not materialize at all or do so in insufficient numbers. The Procurator-General's Office, through the project for "Preventive Control and Follow-up of Public Reincorporation and Demobilization Policies", has been able to identify some of these difficulties. The project has in particular highlighted problems related to the fulfilment of State commitments with regard to the reincorporation of demobilized persons.

Respect and protection for public rights and liberties

10. Three years after negotiations began, it has been observed that children are still present in the ranks of the paramilitaries. Information gathered by the Office indicates that in some cases the paramilitaries have handed over children directly to their families. In this way no record is kept by the Colombian Family Welfare Institute (ICBF), the State institution to which the children should be handed over according to the law. This manoeuvre could give rise to impunity regarding the responsibility of these groups and also in terms of denying the basic rights of children who were the victims of recruitment. It means that the latter are left without State protection or the benefit of programmes to which they are entitled.

11. In addition, the State's presence continues to be insufficient in several areas which were exposed to the influence of demobilized groups. There are still a number of challenges that need to be overcome in order to meet the needs of communities at risk and vulnerable groups living in those regions of the country. In this respect, due attention must be paid to the need to adopt measures and policies for prevention and protection of the human rights of the civilian population.

12. The overall figure for homicides in Colombia has been falling in recent years, including those attributed to paramilitary groups. It should be noted that, over the last three years, there has been a change in the violent tactics used by the paramilitaries. These have been focusing their actions on selective murders rather than massacres. In view of the situation in areas of influence where major paramilitary groups have been demobilized, however, it cannot be said that any significant decrease occurred in the number of homicides from 2004 to 2005, especially in regions where the homicide rate was high, taking into account that more than 10,000 paramilitaries have been demobilized.⁸⁰ There are even municipalities where the homicide rate either remained the same, as in Cúcuta (Norte de Santander), or increased, as in Buenaventura (Valle), Turbo (Antioquia) and Tierralta (Córdoba).

Rule of law

13. The demobilization of a large number of persons who have taken an active part in hostilities requires monitoring and follow-up on the part of the authorities to ensure that the persons once demobilized fulfil their commitments and have no further impact on the fundamental rights of the population. In the course of the year it was observed that institutions responsible for key aspects of the process have not had sufficient capacity to provide a proper follow-up on the situation of demobilized persons.

14. There have been reports of measures and statements encouraging the involvement of demobilized persons in security-related work. In September, the Government put forward a plan to involve 2,000 paramilitaries in "activities aimed at reparation and the restoration of order", as a kind of civic police force. Considering the reiterated allegations and observations regarding the existence of links between members of the security forces and paramilitary groups, however, it is advisable to avoid the participation of demobilized persons in any activities related with security institutions.

15. Several leaders of paramilitary groups have stated their intention to become involved in the electoral process in 2006, either directly, through political groups that represent their interests, or indirectly, by imposing their own candidates or exercising pressure on other candidates. As a result of the extension of the demobilization period beyond 31 December 2005, paramilitary groups will be present in several areas during the electoral campaign. Since it is difficult to be sure that all paramilitary structures have been effectively dismantled, this raises challenges for the proper running of the electoral process.

16. The control exercised by paramilitaries over urban centres has not diminished, as might have been expected, despite the declaration of a cessation of hostilities, the demobilization process and military actions by the security forces against some of the paramilitary groups. The latter have gradually penetrated and acquired control of municipal and departmental

administrations in several areas of the country, as well as of legal economic activities. In some cases land and other economic resources have been seized. Paramilitary groups and demobilized persons have continued to carry out extortions and have maintained close links with illegal activities, such as drug cultivation and trafficking or the smuggling of gasoline. This has led to a number of selective murders. Most of the deaths of demobilized persons so far have been due to either illegal activities or the settling of scores. A number of the latter cases were allegedly motivated by a wish to prevent the demobilized persons targeted from revealing information on human rights violations.

Legal framework applicable to demobilizations and challenges to avoid impunity

17. Since 2003, the provisions of Act No. 782 and its implementing Decree No. 128 (adopted in January of this year) constitute the legal framework applicable to demobilized persons, who are eligible to obtain legal benefits subject to certain requirements. The benefits are intended for those who are not accused of having committed serious human rights violations or breaches of international humanitarian law, and who moreover give up their weapons and contribute to the peace process. The benefits offered consist in a series of procedures to terminate or suspend criminal proceedings, which include pardons. It has been observed that in a number of cases the law has been unsuitably applied and could give rise to situations of impunity.

18. In June 2005, Congress adopted a new legal framework to cover demobilized persons who were excluded from the terms of Act No. 782 because they were identified as having committed serious crimes. According to the new Act No. 975, known as the Justice and Peace Act, benefits will be granted to members of armed groups who demobilize and contribute to the peace process. This law has not yet been applied.

19. The legislation establishes two standards of eligibility, one for the demobilization of individuals and the other for demobilization of groups. The Office in Colombia had pointed out the inconvenience of giving equal treatment to these two situations. Proper collective demobilization makes a better contribution to efforts to overcome the conflict.

20. The text of the new law makes mention of victims' rights to truth, justice and reparation, thus taking account of the observations made by the Office. Nevertheless, these provisions are not compatible with other terms of the law. Moreover, there are no suitable mechanisms to give effect to the rights to truth, justice and reparation. In particular, the Act does not include a requirement that demobilized persons should cooperate fully with the justice system. Nor does it require their effective assistance for the clarification of facts. Yet it is not possible to implement justice or to guarantee reparation without ascertaining the truth.

21. In view of the impunity that prevails for the great majority of crimes perpetrated by armed groups, the prospects of ensuring justice must be deemed uncertain. In the absence of the cooperation and information which should be provided by the demobilized persons, it is left for judicial officials to reconstruct the facts and attribute responsibilities. This is because the law does not provide sufficient incentives to ensure full cooperation, or penalties consisting in non-entitlement or loss of benefits for holding back information. Since there is no requirement that crimes must be confessed before legal benefits may be obtained, the latter appear disproportionate in relation to the contribution required of demobilized persons. It also creates difficulties for reconciliation and effective reincorporation of demobilized persons.

22. In addition, the procedural deadlines and timetables laid down in the law are too short to allow enough time to overcome the difficulties, as a result of which many criminal proceedings have resulted in impunity. Even when the victims' right to reparation is specified in the law, there are still many difficulties to overcome before it can be made effective. On the one hand, the obligation for demobilized persons to hand over property acquired as a result of illegal activities depends almost entirely on their willingness to do so, because of the lack of any penalties for non-compliance. On the other hand, the use of front men and other methods for laundering assets in order to hide or disguise properties and goods pose considerable challenges.

23. A National Reparation and Reconciliation Commission has been set up by law with a very broad mandate, but is ill-equipped legally to take decisions. Although its terms of reference include preparing a public report on the reasons for the uprising and the development of illegal armed groups, the Commission does not provide a suitable response in terms of complying with international principles concerning the right to the truth. Its composition with a membership of 13, does not ensure sufficient independence because it includes senior government officials and because victims are underrepresented. In fact it began its operations without having appointed the two victims' representatives.

24. It is worth remembering that for years there has been evidence of links between some public servants and paramilitary groups, which have implicated the State's responsibility in a variety of crimes attributed to those groups. Yet neither the law nor the public statements of the Government make any reference to that situation. Nor have suitable mechanisms been created to examine a possible share of responsibility on the part of the State in relation to paramilitarism, or to adequately address the effective dismantling of its illegal structures.

25. In view of the situation of impunity in Colombia, the institutional weaknesses of the judiciary and the gaps in the Justice and Peace Act, the provisions of the law are believed to apply to only a small percentage of demobilized persons. Insofar as no charges have been brought against them, and the demobilized persons do not incriminate themselves, the way remains open for applying Act No. 782, including the concession of benefits such as pardons. It is worth noting that in the course of judicial proceedings the paramilitary units believed to be responsible are generally identified, or more specifically their leaders, so that the majority of demobilized persons remain free of all charges. This concern appears justified in the light of the statements made by the President of the High Council of the Judiciary, in October 2005, to the effect that no proceedings had been initiated against most of the demobilized persons. As a result, many cases could remain unpunished and the victims could be left deprived of their rights.

26. An issue which still remains unresolved is how the judicial proceedings will address on the one hand the possible responsibility of government employees for those crimes and, on the other hand, the verification of compliance with legal requirements on the part of demobilized persons. With respect to the latter problem, it has been reported that demobilized paramilitary groups have not complied with the obligation to hand over all children enlisted in their ranks. Nor have these groups released persons they have kidnapped. Also they have apparently failed to supply a proper list of illegally acquired goods and resources, or any useful information on the whereabouts of other hostages and disappeared persons. The discovery of several clandestine graves shows that enforced disappearance is practised by the paramilitary groups. The State should ensure that these crimes are clarified within the context of the demobilization process.

27. These considerations illustrate the major challenges facing Colombia in its efforts to strengthen the rule of law, to achieve peace and reconciliation and to avoid impunity. Results will depend to a great extent on the measures implemented for the effective fulfilment of the victims' rights to truth, justice and reparation.

Notes

¹ See report of the United Nations Office on Drugs and Crime, Colombia, Coca Cultivation Survey, June 2005.

² According to the Rome Statute, these are crimes committed as part of a widespread or systematic attack directed against any civilian population, with knowledge of the attack.

³ According to the Rome Statute, these are grave breaches of international humanitarian law, in particular when committed as a part of a plan or policy or as part of a large-scale commission of such crimes.

⁴ This was shown by investigations into extrajudicial executions in Cajamarca, those of trade unionists in Arauca, and that of Víctor Maestre of an indigenous community of Sierra Nevada de Santa Marta. See document E/CN.4/2005/10, para. 86.

⁵ Constitutional Court ruling No. C-1001/05 declaring unconstitutional article 300 of Act No. 906 of 2004 promulgating the new Code of Criminal Procedure. See the press release of the Constitutional Court of 3 October 2005.

⁶ Statistical data concerning economic, social and cultural rights essentially refer to urban areas. Few data are available concerning the country as a whole. It is well known, however, that the poorest people live in rural areas, which also enjoy less access to health and education services, amongst others. It would be very useful, therefore, to have regular statistics on the situation in those areas and to take account of aspects such as peoples' ethnic background and gender.

⁷ A special area established for negotiations between the Government and paramilitary groups.

⁸ Act No. 782 supplemented and amended an Act of 1997 on the establishment of mechanisms to facilitate negotiations and agreements with illegal armed groups. Enforcing Decree No. 128 was adopted in January 2003.

⁹ See the report of the Office of the Controller-General of the Republic of 9 June 2005.

¹⁰ According to statistics provided by the Foundation for Freedom of the Press (FLIP).

¹¹ According to information provided by Free Country Foundation, there are approximately 5,400 persons held in captivity.

¹² Commission on Human Rights, Chairperson's Statement, Human rights situation in Colombia, Geneva, 21 April 2005, para. 3.

- ¹³ CIAT is a body for coordination between the civil authorities and the security forces, which takes action on SAT risk reports by issuing alerts and recommendations.
- ¹⁴ SAT, which is run by the Office of the Ombudsman, is in charge of issuing risk reports relating to serious human rights violations and breaches of international humanitarian law.
- ¹⁵ See Chapter IV of this report concerning allegations of infiltration by paramilitaries.
- ¹⁶ Such as the establishment of a National Council and municipal committees in charge of care of the displaced population.
- ¹⁷ This is the National Economic and Social Policy Council economic document No. 2400 of 28 November 2005 entitled “Goals and prioritization of resources to care for the population displaced by violence in Colombia”.
- ¹⁸ In addition, Act No. 975 of 2005 has given rise to petitions of unconstitutionality.
- ¹⁹ The Act is pending constitutional review by the Constitutional Court for subsequent ratification.
- ²⁰ These include the draft statutory law on children and adolescents, the draft statutory law on the judicial protection of certain social rights, and the draft law to establish an observatory for gender affairs. A draft law was also submitted on mechanisms for cooperation between Colombia and the International Criminal Court.
- ²¹ If the Office of the Procurator-General does not exercise its jurisdiction preferentially in disciplinary investigations of serious human rights violations, these are investigated by the same institutions to which the suspected perpetrators belong, and frequently lead to impunity.
- ²² The assessment of economic, social and cultural policies is hampered by the lack of up-to-date statistics on the subject, as well as the delay in their dissemination, changes in methodology and limited geographical and population coverage.
- ²³ The National Economic and Social Policy Council (CONPES) is the highest national planning authority and functions as an advisory body for the Government in all matters relating to Colombia’s economic and social development.
- ²⁴ Alliance of Social and Related Organizations, Colombia-Europe-United States Coordination Office, and the Colombian Platform on Human Rights, Democracy and Development.
- ²⁵ Belgium, Canada, Denmark, Finland, France, Germany, Hungary, Ireland, Italy, Luxembourg, Morocco, Netherlands, New Zealand, Norway, Pakistan, South Africa, Spain, Sweden, Switzerland, United Kingdom, United States, and European Commission.
- ²⁶ Project co-financed by the European Commission.
- ²⁷ Project co-financed by the European Commission.

²⁸ The prisons of Riohacha, Guajira; Quibdó, Chocó; Villahermosa, Calí; women's prisons of "El Buen Pastor", Bogotá, and "La Badea", Pereira; high and medium security prisons of San Isidro, Popayán and Girón.

²⁹ Programme co-sponsored by the European Commission.

³⁰ Resolution 865 dated 31 December 2004, issued by the Office of the Ombudsman.

³¹ Document published by the Office in Colombia of the UNHCHR in 2004 within the Cooperation Project with the Office of the Procurator-General.

³² Technical team made up of UNHCR, PAHO, IOM, UNICEF, UNFPA, UNAIDS, UNIFEM, UNODC, Office of the Resident Coordinator, UNDP, under the coordination of the Office in Colombia of the United Nations High Commissioner for Human Rights.

³³ As in the cases of the President of the José Alvear Restrepo Lawyers' Association and one of the members of the Inter-Church Commission for Justice and Peace.

³⁴ Statements were made, for example, questioning the impartiality of the international NGOs Peace Brigades International (PBI), Human Rights Watch (HRW) and Amnesty International (AI).

³⁵ Decree No. 4200 of 14 December 2004.

³⁶ The number fell by 38 per cent during the first half of 2005, according to the Universal Registry System (SUR).

³⁷ According to the CODHES (Consulting Bureau for Human Rights and Displacement).

³⁸ The FARC were blamed for the cases of Toribío and Jambaló (Cauca), Vistahermosa (Meta), Tame (Arauca), Cocorná (Antioquia), Valencia (Córdoba) and Roberto Payán (Nariño) and the ELN for that of Dibulla (La Guajira).

³⁹ Including those occurring on the Bojayá river and the Buey river (Chocó), in the municipality of San Pablo (Magdalena Medio), in the Alto del Telembí (Nariño) and in El Carmen (Norte de Santander).

⁴⁰ As occurred in Argelia (Antioquia) and in Barbacoas (Nariño).

⁴¹ See Constitutional Court ruling No. 176, of 29 August 2005.

⁴² Including the formulation of the National Plan of the National System for Assistance to the Displaced Population, Decree No. 250 of 2005.

⁴³ Report by UNHCR to the Constitutional Court of 18 March 2005.

- ⁴⁴ The Office recorded cases in Antioquia, Caquetá, Chocó, Putumayo and Sierra Nevada de Santa Marta.
- ⁴⁵ For example, through actions by both groups in Chocó; and in the east of Antioquia, Caquetá and Putumayo by guerrillas.
- ⁴⁶ According to information provided by the CIAT, by August 2005 actions by the public security forces (39) were among the most frequent measures taken in response to reports of risk situations (compared to 17 humanitarian actions and 17 by security councils, amongst others).
- ⁴⁷ See UNHCR: “Considerations concerning compliance with decision T-025 of 2004”, of 18 March 2005.
- ⁴⁸ The Raizal are the inhabitants of the San Andrés, Providencia and Santa Catalina islands, an English-speaking people of Antillean origin.
- ⁴⁹ According to the Observatory of the Vice-President’s Office, the FARC-EP are believed to be responsible for 33 per cent of deaths, with 8 per cent being attributed to self-defence groups.
- ⁵⁰ Children account for 48 per cent of displaced persons, according to Acción Social of the Office of the President of the Republic.
- ⁵¹ According to the Observatory for Anti-Personnel Mines, they make up 30 per cent of civilian casualties.
- ⁵² Approximately 2 million children according to the press release at the ILO Meeting on the Situation of the Worst Forms of Ill-treatment of Children, Bogotá, Colombia, 18 October 2005.
- ⁵³ According to the National Survey on Demography and Health, 2005, the percentage of adolescents becoming pregnant rose from 19 to 21 per cent in the last five years. The greatest percentages of adolescent pregnancies occurred in Caquetá, Meta and Cauca, followed by Cesar, Chocó and the towns of Arauca and Guaviare.
- ⁵⁴ For example, in the field of domestic violence, according to the 2005 National Survey on Demography and Health, 2 out of every 5 women who have at one time been married or have lived with a male partner reported having suffered physical aggression by the spouse or companion.
- ⁵⁵ The unemployment rate among women is almost 18 per cent, compared to 10.5 per cent among men (2019 Visión Colombia. Office of the President of the Republic, DNP (National Planning Department), 2005 discussion draft). Women’s incomes are generally 20 per cent below those of men (National Report on the 2005 Millennium Goals).
- ⁵⁶ For example, the maternal mortality rate continues to be very high. In 2003 the average rate was 99 per 100,000 live births, but in Chocó it was as high as 409 per 100,000 live births (National Report on 2005 Millennium Goals).

⁵⁷ For example, only 6 per cent of governors are at present women, 7.5 per cent of mayors and 12 per cent of members of Congress (UNIFEM. Situation of women in Colombia, September 2005).

⁵⁸ The fact that investigations into domestic violence depend on complaints filed by the victims and that conciliation hearings must be held in a situation of inequality between the parties makes it difficult to protect victims or to punish those responsible.

⁵⁹ According to official data this is estimated to be the third highest cause of maternal death.

⁶⁰ Concluding Observations of the Human Rights Committee: Colombia, 26 May 2004. CCPR/CO/80/COL., para. 13; and Committee on the Elimination of Discrimination against Women: Colombia, 4 February 1999; A/54/38, paras. 337-401 and para. 393 respectively.

⁶¹ See study by the Colombian Institute for Family Welfare and the Renacer Foundation in Cartagena.

⁶² In the District Prison of Valledupar and in that of Bucaramanga, the inmates live in conditions of overcrowding and pregnant women receive no medical attention, except in cases of emergency.

⁶³ There is no assessment of the situation regarding vulnerable persons deprived of liberty.

⁶⁴ Detention cells run by the Metropolitan Police of Bogotá, Junín Station and El Guabal in Cali.

⁶⁵ For example, a Kankuamo indigenous person died in the prison of Valledupar, apparently for lack of medical care.

⁶⁶ See for example report No. 61 of the FLIP (Freedom of the Press Foundation), General Assembly of the Inter-American Press Association (Colombia). The FLIP recorded 60 cases of threats up to the beginning of November 2005, compared with 34 the year before.

⁶⁷ Office of the Special Rapporteur for Freedom of Expression of the Inter-American Commission on Human Rights. Analysis of freedom of expression in Colombia, August 2005.

⁶⁸ Ibid.

⁶⁹ According to the Committee to Protect Journalists, interviews with dozens of journalists show that the media and reporters all over the country practise self-censorship for fear of physical reprisals by all the armed parties of the conflict. The issues that create risks are reports regarding human rights abuses, the armed conflict, political corruption, drug trafficking and links between officials and the illegal armed groups.

⁷⁰ Cases were recorded in Bogotá, Pereira, Barranquilla, Cartagena and Campo Alegre (Huila).

⁷¹ Cases were recorded in Medellín and Barranquilla.

⁷² There have been 60 per cent fewer cases, according to the Observatory on Human Rights and International Humanitarian Law of the Office of the Vice-President.

⁷³ According to data supplied by the Free Country Foundation.

⁷⁴ Security and Democracy Foundation. Special report: Uribe, three years. Bogotá, August 2005.

⁷⁵ According to the Observatory on Human Rights and International Humanitarian Law of the Office of the Vice-President.

⁷⁶ Kidnapping in Colombia: Receding but transforming, UNDP. Hechos del callejón, No. 10, December 2005.

⁷⁷ The law allows the extension of the implementation of certain obligations, tax relief, employers' obligations to continue paying salaries or the State's obligation to cover the health and education costs of victims' families.

⁷⁸ See Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances. Press release, Mission to Colombia, 12 July 2005.

⁷⁹ According to data supplied by the Colombian Federation of Municipalities and the Observatory of the Office of the Vice-President.

⁸⁰ Comparative table of the rates of homicide for the years 2004 and 2005 within the areas of influence of each demobilized unit based on official police homicide statistics. The indicator used is the percentage of homicides for every 10,000 inhabitants based on the 1993 census, the most recent one carried out for the country as a whole. The five units listed were demobilized between December 2004 and June 2005.

Units or "bloques"	Demobilization date	2004	2005	Change in the homicide rate
Bloque Bananero	25 November 2004	5.21 homicides per 10,000 inhabitants within the unit's area of influence	8.11 homicides per 10,000 inhabitants within the area of influence	+56%
Cundinamarca self-defence forces	9 December 2004	2.72	2.01	-26%
Bloque Catatumbo	10 December 2004	9.45	8.17	-13.5%
Bloque Calima	18 December 2004	12.04	10.08	-16%
Bloque Córdoba	18 January 2005	2.08	1.57	-24%
Héroes de Tolová	15 June 2005	1.79	4.10	+229%
